



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES ETATS
DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE
OUEST AFRICAINE EN 2010**

VULNERABILITE DES COMPTES COURANTS
DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE FINANCIERE
INTERNATIONALE



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES ETATS DE L'UNION
ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE EN 2010**

**VULNERABILITE DES COMPTES COURANTS DANS
LE CONTEXTE DE LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE**

TABLE DES MATIERES

PREFACE	V
ABREVIATIONS ET SIGLES	VI
VUE D'ENSEMBLE	1
I – PERFORMANCES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2009	3
1.1 - Performances économiques d'ensemble en 2009	5
1.2 - Performances économiques par Etat	10
Bénin	10
Burkina	11
Côte d'Ivoire	11
Guinée-Bissau	12
Mali	13
Niger	14
Sénégal	15
Togo	15
II – PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2010	17
2.1 - Environnement international en 2010	19
2.2 - Perspectives économiques de l'Union en 2010	19
2.3 - Risques potentiels sur les perspectives économiques de l'Union en 2010	22
2.4 - Perspectives économiques par Etat	24
Bénin	24
Burkina	25
Côte d'Ivoire	26
Guinée-Bissau	28
Mali	29
Niger	31
Sénégal	33
Togo	34
III – VULNERABILITE DES COMPTES COURANTS DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE	37
3.1- Caractéristiques des comptes courants des économies de l'UEMOA	39
3.2 - Impact de la crise financière sur les comptes courants	43
3.3 - Défis des pays de l'Union	44
ANNEXES STATISTIQUES	45

ENCADRES

1 - Mesures prises par les instances de l'UEMOA pour faire face à la crise financière et économique internationale	14
2 - Actions de la BCEAO dans le contexte de crise financière internationale	16
3 - Evaluation du système financier de l'UEMOA	28
4 - Le potentiel de croissance des pays membres de l'UEMOA.....	30
5 - Enjeux de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED).....	45

LISTE DES TABLEAUX

1.1 - Taux de croissance du PIB réel dans l'UEMOA, 2005-2009	12
1.2 - UEMOA : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2005-2009.....	12
2.1 - BENIN : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010	32
2.2 - BURKINA : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010	34
2.3 - COTE D'IVOIRE : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010	35
2.4 - GUINEE-BISSAU : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010.....	37
2.5 - MALI : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010	38
2.6 - NIGER : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010	41
2.7 - SENEGAL : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010.....	42
2.8 - TOGO : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2006-2010.....	44

LISTE DES GRAPHIQUES

1 - Evolution des cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA	10
2 - Performances macroéconomiques de l'UEMOA, 2008-2009.....	11
3 - Perspectives macroéconomiques de l'UEMOA en 2010	27

PREFACE

L'élaboration du Rapport sur les Perspectives Economiques Régionales (PER) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'inscrit dans le cadre de l'exercice par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), d'une des missions qui lui sont conférées, celle de Conseiller des Etats membres en matière économique et financière. A ce titre, elle participe de la volonté de l'Institut d'Emission d'offrir aux décideurs politiques, aux milieux d'affaires, aux instituts de recherche et aux établissements de crédit, un instrument privilégié de suivi de l'environnement économique et financier des pays de l'UEMOA. En cela, la Banque Centrale accède également à l'exigence de transparence et de communication en matière de politique économique, en général, et de politique monétaire, en particulier. Dans cette perspective, le rapport retrace les projections des grandes tendances et des mutations structurelles qui caractérisent les pays de l'Union.

Le document est axé principalement, d'une part, sur l'évolution de l'activité économique dans les pays membres en 2009 et, d'autre part, sur les orientations prévisibles de la conjoncture économique et financière dans l'UEMOA pour l'année 2010. En outre, il fait le point des risques potentiels, qui affectent les perspectives économiques de l'Union en 2010, et présente une étude thématique sur la vulnérabilité des comptes courants des Etats membres. Des fiches succinctes, traitant de thèmes spécifiques et de certains aspects sectoriels de l'environnement économique de l'UEMOA, sont également proposées aux lecteurs.

Les analyses s'appuient essentiellement sur les résultats des travaux réalisés par la BCEAO, dans le cadre de ses activités de suivi de la conjoncture, de convergence des politiques et performances économiques des Etats membres et de formulation des mesures de politique monétaire.

L'édition 2010 du Rapport sur les Perspectives Economiques Régionales est marquée par le contexte de la crise financière et économique internationale, qui a remis au premier plan l'exigence de l'approfondissement des réformes économiques et structurelles mises en œuvre par les Etats membres de l'UEMOA au cours des dernières années.

Ainsi, tenant compte de ce contexte, le Rapport propose la lecture que fait la Banque Centrale de l'évolution des performances économiques de l'Union en 2009, ainsi que sa vision subséquente des perspectives pour 2010, qui pourraient constituer le socle de l'exercice de conduite de la politique monétaire.

ABREVIATIONS ET SIGLES

BADEA :	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD :	Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CMDT :	Compagnie Malienne des Textiles
CASRP :	Crédit d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSRP :	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI :	Fonds Monétaire International
FRPC :	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
GOANA :	Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance
IADM :	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IDE :	Investissements Directs Etrangers
MCA :	Millennium Challenge Account
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PER :	Programme Economique Régional
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTE :	Pays Pauvres Très Endettés
SCA :	Stratégie de Croissance Accélérée
SCADD :	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SDR :	Stratégie de Développement Rural
SENELEC :	Société Nationale d'Electricité du Sénégal
SOTELMA :	Société des Télécommunications du Mali
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine

VUE D'ENSEMBLE

En 2009, les économies des Etats membres de l'UEMOA ont évolué dans un environnement international particulièrement instable, marqué par la plus grave récession économique constatée depuis la Seconde Guerre mondiale. Les turbulences enregistrées sur les marchés financiers américains se sont traduites par une profonde détérioration des conditions de financement, entraînant un repli de la demande et l'entrée en récession de la plupart des pays de l'OCDE. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait en recul de 0,8% en 2009 contre une progression de 3,0% en 2008.

L'activité économique dans les Etats membres de l'Union s'est ressentie de cette conjoncture défavorable, à travers le ralentissement de la demande étrangère qui a entraîné une baisse de performance dans les secteurs tournés vers l'extérieur, la faiblesse des cours des principaux produits d'exportation et le ralentissement des flux d'entrées de ressources. Toutefois, elle a été soutenue par les résultats relativement satisfaisants de la campagne agricole 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes de réalisation d'infrastructures et l'exécution, par l'ensemble des Etats membres, de programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires au développement. Le taux de croissance du PIB, en termes réels, ressortirait à 2,7% pour l'année 2009, contre une prévision initiale de 4,7% et une réalisation de 3,9% en 2008.

L'inflation s'est inscrite en recul sensible au cours de l'année 2009, poursuivant ainsi une tendance baissière observée depuis le troisième trimestre 2008. En moyenne, le niveau général des prix à la consommation s'est accru au rythme de 1,1% en 2009, en net ralentissement par rapport au taux de 7,4% enregistré l'année précédente.

L'exécution des opérations financières de l'Etat porte la marque du reflux de l'activité économique au sein de la Zone. Le déficit global, hors dons, est ressorti à 6,3% du PIB en 2009, contre 4,7% en 2008, en liaison notamment avec la forte progression des dépenses comparée à celle des recettes.

Au niveau des échanges extérieurs, l'année 2009 a été relativement favorable, nonobstant le contexte de crise financière et économique mondiale. Le solde global de la

balance des paiements s'est établi à 537,0 milliards contre 91,4 milliards en 2008. Ce résultat s'explique principalement par la baisse de la valeur des importations, notamment de produits alimentaires et pétroliers, ainsi que par la progression des aides budgétaires et des investissements directs étrangers. Ces facteurs ont permis de compenser les effets négatifs de la crise sur les exportations de biens et services et les envois de fonds des migrants.

Au plan monétaire et financier, il est noté une consolidation de la masse monétaire au rythme de 13,5% en glissement annuel à fin décembre 2009, en liaison avec la progression de la position extérieure nette des institutions monétaires et des crédits à l'économie. Le principal indice boursier du marché financier régional (BRVM Composite) a enregistré un recul de 25,9% à fin décembre 2009, par rapport à la même période de l'année précédente.

Face à la crise, les mesures de relance économique retenues au plan communautaire portent sur des ressources d'un montant global de 1.490 milliards de FCFA, soit 4,8% du PIB de l'Union en 2008, qui seront injectées dans l'économie régionale entre 2008 et 2012. Elles comprennent les actions déjà prises pour relancer la production agricole, résorber le déficit énergétique et apurer les arriérés de paiement intérieurs des Etats membres. Elles intègrent également des mesures spécifiques à mettre en œuvre pour soutenir l'activité dans les secteurs en difficulté.

La BCEAO, de concert avec les autres organes et institutions de l'UEMOA, a contribué de manière décisive à ces initiatives. Au titre de la politique de la monnaie et du crédit, compte tenu du ralentissement de l'activité économique et de l'atténuation des tensions inflationnistes, elle a mis à la disposition des établissements de crédit une liquidité suffisante afin de réduire les tensions éventuelles sur leur trésorerie. En outre, elle a réduit son principal taux directeur de 50 points de base et diminué les coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques. La Banque Centrale a, par ailleurs, renforcé ses actions, en vue de conforter la solidité du système bancaire nécessaire à la préservation des conditions d'un financement sain de l'économie.

Les perspectives économiques de l'UEMOA en 2010 s'inscrivent dans un environnement empreint d'incertitudes, en dépit des signes qui laissent augurer de

la fin de la récession dans les principaux pays industrialisés. Le taux de croissance économique réel de l'Union est attendu à 4,1%, soit 1,4 point de pourcentage de plus qu'en 2009. Les Etats membres devraient profiter de la reprise de l'économie mondiale, dont la croissance est projetée par le Fonds Monétaire International à un taux de 3,1%, après -0,8% en 2009. L'activité économique dans l'Union serait soutenue essentiellement par une production agricole satisfaisante au titre de la campagne 2010/2011, la vigueur de la production minière, ainsi que l'essor des bâtiments et travaux publics. Les projections prennent également en compte la poursuite des efforts entrepris par les Etats, dans le cadre de l'apurement des arriérés de paiement intérieurs et de la réalisation d'infrastructures de développement. La hausse attendue de la demande mondiale et des cours des principales matières premières exportées par l'Union devrait améliorer le profil des indicateurs du commerce extérieur.

Il est escompté une relative stabilité des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union ainsi que de ceux des céréales locales. Sur cette base, le taux d'inflation se situerait en moyenne autour de 2,2% en 2010, en l'absence d'éventuelles tensions sur les cours internationaux des produits pétroliers.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, hors dons, ressortirait à 5,7% du PIB, soit un repli de 0,6 point de pourcentage par rapport au niveau atteint en 2009, en liaison essentiellement avec la décélération des dépenses courantes.

Les échanges extérieurs seraient marqués par une augmentation du déficit du compte des transactions courantes, consécutive notamment à l'accroissement des importations de biens intermédiaires et d'équipements requis pour la mise en œuvre des projets d'infrastructures dans les Etats. Rapporté au PIB, le déficit extérieur courant, hors dons, enregistrerait une hausse de 0,4 point de pourcentage, en comparaison avec l'année 2009. Le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 60,0 milliards, soit une baisse de 477,0 milliards par rapport à celui de l'année 2009.

Les facteurs essentiels de risque qui pèsent sur les perspectives économiques de l'UEMOA en 2010 sont liés à la persistance des difficultés financières des Trésors publics, à la faiblesse éventuelle de l'impact que la reprise économique dans les pays industrialisés pourrait avoir sur les cours des matières premières et la demande internationale adressée à l'Union, ainsi qu'à l'évolution des flux financiers en direction des Etats membres. En outre, les retards observés dans la mise en œuvre effective des mesures retenues pour l'apurement des arriérés de paiement intérieurs pourrait entraver les performances attendues du secteur privé. Par ailleurs, l'évolution de l'environnement socio-politique, en rapport avec l'organisation des élections présidentielles prévues dans plusieurs Etats, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Togo, constitue un facteur majeur d'incertitudes pour la réalisation des perspectives économiques de l'UEMOA en 2010. Enfin, une détérioration des conditions climatiques pourrait également peser sur les perspectives économiques des Etats de l'Union.



**PERFORMANCES ECONOMIQUES
DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2009**



L'activité économique internationale a été morose en 2009, sous l'effet de l'aggravation de la crise financière internationale et de l'accentuation de son impact sur le secteur réel. Les turbulences enregistrées sur les marchés financiers américains se sont traduites par une profonde détérioration des conditions de financement, entraînant un repli de la demande et l'entrée en récession de la plupart des pays de l'OCDE. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait en recul de 0,8%, après une progression de 3,0% en 2008.

L'inflation mondiale est apparue modérée, en liaison avec le repli significatif de la demande des ménages et des entreprises. Cette tendance a été confortée par la baisse des cours des produits de base, dont notamment les produits pétroliers et alimentaires, après l'envolée enregistrée durant les deux années précédentes. En particulier, la décreue des cours internationaux du baril de pétrole brut, consécutive à la contraction de la demande énergétique, a contribué à la modération des prix.

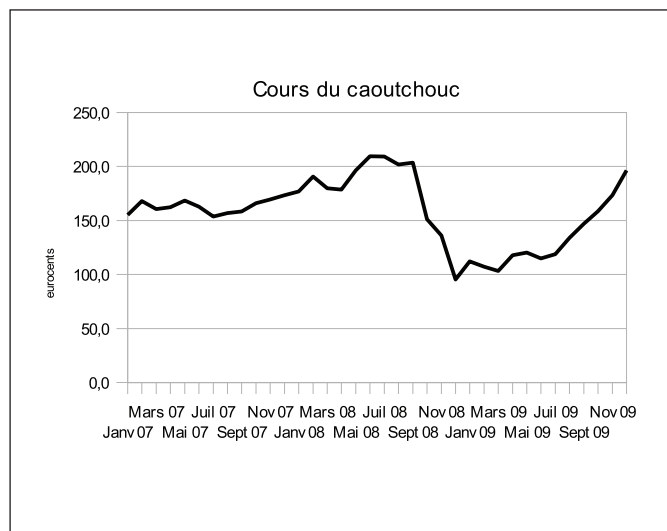
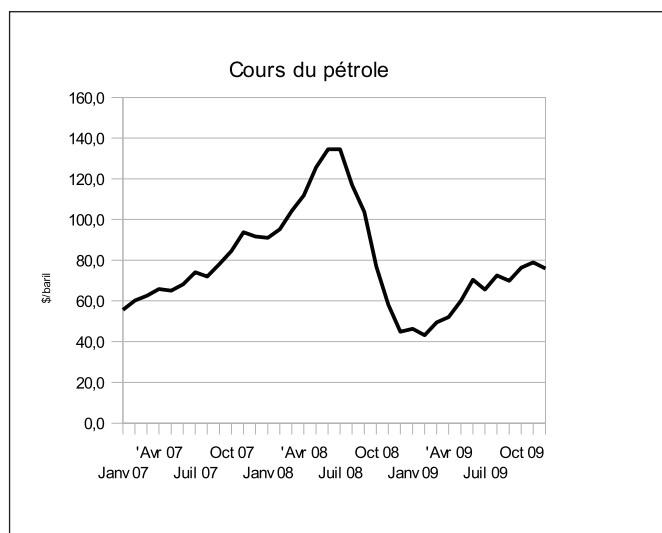
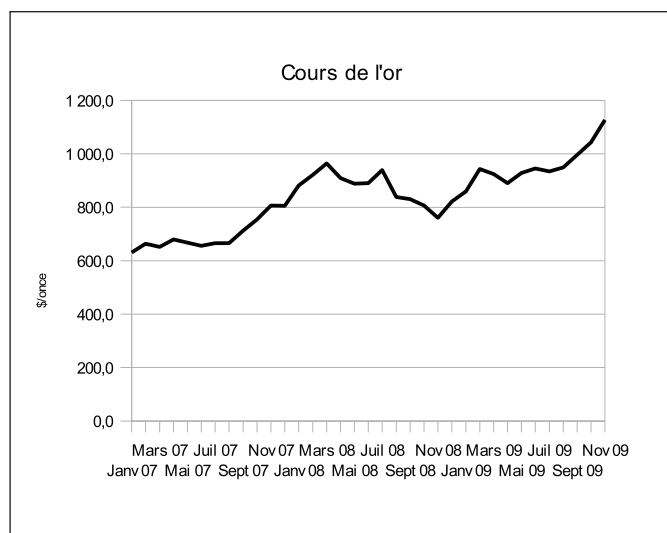
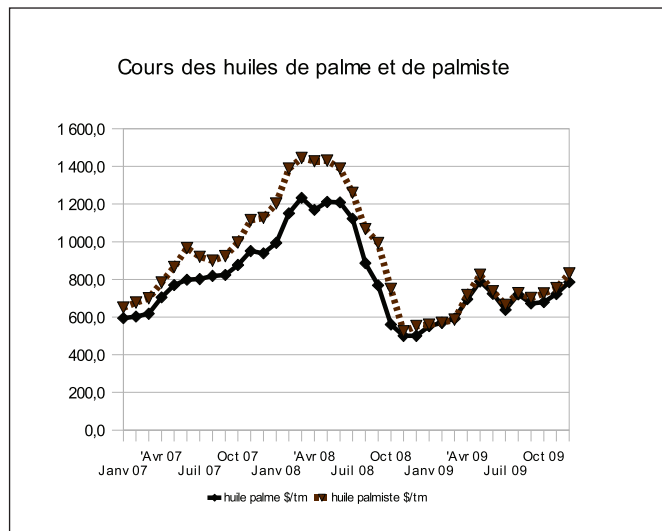
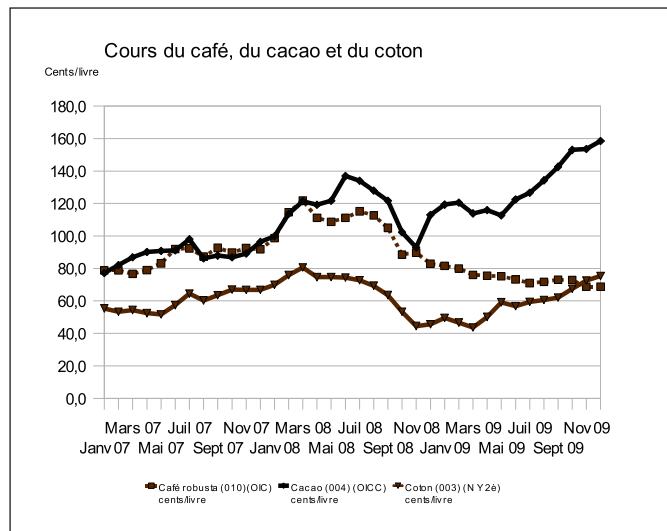
Dans un contexte de raréfaction du crédit, la politique monétaire des banques centrales des principaux pays industrialisés et émergents a été assouplie en vue de soutenir l'activité économique. A cet effet, outre les baisses des taux directeurs, dont le rythme s'est avéré historique, tant dans l'ampleur que dans la fréquence, les banques centrales ont mis en œuvre des mesures dites « non conventionnelles », à travers principalement des opérations de rachat direct de titres auprès d'entreprises en difficulté. Au 31 décembre 2009, le taux de refinancement, le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de rémunération des dépôts de la Banque Centrale Européenne (BCE), sont respectivement ressortis à 1,0%, 1,75% et 0,25%, après avoir atteint un niveau de 2,50%, 3,00% et 2,00% à la même période de l'année précédente. De son côté, la Réserve Fédérale américaine (Fed), qui avait déjà abaissé, en fin d'année 2008, ses taux à des niveaux historiques, a privilégié des injections massives de liquidités sur le marché monétaire. Ainsi, le taux d'escompte est resté fixé

à 0,50%, tandis que le taux des fonds fédéraux a oscillé entre 0% et 0,25%.

Sur le marché des changes, l'évolution des cours des devises a été marquée durant la majeure partie de l'année 2009 par une nette appréciation de l'euro par rapport au dollar. Outre la détérioration de la situation du système financier américain, liée à la crise mondiale, cette hausse de l'euro s'explique par la politique monétaire résolument expansive de la Réserve fédérale américaine, induisant une désaffection des investisseurs pour les actifs américains. L'évolution de l'euro porte également l'empreinte des rumeurs persistantes de réduction de la part du dollar dans les réserves de change de la Chine et des perspectives de définition d'un panier de monnaies de fixation des cours du pétrole, en substitution au billet vert. Dans ce contexte, la monnaie unique européenne a franchi la barre de 1,50 dollar le 24 octobre 2009, soit son niveau le plus élevé depuis 14 mois, consolidant ainsi la tendance haussière entamée depuis le mois d'août 2008.

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours moyens des principaux produits, à l'exception du cacao et de l'or, ont reculé en 2009 par rapport aux niveaux observés en 2008. Toutefois, cette évolution masque un retournement de la tendance baissière, après les fortes chutes enregistrées durant le dernier trimestre de l'année 2008. La relative bonne tenue des prix des produits de base serait imputable à l'espoir d'une reprise de la croissance plus rapide que prévu, dans les pays émergents et industrialisés. Ainsi, comparativement à leurs niveaux moyens du mois de décembre 2008, les cours du pétrole brut ont en moyenne progressé de 41,3%, ceux du cacao, du coton, du caoutchouc et de l'or ont respectivement crû de 16,1%, 28,3%, 39,9% et 18,5%. Les cours du café se sont, quant à eux, repliés de 10,7% sur la même période, en liaison avec les anticipations d'une stagnation de la demande provenant de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et du Japon. L'évolution des cours internationaux des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA est retracée ci-après.

Graphique 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, 2007-2009



Source : Reuters

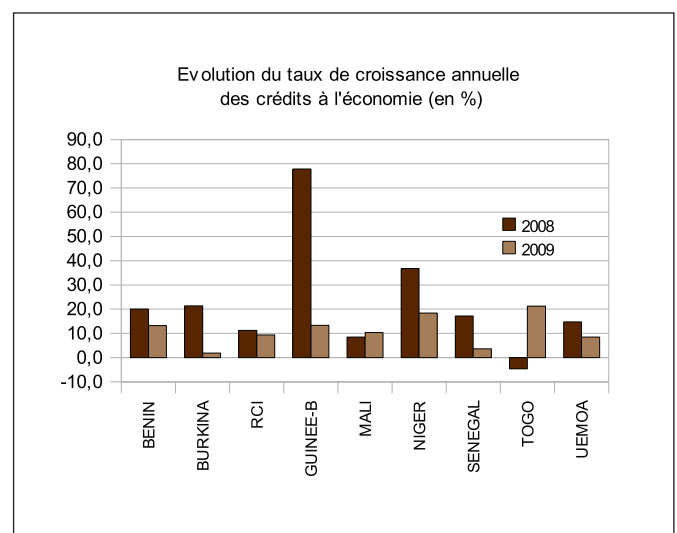
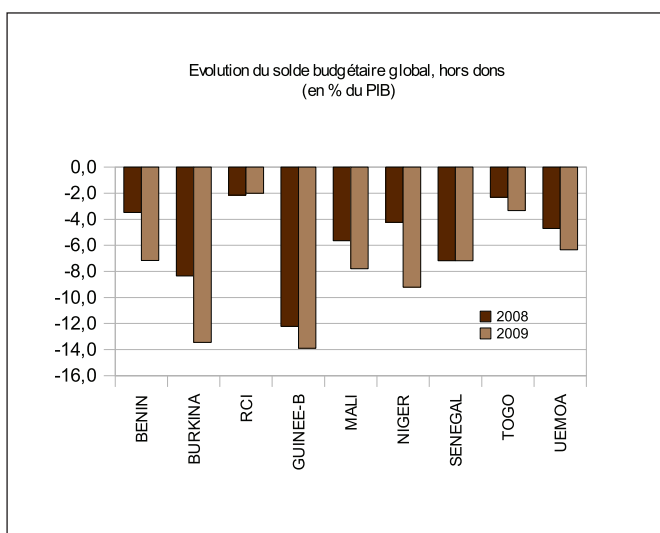
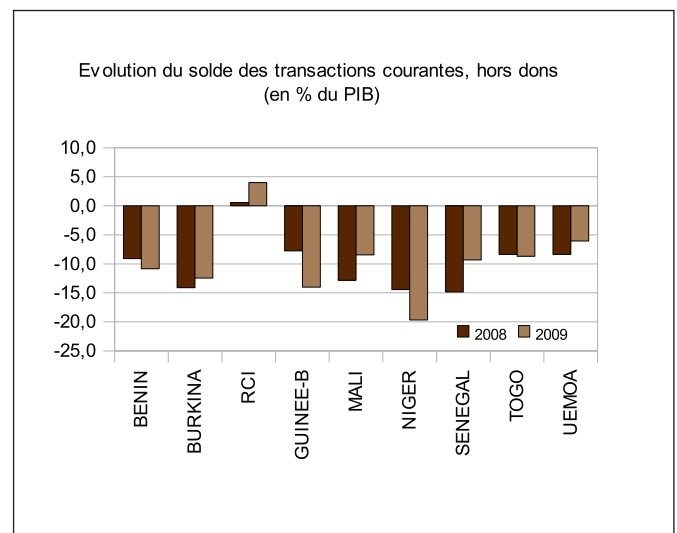
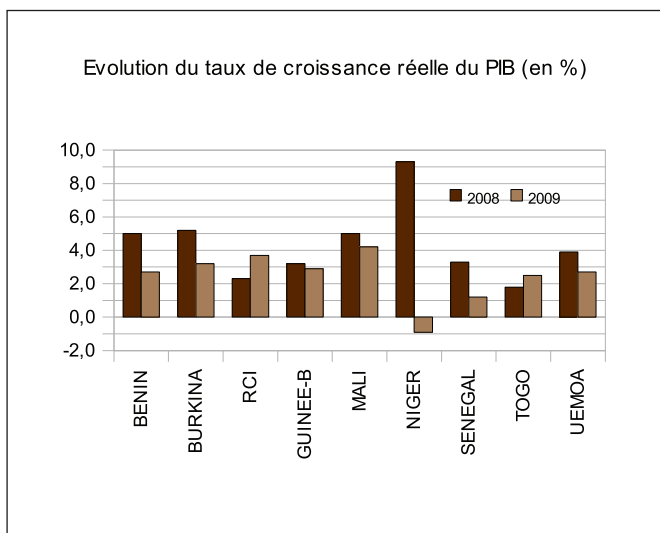
1.1 - PERFORMANCES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE EN 2009

L'activité économique au sein des pays de l'UEMOA s'est ressentie des effets de la crise financière et économique internationale en 2009. A travers divers canaux, dont notamment le commerce extérieur, le tourisme et les envois de fonds des migrants, la sphère réelle de l'économie régionale a subi les contrecoups de la récession mondiale. L'activité a toutefois été soutenue par les résultats

relativement satisfaisants de la campagne agricole 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes de réalisation d'infrastructures et l'exécution, par l'ensemble des Etats membres, de programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires au développement.

Le panel de graphiques ci-dessous montrent l'évolution des principaux agrégats macroéconomiques entre 2008 et 2009.

Graphique 2 : Performances macroéconomiques de l'UEMOA, 2008-2009



Sources : Services nationaux ; BCEAO

Le taux de croissance du PIB, en termes réels, est ressorti à 2,7% en 2009, contre une prévision initiale de 4,7% et une réalisation de 3,9% en 2008. Ce ralentissement de

l'activité économique, perceptible dans tous les Etats de l'UEMOA, sauf la Côte d'Ivoire et le Togo, a été plus marqué au Bénin, au Burkina, au Niger et au Sénégal.

Tableau 1.1 : Taux de croissance du PIB réel dans l'UEMOA (2005-2009)

	2005	2006	2007	2008	Prév.	Est.
					2009	
	<i>(en %)</i>					
Bénin	2,9	3,8	4,6	5,0	5,4	2,7
Burkina	7,1	5,5	3,6	5,2	5,1	3,2
Côte d'Ivoire	1,7	0,7	1,6	2,3	4,3	3,7
Guinée-Bissau	3,8	2,0	2,7	3,2	3,2	2,9
Mali	6,1	5,3	4,3	5,0	5,1	4,2
Niger	7,4	5,8	3,3	9,3	4,5	-0,9
Sénégal	5,7	2,5	4,9	3,3	4,7	1,2
Togo	1,2	3,9	2,1	1,8	4,2	2,5
UEMOA	4,0	3,1	3,2	3,9	4,7	2,7

Sources : BCEAO et INS

Durant l'année 2009, l'inflation a poursuivi, en glissement annuel, la décélération amorcée depuis septembre 2008. Cette évolution est imputable au ralentissement du rythme de progression des prix des céréales locales et à la hausse de moindre ampleur que celle observée en 2008 au niveau des prix des produits alimentaires et pétroliers importés.

Ainsi, la progression du niveau général des prix, en moyenne annuelle, s'est limitée à 1,1%, contre 7,4% en 2008, ressortant en dessous de la norme de 3,0% fixée dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA.

Tableau 1.2 : UEMOA : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2005-2009

UEMOA	2005	2006	2007	2008	2009
				Estimations	Estimations
PIB nominal (en milliards de F CFA)	24 848,6	26 131,2	27 762,8	31 142,9	32 603,3
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,1	2,9	3,2	3,9	2,7
Taux d'épargne intérieure (en %)	12,7	13,4	10,1	11,0	13,9
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	2,2	2,3	3,0	2,8	2,3
Taux d'investissement (en %)	19,1	18,2	18,8	20,6	20,3
Taux d'investissement public (en %)	6,7	6,9	7,4	6,5	7,8
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	4,3	2,3	2,4	7,4	1,1
Recettes totales et dons (en % du PIB)	18,6	23,3	21,0	20,4	21,1
Dépenses globales (en % du PIB)	21,3	22,1	23,3	22,4	23,7
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-1,0	-1,2	-0,8	-0,7	-2,0
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-5,2	-5,2	-5,2	-4,7	-6,3
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-6,5	-4,4	-7,5	-8,4	-6,0
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	3,5	18,3	19,7	2,0	11,3
Variation du crédit intérieur (en %)	9,5	3,4	12,6	13,9	17,0
Variation de la masse monétaire (en %)	7,6	11,4	18,7	9,6	13,5

Sources : Services nationaux et BCEAO

Au niveau des finances publiques, l'année 2009 a été caractérisée par une accentuation des difficultés de trésorerie des Etats. Le déficit du solde global, hors dons, s'est creusé davantage, en atteignant 6,3% du PIB contre 4,7% en 2008. Les recettes budgétaires ont augmenté de 4,0%, pour s'établir à 17,6% du PIB, après un ratio de 17,8% en 2008. Cette contre-performance, enregistrée en dépit de la progression de 10,3% des recettes fiscales, est induite par la baisse de 35,8% des recettes non fiscales. Les dépenses se sont accrues de 12,2% et ont représenté 23,5% du PIB, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage du PIB par rapport à 2008. Cette augmentation des dépenses est en liaison avec le maintien des efforts d'investissement public, conformément aux engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. Elle a également résulté de la forte progression des dépenses courantes (7,0%), notamment de la masse salariale (11,9%). Dans ce contexte, seuls deux Etats membres de l'Union ont respecté en 2009 l'ensemble des critères de convergence de premier rang retenus dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité.

Les estimations de la balance des paiements pour l'année 2009 indiquent une évolution globalement favorable des comptes extérieurs, nonobstant le contexte de crise financière et économique internationale. Le solde global des échanges extérieurs s'est établi à 537,0 milliards contre 91,4 milliards en 2008, sous l'effet conjugué d'une baisse du déficit du compte courant consécutive à la diminution du coût des importations de produits pétroliers et alimentaires, à la progression de 45,7% des appuis budgétaires et à l'accroissement des investissements directs étrangers.

Le solde déficitaire du compte des transactions courantes s'est amélioré de 936,1 milliards par rapport à 2008, en ressortant à 1.277,2 milliards. Cette amélioration, malgré les effets négatifs de la crise sur les exportations de biens et services et les envois de fonds des migrants, est liée à la baisse du déficit de la balance commerciale et la consolidation de l'excédent des transferts courants, dont l'impact a été atténué par la dégradation des soldes échanges sur les services et les revenus. Hors dons, le déficit courant s'est situé à 6,0% du PIB en 2009 contre 8,4% du PIB en 2008.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a régressé en 2009, en relation avec la réduction des autres investissements. Cette évolution masque, toutefois, l'augmentation de l'aide publiques au développement,

ainsi que celle des investissements directs étrangers (IDE), en particulier dans le cadre de l'opération de privatisation de la Société de Télécommunications du Mali (SOTELMA).

La situation monétaire de l'Union a été caractérisée, au cours de l'année 2009, par une consolidation de la masse monétaire, en liaison avec la progression de la position extérieure nette des institutions monétaires, ainsi qu'une hausse des crédits à l'économie. Les interventions globales de la Banque Centrale ont poursuivi leur tendance à la hausse avec une progression de 45,6%.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrues de 537,0 milliards, pour ressortir à 5.294,3 milliards à fin décembre 2009 contre 4.757,2 milliards à fin décembre 2008. Le renforcement de la position extérieure a exclusivement concerné la Banque Centrale, dont les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 5.171,8 milliards à fin décembre 2009, en liaison avec la mobilisation des ressources auprès des partenaires au développement et la privatisation de sociétés d'Etat.

L'encours du crédit intérieur a progressé de 1.042,7 milliards ou 17,0%, pour se situer à 7.174,8 milliards, essentiellement sous l'effet des ressources allouées aux Etats. En effet, les crédits nets aux Etats ont enregistré un accroissement de 564,6 milliards par rapport à décembre 2008, en relation avec l'octroi par la BCEAO de concours pour un montant de 453,7 milliards adossés à l'allocation générale de DTS effectuée par le FMI dans le cadre des mesures décidées par le G20 pour lutter contre les effets de la crise financière et économique internationale. La Position Nette des Gouvernements est ressortie à 1.069,7 milliards en décembre 2009. Pour leur part, les crédits à l'économie ont augmenté de 478,1 milliards (8,5%), par rapport à leur niveau de décembre 2008, en atteignant 6.105,1 milliards à fin décembre 2009.

La masse monétaire a progressé de 1.259,4 milliards ou 13,5%, pour s'établir à 10.586,6 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale est porté à 72,8% par les dépôts et à 27,2% par la circulation fiduciaire.

Les interventions globales de l'Institut d'émission en faveur des banques et des Trésors nationaux sont ressorties à 1.044,6 milliards au 31 décembre 2009, en augmentation de 378,1 milliards par rapport au niveau enregistré en décembre 2008, sous l'effet d'une hausse de 409,3 milliards des concours aux Trésors nationaux et

d'un repli de 31,2 milliards des refinancements en faveur des banques et établissements financiers.

Sur le marché financier régional, il est noté une prudence des épargnants à investir dans les valeurs mobilières, qui s'est traduite par un repli prononcé des indices boursiers. Le principal indice boursier, le BRVM composite, a enregistré un recul de 25,9% à fin 2009, par rapport à fin 2008.

Face aux crises énergétiques et alimentaires, ainsi qu'aux effets de la crise financière et économique internationale, les Autorités et les Institutions Communautaires de l'UEMOA ont pris des mesures de politique économique pour en contenir les impacts et préparer les Etats à tirer profit de la reprise annoncée au niveau mondial. L'encadré 1 ci-dessous résume ces mesures.

Encadré 1: Mesures prises par les instances de l'UEMOA pour faire face à la crise financière et économique internationale

Pour soutenir les économies de l'Union face aux effets néfastes de la crise financière et économique internationale, les Etats membres de l'UEMOA ont mis en œuvre certaines mesures, dont notamment :

- l'appui au secteur agricole, afin d'accroître l'offre de produits vivriers dans les Etats membres ;
- l'augmentation et la diversification de l'offre énergétique dans l'Union ;
- l'apurement des arriérés de paiement intérieurs.

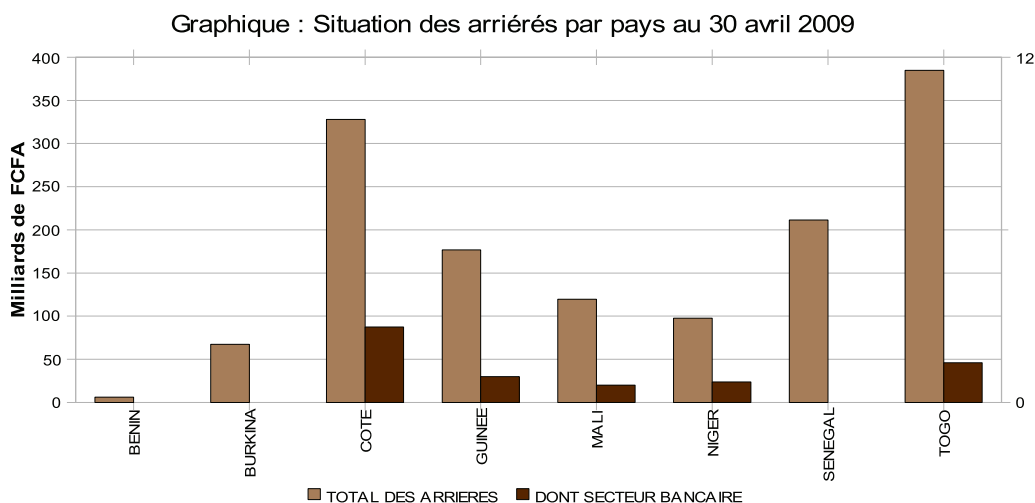
Au titre du soutien au secteur agricole, dans un contexte de forte hausse des prix des denrées alimentaires importées conjuguée au déficit de la production vivrière dans l'Union en 2007-2008, le Conseil des Ministres a dégagé des ressources d'un montant de 340 milliards, en vue du financement de besoins d'urgence et de projets agricoles à moyen terme. A cet effet, il a décidé de mettre à la disposition de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), sur une période de trois ans, un montant de 100 milliards, qui sera utilisé pour lever 300 milliards et financer exclusivement des projets agricoles destinés à accroître l'offre à moyen et long terme. Ainsi, des concours de 50 à 100 milliards par an seront accordés pour le financement de projets de développement agricole et rural sur la période 2009-2013. A fin octobre 2009, la BOAD avait financé huit (08) projets agricoles (un dans chaque Etat membre de l'UEMOA) pour un montant total de de 59,7 milliards de FCFA.

Ces projets permettront une augmentation sensible de la production agricole par la création et le renforcement de près de 14.000 hectares irrigués, un accroissement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs, la mise en place d'un système de crédit rural et la fourniture de semences de qualité, d'engrais et de petits matériels agricoles.

S'agissant de l'augmentation et de la diversification de l'offre énergétique dans l'UEMOA, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a décidé de l'élaboration d'une stratégie dénommée Initiative Régionale pour l'Energie Durable (cf. Encadré 5).

Concernant les arriérés de paiement intérieurs des Etats de l'UEMOA, ils ont été estimés au 30 avril 2009 à près de 1.400 milliards de FCFA, soit 26,9% de leurs recettes fiscales ou 4,3 % du PIB de l'UEMOA. En moyenne, plus de 85,0% de ces arriérés était dû aux entreprises privées et au secteur bancaire.

Au regard de la menace que constitue cette situation pour le secteur privé et la stabilité du système financier de l'Union, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a identifié des ressources financières d'un montant global de 900 milliards représentant les 2/3 du stock actuel des arriérés de paiement intérieurs, provenant de l'émission de titres par les Etats membres (450 milliards) et de la mise à la disposition des Etats de la contrevaletur en FCFA des droits de tirage spéciaux (DTS) alloués par le FMI dans le cadre de la résolution de la crise financière et économique internationale (450 milliards). A fin octobre 2009, un montant de 707 milliards de FCFA a ainsi été mobilisé par les Etats membres dont 453,0 milliards de concours de la BCEAO adossés aux allocations de DTS et 254,0 milliards de ressources mobilisées par les émissions de bons et d'obligations publiques admissibles au refinancement de l'Institut d'émission.



Source : Services nationaux

Au titre de la politique monétaire, les mesures d'assouplissement prises par la Banque Centrale sont retracées dans l'encadré 2 ci-après.

Au total, les ressources financières identifiées par les décisions du Conseil des Ministres de l'Union pour la relance de la production agricole, la résorption du déficit énergétique et l'apurement des arriérés de paiement intérieurs sont évaluées à un montant global de 1.490 milliards, soit 4,8% du PIB nominal de l'Union en 2008.

Encadré 2 : Actions de la BCEAO dans le contexte de crise financière internationale

Dans le cadre des mesures mises en œuvre pour juguler les effets de la crise financière et économique internationale au sein de l'UEMOA, la BCEAO s'est fixé l'objectif de maintenir un cadre favorable au développement de l'activité bancaire et d'éviter l'assèchement du crédit dans l'Union. En 2009, elle s'est attelée à fournir des liquidités suffisantes aux établissements de crédit, en fonction de l'orientation de la conjoncture économique, et à assurer un suivi renforcé et proactif du système bancaire, afin de préserver la stabilité du secteur financier.

A cet égard, elle a amélioré son dispositif de suivi rapproché de l'évolution des principaux indicateurs au niveau du système bancaire, et engagé un dialogue permanent avec les acteurs du secteur. Dans le cadre de ce dialogue, des rencontres de haut niveau ont été organisées, dans chaque pays, entre la Banque Centrale et les établissements de crédit, avant la tenue d'une séance avec les représentants des associations professionnelles des banques et établissements financiers (APBEF) de l'Union en juillet 2009 à Bamako. Ces concertations ont permis de recueillir l'ensemble des préoccupations du système bancaire.

Prenant appui sur les conclusions de ses propres analyses, la conjoncture et les résultats des concertations avec les APBEF, la BCEAO a défini une stratégie et un plan d'actions. En premier lieu, la Banque Centrale a mis fin à l'orientation restrictive qui était, jusque là, donnée à la politique monétaire, dans un contexte de forte hausse des prix. Elle a décidé d'accroître le niveau des liquidités offertes au système bancaire de l'Union. Cette orientation se reflète dans les montants accrus des appels d'offres hebdomadaires. Les volumes mis en adjudication sur ce compartiment sont passés de 100 milliards en septembre 2008 à 220 milliards en mars 2009. Sur l'ensemble de l'année 2009, le volume moyen mis en adjudication s'est établi à 150 milliards, contre 110 milliards en 2008. Pour répondre aux besoins structurels des banques, la BCEAO a ouvert un guichet d'appel d'offres à un mois. Les adjudications sur ce guichet sont à taux fixe et à volume illimité, de manière à donner un signal clair, celui de la volonté de la BCEAO à satisfaire tous les besoins exprimés par les établissements de crédit. Toutes ces initiatives ont été prises pendant que le guichet de la pension, à l'initiative des banques, est resté ouvert.

Par ailleurs, la BCEAO a décidé d'abaisser de 50 points de base le niveau de ses taux directeurs, pour compter du 16 juin 2009. Le taux de pension est ainsi ramené à 4,25% et le taux minimum de souscription sur le guichet des appels d'offres à 3,25%. Concomitamment à la diminution des taux directeurs, la Banque Centrale a réduit le niveau des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques, dans plusieurs Etats. Ainsi, les coefficients ont été ramenés de 15% à 9% au Bénin, de 9% à 7% au Mali, au Niger et au Sénégal. Ils sont maintenus à 7% au Burkina, 5% en Côte d'Ivoire et 3% en Guinée-Bissau et au Togo. Par cette mesure, l'Institut d'émission souhaite augmenter la capacité d'offre de crédits, en libérant des ressources de trésorerie supplémentaires pour les banques. La Banque Centrale continuera d'observer une vigilance accrue sur l'évolution de l'activité économique et se tient prête à envisager des actions supplémentaires pour assurer les conditions de financement saines des économies de l'UEMOA, lorsque la situation l'exigera.

1.2- PERFORMANCES ECONOMIQUES PAR ETAT EN 2009

BENIN

En 2009, l'activité économique a enregistré un ralentissement, à la suite d'une série de facteurs défavorables liés en partie à l'impact de la crise financière internationale qui s'est traduit notamment par la chute des échanges commerciaux avec l'extérieur, en particulier avec le Nigeria et les pays de l'hinterland, ainsi que par la baisse des flux d'entrée de capitaux. En outre, la production cotonnière a reculé de 9,9% par rapport à l'année précédente. Le taux de croissance du PIB, en termes réels, est ainsi ressorti à 2,7%, contre des prévisions initiales de 5,4% et une réalisation de 5,0% en 2008.

La croissance est essentiellement portée par le secteur primaire, dont la contribution s'est établie à 1,7 point de pourcentage. En dépit de la bonne tenue des activités dans les bâtiments et travaux publics et dans les industries manufacturières, l'apport du secteur secondaire s'est situé à 0,5 point, en recul de 0,1 point par rapport à l'année 2008. En liaison avec la baisse de l'activité commerciale, le secteur tertiaire n'a pu contribuer que pour 0,5 point à la croissance, soit 2,5 points de moins qu'en 2008.

Au plan de l'inflation, l'année 2009 a été marquée par un repli du rythme de progression des prix, à la faveur de l'atténuation des tensions sur les marchés internationaux du pétrole et des produits alimentaires, ainsi que de la bonne tenue de la production vivrière. Le taux d'inflation moyen s'est situé à 2,2% en 2009 contre 7,9% en 2008.

Le profil des finances publiques a fortement subi l'impact du reflux de l'activité économique, principalement le

ralentissement du commerce de réexportation avec le Nigeria. Il a également été marqué par la mise en œuvre du programme d'investissement public, dont le financement a pesé sur la trésorerie publique, dans un contexte de crise économique internationale, avec comme corollaire, des recettes plus faibles que prévu. Les recettes totales se sont établies à 575,8 milliards en 2009, en diminution de 5,5 milliards par rapport à l'année précédente, en raison du reflux des recettes fiscales pour 11,8 milliards. Les dépenses totales et prêts nets ont, quant à eux, atteint 799,5 milliards, en progression de 114,8 milliards, d'une année à l'autre. Le déficit global, base engagements, hors dons, a représenté 7,2% du PIB contre 3,5% en 2008.

Au titre de la surveillance multilatérale, le critère-clé relatif au solde budgétaire de base n'a pu être respecté. Tous les autres critères de convergence macroéconomique de premier rang ont été réalisés. En ce qui concerne les critères de second rang, les normes relatives au solde courant extérieur et à la masse salariale n'ont pu être satisfaites.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit de la balance courante, hors dons est ressorti en 2009 à 10,8% du PIB, en dégradation de 1,7 point par rapport à 2008. Cette évolution est essentiellement induite par l'aggravation de 50,6 milliards du déficit de la balance commerciale, imputable à la baisse des exportations, qui subiraient les contrecoups des difficultés de la filière coton et de la baisse du commerce de réexportation en direction du Nigeria. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a représenté 7,6% du PIB en 2009, contre 9,1% du PIB un an plus tôt, en rapport avec la baisse des flux financiers au titre des investissements directs étrangers et des autres investissements. Sur cette base, les échanges extérieurs

du Bénin se sont soldés, en 2009, par un déficit global de 54,6 milliards, contre un excédent de 36,9 milliards un an auparavant.

L'évolution de la situation monétaire à fin décembre 2009, comparée à celle de la même période de l'année 2008, est caractérisée par une expansion de 7,2% de la masse monétaire, consécutive à une consolidation de 35,9% du crédit intérieur et une diminution de 7,9% des avoirs extérieurs nets. La décreue du crédit intérieur est induite par l'amélioration de 41,9% de la position nette du Gouvernement et la faible hausse de 1,9% des crédits à l'économie.

BURKINA

L'activité économique s'est inscrite en net ralentissement en 2009. Le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 3,2%, contre des prévisions initiales de 5,1% et une réalisation de 5,2% en 2008. Cette régression de la croissance est en liaison notamment avec la baisse du cours du coton sur le marché international et, dans une moindre mesure, l'impact des aléas climatiques observés durant la campagne agricole 2009/2010.

L'activité a été soutenue principalement par le dynamisme du secteur secondaire, dont la contribution à la croissance a atteint 2,3 point, contre 0,6 point un an auparavant. La valeur ajoutée de ce secteur s'est accrue de 3,6%, d'une année à l'autre, en raison des performances enregistrées dans les unités d'égrenage de coton, qui ont bénéficié d'une hausse de la production durant la campagne cotonnière 2008/2009. Il est également noté une progression sensible des activités des industries extractives, en particulier celles de l'or, dont la production a atteint 9,9 tonnes en 2009, contre 5,6 tonnes en 2008. La contribution du secteur tertiaire à la croissance s'est établie à 1,9 point de pourcentage, soit 0,2 point de moins qu'en 2008. Dans le secteur primaire, la production a été affectée par les inondations occasionnées par les pluies diluviennes survenues le 1er septembre 2009. La valeur ajoutée de ce secteur a régressé, en volume, au taux de 3,3% en 2009, en net recul par rapport à l'augmentation de 8,6% enregistrée en 2008.

Les tensions inflationnistes se sont estompées au début de l'année 2009, en liaison avec la baisse des prix mondiaux des produits alimentaires et pétroliers à partir du dernier trimestre 2008, ainsi que l'impact des mesures

prises en œuvre par le Gouvernement pour soutenir les productions agricoles locales. Ainsi, le taux d'inflation s'est situé en moyenne à 2,8% en 2009, après avoir atteint 10,7% l'année précédente.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une aggravation du déficit du solde global, base engagements, hors dons, qui est passé de 8,3% du PIB en 2008 à 13,4% en 2009. Cette évolution est principalement imputable aux dépenses, notamment celles d'investissement, qui ont augmenté de 56,8%, en passant de 318,9 milliards de FCFA en 2008 à 500,1 milliards de FCFA en 2009. La progression des dépenses traduit, en partie, les efforts déployés pour la reconstruction des infrastructures endommagées par les inondations.

Au plan de la surveillance multilatérale, les critères de convergence macroéconomique relatifs à l'inflation, à l'encours de la dette publique rapporté au PIB nominal, à la variation des arriérés de paiement et aux dépenses d'investissement sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales ont été respectés.

Au niveau des comptes extérieurs, les exportations se sont raffermies en 2009, en liaison avec l'accroissement de la production et des ventes d'or. Le déficit des transactions courantes, hors dons, s'est réduit de 1,6 point de pourcentage du PIB par rapport au niveau atteint en 2008, du fait essentiellement de l'atténuation du solde négatif de la balance commerciale, à la suite de la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires. En revanche, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est conforté grâce à l'accroissement des flux extérieurs. Sur cette base, les échanges extérieurs du Burkina se sont soldés, en 2009, par un excédent global de 187,2 milliards, contre un déficit de 33,4 milliards un an auparavant.

La situation monétaire à fin décembre 2009, comparée à celle à fin décembre 2008, est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire de 17,2%, consécutif à la consolidation de 50,7% des avoirs extérieurs nets et à la hausse du crédit intérieur de 18,0%.

COTE D'IVOIRE

A l'instar des autres pays de l'Union, l'économie ivoirienne s'est ressentie des effets de la crise financière internationale en 2009, à travers notamment le commerce extérieur et

les mouvements de capitaux. Toutefois, l'année 2009 a été marquée par une consolidation de la reprise économique entamée en 2008, à la faveur de la poursuite de la normalisation de la situation socio-politique, qui a abouti à la conclusion avec le FMI, le 27 mars 2009, d'un programme triennal soutenu par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), d'un montant de 373,98 millions de DTS (environ 272,7 milliards de FCFA), ainsi qu'à l'atteinte du point de décision de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Le taux de croissance du PIB, en termes réels, est ressorti à 3,7% en 2009, contre 2,3% en 2008. Ce raffermissement de la croissance économique s'explique principalement par un regain d'activité dans les secteurs primaire et secondaire. En effet, impulsé par les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2009/2010, qui se sont traduits par une hausse de 5,3% de la production de l'agriculture de rente et de 2,9% de la production vivrière, le secteur primaire a contribué pour 1,3 point à la croissance, soit 1,0 point de plus qu'en 2008. Le secteur tertiaire dont la contribution à la croissance est ressortie à 1,4 point, en dépit de la baisse de 0,1 point par rapport à 2008, demeure en 2009 l'un des principaux moteurs de l'économie ivoirienne. L'apport du secteur secondaire a atteint 1,0 point, en hausse de 0,5 point par rapport à 2008. Cette évolution est principalement imputable au dynamisme des industries manufacturières. Elle s'explique également par l'accroissement de 13,0% de la production minière et pétrolière, en liaison avec l'adoption de nouvelles techniques pour l'extraction du pétrole brut, en particulier dans les champs ensablés.

Les prix à la consommation ont connu, en moyenne, une hausse moins marquée qu'en 2008, en liaison notamment avec la décélération des prix des produits alimentaires, des biens et services, ainsi que des tarifs de transport. Cette évolution a permis de contenir le taux d'inflation à un niveau moyen de 1,0% pour l'ensemble de l'année 2009.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global, hors dons, représentant 2,0% du PIB en 2009, contre 2,2% en 2008. Les recettes budgétaires se sont accrues de 81,3 milliards, pour atteindre un montant de 2.058,1 milliards en 2009. Quant aux dépenses totales, elles se sont élevées à 2.279,1 milliards, en hausse de 77,9 milliards, d'une année à l'autre, principalement sous l'effet des dépenses courantes.

Au titre de la surveillance multilatérale, les données provisoires indiquent le respect de l'ensemble des critères de premier rang en 2009. En revanche, s'agissant des critères de second rang, seuls ceux concernant le solde extérieur courant hors dons sur le PIB et le taux de pression fiscale seraient respectés.

Au plan des échanges extérieurs, l'excédent de la balance des transactions courantes, hors dons s'est accru de 3,4 points de pourcentage du PIB, en ressortant à 4,0% du PIB en 2009. Cette performance est liée à l'amélioration de la balance commerciale, consécutive à la progression de 306,8 milliards des exportations et au reflux de 182,1 milliards des importations. Elle est également attribuable à la réduction de 97,2 milliards du déficit de la balance des transferts courants, en rapport avec l'augmentation sensible des appuis budgétaires. Par contre, le compte de capital et d'opérations financières s'est dégradé de 467,9 milliards, en liaison avec le règlement des arriérés de paiement extérieurs, des échéances en principal et la réduction des autres engagements extérieurs. Sur cette base, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 127,6 milliards en 2009, contre un déficit de 13,5 milliards l'année précédente.

Reflétant le regain de dynamisme de l'activité économique, les agrégats monétaires se sont globalement consolidés en 2009. Comparativement à fin décembre 2008, la masse monétaire a progressé de 17,2%, sous l'effet de l'accroissement de 12,5% des avoirs extérieurs nets et de la hausse de 18,0% du crédit intérieur.

GUINEE-BISSAU

L'activité économique en 2009 s'est ressentie des effets de la crise internationale, en particulier le recul de la demande mondiale de produits primaires, qui s'est traduit par une baisse des prix à l'exportation de la noix de cajou, principale source de devises du pays. Elle a également été marquée par l'impact des tensions socio-politiques survenues au cours du premier trimestre. En rapport avec ce contexte, le taux de croissance économique, en termes réels, a connu un recul, ressortant à 2,9% en 2009 contre 3,2% un an plus tôt. La croissance a été essentiellement portée par le secteur primaire qui, grâce à la production vivrière ainsi qu'à celle de noix de cajou, y a contribué pour 1,6 point. L'activité économique a bénéficié également d'un apport significatif de l'investissement public, en liaison essentiellement avec la mise en œuvre

de chantiers d'infrastructures de transport et d'énergie électrique, ainsi que la construction de nouveaux bâtiments publics. Ces actions ont entraîné une nette progression des activités au niveau du secteur secondaire, dont la contribution à la croissance est passée de -0,4 point en 2008 à 0,3 point en 2009.

En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à -1,6% en 2009 contre 10,4% l'année précédente. Cette décline du niveau général des prix à la consommation, observée depuis le dernier trimestre 2008, reflète principalement le recul des prix des produits pétroliers et des céréales, notamment le riz importé.

La situation des finances publiques est demeurée tendue en 2009, en raison de l'importance des dépenses publiques. Les recettes budgétaires se sont chiffrées à 35,4 milliards, en augmentation de 0,8 milliard, essentiellement imputable aux recettes fiscales. En revanche, les dépenses totales ont augmenté de 8,4 milliards, pour se situer à 89,2 milliards, sous l'impulsion de la progression de 11,1 milliards des dépenses publiques d'investissement et de la diminution de 2,7 milliards des dépenses courantes. Sur cette base, le déficit global, hors dons, s'est aggravé de 1,7 point, ressortant à 13,9% du PIB en 2009.

Au titre de la surveillance multilatérale, seuls les critères relatifs à l'inflation et aux arriérés de paiement intérieurs ont été respectés.

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du solde de la balance des transactions courantes, hors dons, s'est nettement accru, en passant de 29,3 milliards (7,8% du PIB) en 2008 à 41,9 milliards (10,8% du PIB) en 2009. Cette évolution est en liaison avec la détérioration de la balance commerciale et de celle des services, du fait principalement de la baisse de 4,8% des exportations, conjuguée à la hausse des importations de biens d'équipement nécessaires à la réalisation des projets publics. Elle a été accentuée par le recul des transferts privés nets, consécutif à la crise financière et économique internationale. En revanche, il est noté une amélioration de 8,4 milliards du solde du compte de capital et d'opérations financières, qui s'est établi à 35,1 milliards, en raison de la progression des transferts publics destinés au financement des projets d'infrastructures. Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 14,0 milliards, en retrait de 0,7 milliard par rapport au niveau obtenu en 2008.

La situation monétaire à fin décembre 2009, comparée à celle de la même période de l'année précédente, est caractérisée par une progression de 7,6 milliards, soit 8,6%, de la masse monétaire. L'évolution de la masse monétaire résulte de la hausse de 21,1% des avoirs extérieurs nets et la diminution de 24,7% des crédits intérieurs, en relation avec l'amélioration de la position nette du Gouvernement.

MALI

Malgré un léger ralentissement lié aux contre-performances du commerce extérieur, l'économie malienne a enregistré un taux de croissance réel appréciable de 4,2% en 2009, après 5,0% un an plus tôt, en liaison avec la bonne tenue des branches de l'agriculture, des mines et des BTP. En outre, la production nationale a tiré profit de la hausse des investissements dans les principaux secteurs moteurs de la croissance. Ainsi, Le secteur primaire a connu une croissance en volume de 5,7%, en raison essentiellement de la hausse de la production de céréales et de coton. En particulier, la production de riz a atteint deux millions (2.003.040) de tonnes, soit un rebond de 24,6% par rapport à la campagne 2008/2009. Cette bonne performance a été induite par la reconduction de « l'Initiative Riz » et son extension à d'autres spéculations, telles que le maïs et le blé. Le secteur secondaire a, quant à lui, renoué avec une croissance positive (+2,2%), en liaison avec les performances enregistrées dans la production de l'énergie électrique et de l'eau, ainsi que dans les bâtiments et travaux publics. Au niveau du secteur tertiaire, une croissance de 4,2% a été obtenue, principalement sous l'impulsion des transports et télécommunications.

En 2009, une décélération du rythme de progression des prix a été enregistrée, en rapport avec le reflux des prix des carburants et des produits alimentaires importés, ainsi que la bonne récolte de céréales de la campagne agricole 2008/2009. En outre, avec la mise sur le marché des récoltes de la campagne 2009/2010 à partir du mois d'octobre, les prix ont poursuivi leur mouvement de recul. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est fixé à 2,2% contre 9,2% en 2008.

Le profil global des finances publiques s'est dégradé, traduisant une hausse des dépenses plus importante que celle des recettes. En effet, les recettes budgétaires sont estimées à 724,7 milliards en 2009, en accroissement de

117,4 milliards par rapport à 2008, sous l'effet principalement d'une consolidation des recettes fiscales (+104,9 milliards). Quant aux dépenses totales et prêts nets, évalués à 1.057,4 milliards, ils sont en augmentation de 229,2 milliards, du fait essentiellement de la progression de 96,6 milliards des dépenses d'investissement et de 122,0 milliards des dépenses courantes. Ainsi, le solde budgétaire global, base engagements et hors dons, est ressorti déficitaire de 332,7 milliards, soit 7,8% du PIB, en 2009 contre un déficit de 220,9 milliards, ou 5,6% du PIB, un an auparavant.

Au titre de la surveillance multilatérale, tous les critères de premier rang ont été respectés en 2009. En revanche, au niveau des critères de second rang, les normes n'ont pas été satisfaites pour le ratio du déficit extérieur courant hors dons sur PIB, le taux de pression fiscale, et la masse salariale rapportée aux recettes fiscales.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit de la balance des transactions courantes, hors dons, a décru de 140,3 milliard en 2009, pour s'établir à 360,9 milliards, soit 8,5% du PIB, contre 12,8% du PIB en 2008. Cette évolution résulte essentiellement d'une diminution de 115,5 milliards du déficit commercial, consécutive au reflux des importations, ainsi qu'à la bonne tenue des exportations d'or. A la faveur des entrées nettes de ressources évaluées à 554,4 milliards au titre du compte de capital et d'opérations financières, en liaison notamment avec l'encaissement des recettes de privatisation de la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA), le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire à 240,1 milliards.

La situation monétaire est marquée par une progression de 14,4% de la masse monétaire, par rapport à son niveau de fin 2008, reflétant principalement l'évolution des avoirs extérieurs nets, qui se sont consolidés de 239,6 milliards, pour s'établir à 736,0 milliards à fin décembre 2009. Le crédit intérieur a connu une baisse de 12,2%, traduisant l'amélioration de 132,7 milliards de la position nette créditrice du Gouvernement. En revanche, les crédits à l'économie ont enregistré une progression de 10,4%.

NIGER

Le taux de croissance réel du PIB est ressorti à -0,9% en 2009, contre 9,3% l'année précédente. Ce ralentissement de la croissance économique est principalement imputable

au secteur primaire, en rapport avec les résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2009/2010, nonobstant le développement prometteur des activités de pêche. En effet, considérée traditionnellement comme le pivot de la croissance économique au Niger, la contribution du secteur primaire a été de -3,2%, alors que celles des secteurs secondaire et tertiaire sont ressorties respectivement à 0,5% et 1,8%, contre 0,4% et 1,9% en 2008. La situation du secteur secondaire a été marquée par le raffermissement de l'activité des BTP, consécutivement au lancement d'importants projets de construction (routes, ouvrages hydrauliques, barrage de Kandadji et 2ème pont de Niamey) par le Gouvernement. Le secteur secondaire a été également soutenu par l'essor de l'activité minière, en liaison avec les investissements réalisés en vue de la mise en production de nouveaux gisements d'uranium, et l'intensification de la production d'or.

Malgré la tendance baissière des prix, observée depuis la fin de l'année 2008, le taux d'inflation est ressorti en moyenne à 4,3% en 2009, en raison essentiellement du renchérissement des produits alimentaires.

Au plan des finances publiques, les recettes totales et dons ont connu en 2009 une diminution de 26,1%, contre une augmentation de 36,6% observée en 2008. Cette évolution porterait principalement la marque de la baisse drastique des recettes non fiscales, qui se sont situées à 11,3 milliards en 2009, contre 158,8 milliards un an plus tôt. Quant aux dépenses totales, elles se sont accrues de 2,1% en 2009, sous l'effet de la hausse de 8,5% des dépenses en capital (en liaison avec les importants investissements réalisés dans les secteurs agricole, minier et énergétique) et de la baisse 3,2% des dépenses courantes. Dans ce contexte, le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, s'est creusé de 5,0 points, ressortant à 9,2% du PIB en 2009.

Au titre de la surveillance multilatérale, plusieurs critères n'ont pu être respectés, notamment ceux relatifs au solde budgétaire de base rapporté au PIB, au taux d'inflation, au déficit extérieur courant, hors dons, sur le PIB, ainsi qu'au taux de pression fiscale. Cependant, une amélioration a été enregistrée pour la majorité de ces indicateurs entre 2008 et 2009.

Les échanges extérieurs ont été caractérisés par une aggravation de 139,4 milliards du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, qui est ressorti à

19,7% du PIB, contre 14,4% en 2008. Cette évolution porte la marque de l'augmentation du déficit de la balance des services et de celle des revenus, respectivement pour 84,5 milliards et 7,3 milliards. Elle s'explique également par la détérioration de 39,4 milliards de la balance commerciale, qui est ressortie déficitaire de 235,3 milliards, sous l'effet de l'accroissement des importations de biens d'investissement plus forte que la hausse de 2,0% des exportations, liée notamment à la bonne tenue des ventes d'uranium. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est établi à 397,6 milliards, porté par les tirages publics et les investissements directs étrangers en faveur des secteurs pétrolier et minier. Au total, les échanges extérieurs du Niger se sont soldés, en 2009, par un déficit global de 91,2 milliards, contre un excédent de 72,7 milliards un an auparavant.

La situation monétaire au 31 décembre 2009 fait ressortir une diminution de 91,2 milliards des avoirs extérieurs nets, d'une année à l'autre. En outre, le crédit intérieur est en hausse de 110,0%, en raison de la détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 114,3 milliards (99,5%) et de l'accroissement des crédits à l'économie de 48,3 milliards, soit 18,4%. Reflétant l'évolution du crédit intérieur, la masse monétaire a affiché une progression de 18,3%.

SENEGAL

En termes réels, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est établi à 1,2% en 2009, en décélération, comparativement au niveau de 3,3% enregistré l'année précédente. Cette évolution est essentiellement liée au ralentissement de l'activité dans les secteurs primaire et tertiaire, dont les contributions à la croissance sont ressorties respectivement à 0,4% et 0,5%, contre 2,6% et 0,9% en 2008. Au niveau du secteur primaire, la baisse du rythme de la production est essentiellement imputable à l'activité d'élevage, celle de l'agriculture ayant enregistré une hausse de 8,1%, à la faveur d'une pluviométrie satisfaisante et des efforts consentis dans la mise à disposition des intrants. Le secteur tertiaire, dont la contribution à la création de richesses s'est inscrite en repli en 2009 de 0,4 point, a été affecté par la contraction de la valeur ajoutée de la branche « transports ». Le secteur secondaire s'est quant à lui redressé en 2009 malgré la persistance des difficultés de trésorerie de la SENELEC, avec une contribution de 0,3 point contre -0,2 point en 2008. La reprise dans ce secteur a été soutenue

essentiellement par les performances enregistrées dans les activités extractives.

Le taux d'inflation s'est fixé en moyenne à -1,0% en 2009 contre 5,8% en 2008. Cette baisse du niveau général des prix est principalement attribuable au reflux des prix des produits alimentaires et pétroliers, ainsi qu'à la pression limitée de la demande intérieure.

La situation des finances publiques a été marquée, en 2009, par un déficit budgétaire, base engagements et hors dons, de 7,2% du PIB comme en 2008, en rapport avec la hausse de 0,9% des dépenses globales, plus importante que celle des recettes budgétaires.

Au titre de la surveillance multilatérale, tous les critères de premier rang ont été respectés en 2009, à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal. Concernant les critères de second rang, seuls celui relatif au solde extérieur courant, hors dons, rapporté au PIB n'a pas été respecté.

Au plan des échanges extérieurs, le déficit de la balance des transactions courantes, hors dons, évalué à 507,7 milliards, a représenté 9,3% du PIB, contre 14,8% du PIB en 2008. Cette évolution traduit essentiellement l'amélioration de la balance commerciale, en raison de la détente des prix des produits alimentaires et énergétiques. En revanche, l'excédent du solde du compte de capital et d'opérations financières a décliné de 146,9 milliards, pour s'établir à 604,1 milliards en 2009, en relation avec la baisse des entrées nettes de capitaux extérieurs en faveur du secteur privé. Sur cette base, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 96,4 milliards en 2009.

Par rapport à fin décembre 2008, les agrégats monétaires se sont globalement consolidés à fin décembre 2009. Ainsi, les avoirs extérieurs nets se sont raffermis de 96,3 milliards et le crédit intérieur a crû de 9,3%, à la suite notamment, de la détérioration de la position nette du Gouvernement. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu une progression de 10,9%.

TOGO

L'année 2009 a été marquée par la poursuite des réformes structurelles au titre du programme financier triennal soutenu par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et

pour la Croissance (FRPC), notamment l'assainissement des finances publiques, le renforcement de la gouvernance, la transparence dans la gestion des entreprises publiques et la rénovation des infrastructures. L'activité économique a également bénéficié des effets induits par la poursuite de la restructuration du système bancaire, avec des avancées notoires dans le programme de titrisation des créances bancaires en souffrance, initié par le Gouvernement, et le démarrage des paiements au titre de l'apurement d'une partie des arriérés de la dette intérieure. Le taux de croissance réel s'est raffermi, en se situant à 2,5%, contre 1,8% un an plus tôt. Cette évolution reflète notamment l'impact de la stratégie de relance de la production agricole, de la reconstruction des infrastructures détruites lors des inondations et de l'amélioration de la fourniture d'électricité. La croissance a été impulsée principalement par les secteurs primaire et secondaire, avec des contributions respectives de 2,6 et 1,6 points. En revanche, la contribution du secteur tertiaire est ressortie négative à -1,7 point, en relation avec le repli des débarquements au Port Autonome de Lomé, du fait du report de certaines importations vers les ports des pays voisins, à la suite de l'effondrement des ponts après les inondations de juillet 2008. En outre, l'activité commerciale a subi des perturbations, en liaison avec les travaux de génie civil effectués au Grand Marché de Lomé.

La progression du niveau général des prix s'est établie en moyenne à 1,9% en 2009 contre 8,7% en 2008. Ce net repli du taux d'inflation est consécutif à la détente des prix des produits alimentaires et pétroliers, ainsi qu'à la bonne tenue de la campagne agricole 2009/2010.

La situation des finances publiques a été caractérisée en 2009 par des réajustements de la législation fiscale. Il s'agit essentiellement de la poursuite des réformes de l'administration fiscale et douanière, de la réduction du nombre d'exonérations fiscales, de la majoration des taxes sur l'alcool et le tabac et de l'extension de la base

d'imposition au secteur informel. Dans ce contexte, les recettes budgétaires se sont inscrites en augmentation de 16,0%, pour ressortir à 17,1% du PIB en 2009 contre 15,6% en 2008. Les dépenses budgétaires ont progressé de 21,0%, impulsées par la nette augmentation des dépenses d'investissement (+76,2%) et de la masse salariale (+19,0%). L'accroissement des dépenses d'investissement résulte surtout des travaux de réhabilitation et d'entretien des infrastructures routières. Quant à l'augmentation de la masse salariale, elle fait suite notamment aux recrutements. Le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, s'est établi à 3,3% du PIB en 2009 contre 2,3% en 2008.

Au titre de la surveillance multilatérale, les critères relatifs au taux d'inflation annuel moyen, à l'encours de la dette rapporté au PIB et à la non-accumulation d'arriérés de paiement ont été respectés en 2009.

Les échanges extérieurs se sont soldés par un déficit courant, hors transferts officiels, de 8,7% du PIB en 2009 contre 8,4% du PIB en 2008. Cette évolution s'explique par l'accentuation du solde négatif de la balance commerciale consécutif à la baisse des exportations de coton, de phosphate et de ciment. Elle est également imputable à l'aggravation du déficit de la balance des services et de celle des revenus. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est contracté de 8,4 milliards, en raison de la réduction des transferts de capital en faveur des administrations publiques. Au total, l'excédent global des paiements extérieurs a enregistré une baisse de 29,1 milliards, d'une année à l'autre, pour se situer à 7,9 milliards en 2009.

Au titre des agrégats monétaires, il a été observé à fin décembre 2009, une progression de 5,6% de la masse monétaire, soutenue par une hausse de 2,4% des avoirs extérieurs nets et de 9,7% du crédit intérieur.



**PERSPECTIVES ECONOMIQUES
DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2010**



2.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2010

L'année 2010 devrait être marquée par la consolidation de la reprise économique à l'échelle mondiale, en raison des signaux de sortie de la crise financière et économique internationale, perçus notamment à partir du second semestre 2009. Le Fonds Monétaire International table sur une croissance de 3,9% du produit intérieur brut mondial, témoignant des performances solides attendues des économies asiatiques et plus particulièrement de la Chine et de l'Inde, contre un recul de 0,8% en 2009. Ce redressement serait principalement imputable à l'amélioration des conditions de financement des économies, accentuée par l'impact des plans de relance économique, à travers notamment les politiques monétaires et budgétaires expansionnistes mises en œuvre dans plusieurs pays.

Toutefois, la reprise serait relativement lente au sein des pays industrialisés, où un taux de croissance de 1,3% est projeté pour l'année 2010. Cette faible progression serait liée à la détérioration plus marquée des systèmes financiers et à l'effondrement des prix des actifs, qui induirait une reconstitution plus lente de l'épargne.

Ainsi, aux Etats-Unis, le PIB devrait progresser de 2,7% en 2010, contre une chute de 2,5% l'année précédente. Au Japon, la croissance économique ressortirait à 1,7%, après une baisse de 5,3% en 2009. En Zone euro, le FMI table sur une hausse de 1,0% du PIB, contrastant avec la baisse de 3,9% enregistrée en 2009.

Les économies des pays émergents et en développement connaîtraient une croissance plus forte (6,0%) que les pays industrialisés en 2010. En particulier, les pays en développement d'Asie enregistreraient une expansion économique de 8,4%, reflétant principalement le dynamisme des exportations, ainsi que la vigueur des économies chinoise (9,0%) et indienne (7,7%). Le continent africain, dans son ensemble, devrait bénéficier d'une reprise économique en 2010, le taux de croissance étant attendu à 4,3%, après une réalisation de 1,9% en 2009.

Le redressement économique des pays industrialisés devrait se traduire par un accroissement de la demande de matières premières, qui pourrait induire une appréciation des cours de ces produits. En Afrique au Sud du Sahara, l'activité économique serait en hausse de 4,3% en 2010, en nette accélération par rapport à sa progression en 2009 (1,6%).

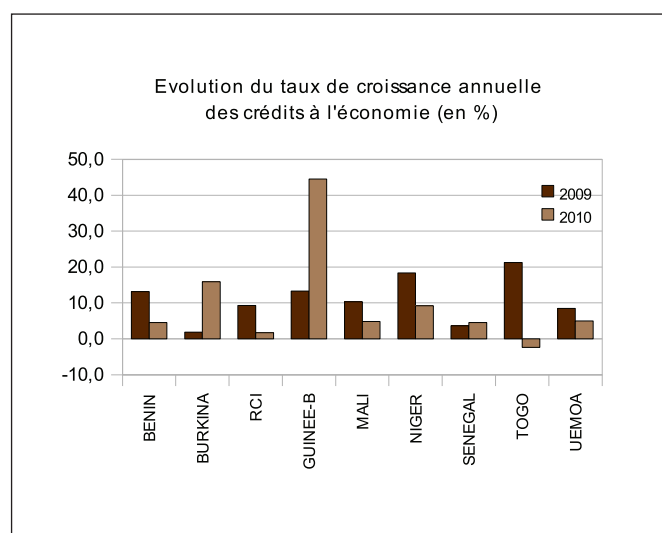
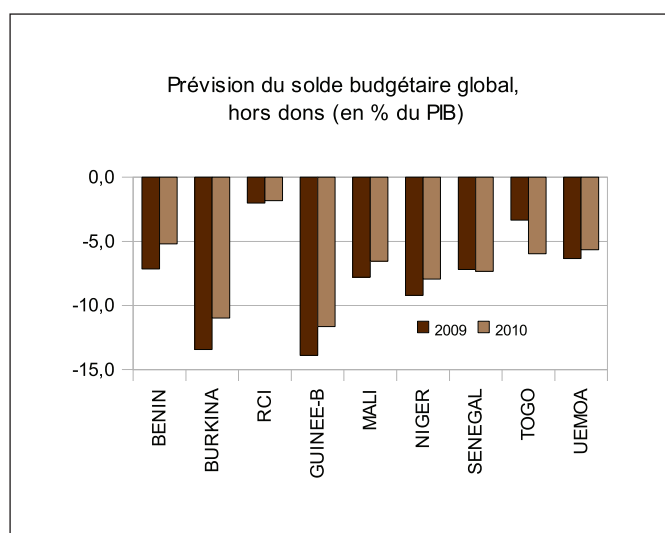
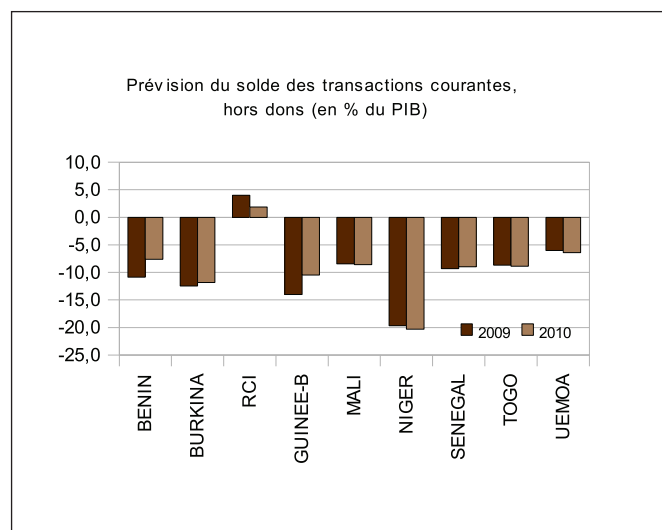
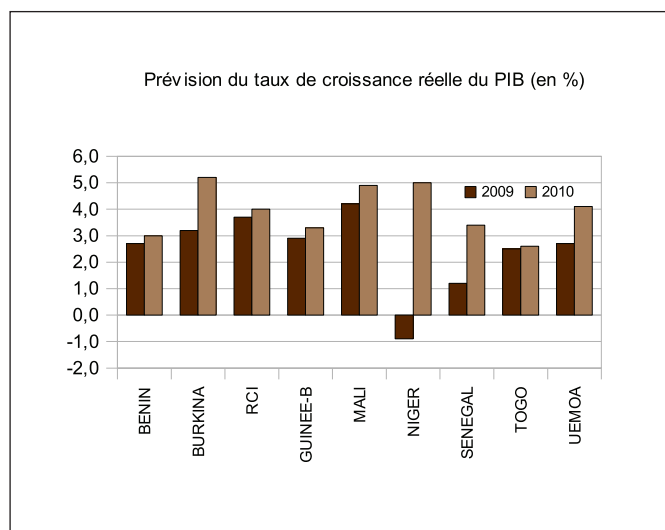
2.2- PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UNION EN 2010

Durant l'année 2010, l'activité économique au sein de l'Union devrait évoluer dans un environnement empreint d'incertitudes, en dépit des signes qui laissent augurer de la fin de la récession dans les principaux pays industrialisés. Les facteurs essentiels de risque qui pèsent sur les perspectives macroéconomiques de l'Union en 2010 sont liés au rythme d'apurement des arriérés de paiement intérieurs, à la faiblesse de l'impact que la reprise économique dans les pays industrialisés aura sur la demande internationale adressée aux pays membres de l'Union, ainsi que sur l'évolution des flux financiers en direction des Etats membres. Toutefois, la plupart des Etats membres enregistreraient les incidences positives d'une campagne agricole 2010/2011 satisfaisante, ainsi que la consolidation de la demande que laissent entrevoir les importants travaux de construction d'infrastructures engagés au cours des deux années précédentes.

La croissance économique de l'UEMOA est prévue à 4,1% en 2010, soit 1,4 point de pourcentage de plus qu'en 2009. L'activité économique devrait être soutenue par la l'orientation favorable de la production vivrière, la vigueur de la production minière, ainsi que l'essor des bâtiments et travaux publics.

Le taux d'inflation moyen ressortirait à 2,2%, en accélération par rapport à son niveau de l'année précédente, mais en deçà du plafond de 3,0% établi par le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité entre les Etats membres. Les graphiques ci-dessous montrent l'évolution prévisible des principaux agrégats macroéconomiques entre 2009 et 2010.

Graphique 3 : Perspectives macroéconomiques de l'UEMOA en 2010



Sources : Services nationaux ; BCEAO

La situation des finances publiques laisserait apparaître un déficit budgétaire, hors dons, de 5,7% du PIB, en retrait de 0,6 point de pourcentage par rapport au niveau atteint en 2009, sous l'effet de la baisse de la progression des dépenses courantes.

Pour leur part, les échanges extérieurs seraient marqués par une augmentation du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, consécutive à

l'accroissement des importations de biens intermédiaires et d'équipements requis pour la mise en œuvre des projets d'infrastructures dans les Etats. Rapporté au PIB, le déficit extérieur courant, hors dons, ressortirait à 6,4% en 2010, en augmentation de 0,4 point de pourcentage, comparativement à l'année 2009. Le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 60,0 milliards, soit une baisse de 477,0 milliards par rapport à celui de l'année 2009.

Encadré 3 : Evaluation du système financier de l'UMOA et mise en oeuvre des recommandations de la mission PESF

Evaluation du système financier de l'UMOA

Dans le cadre du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF), une mission conjointe Banque mondiale-Fonds Monétaire International a effectué, en octobre et novembre 2007, une évaluation du système financier de l'UMOA, en vue d'identifier ses forces et ses faiblesses.

A l'analyse de la mission, des avancées notables ont été accomplies concernant le cadre légal, grâce à la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO en cours. Cette réforme renforce notamment le gouvernement d'entreprise de la BCEAO ainsi que le pouvoir de la Commission Bancaire de l'UMOA, dont la compétence a été étendue aux institutions de microfinance de grande taille.

Toutefois, il a été relevé que le secteur bancaire, qui détient 90% des actifs financiers de l'UMOA, est vulnérable aux chocs sectoriels et macroéconomiques. Ainsi, les problèmes structurels de certaines filières d'exportation et la détérioration des finances publiques dans plusieurs pays expliquent, en partie, les taux nets élevés de dégradation du portefeuille des banques qui y atteignent 10% ou plus. En outre, le respect des normes prudentielles reste inégal et le secteur bancaire est globalement sous-capitalisé, avec un ratio moyen de solvabilité ressorti à 6,4% en juin 2007, contre une norme de 8%. Le faible accès aux services financiers, moins de 5% de la population ayant recours aux produits bancaires, a aussi été souligné ainsi que le bas taux d'intermédiation financière (masse monétaire/PIB), inférieur à 30% dans l'UMOA, contre une moyenne de 41% en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, l'efficacité de la politique monétaire est limitée par la situation de surliquidité des banques, en dépit de progrès récents dans ce domaine. Ces constats ont motivé des recommandations, dont les principales sont résumées ci-après.

Recommandations de la mission PESF

En vue de renforcer la stabilité et la supervision du secteur bancaire et accroître sa contribution au développement économique, la mission a recommandé la sécurisation des filières d'exportation et l'amélioration du dispositif prudentiel dans son application ainsi que sa conformité aux meilleures pratiques internationales. En outre, elle a invité au suivi rapproché, par les organes de contrôle, de l'application de la mesure de relèvement du capital minimum des banques. Au niveau de l'accès aux services financiers et du développement des marchés, il a été préconisé d'améliorer l'environnement des affaires et la qualité de l'information financière et comptable, de promouvoir l'utilisation des moyens modernes de paiement, ainsi que des émissions de titres publics mieux coordonnées et effectuées par adjudications. Au titre de l'efficacité de la politique monétaire, le renforcement de son cadre opérationnel et de la prévision de la liquidité bancaire a été souhaité.

Mise en oeuvre des recommandations de la mission PESF

En vue de mettre en oeuvre ces recommandations, le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté, le 19 décembre 2008, un Plan d'action couvrant la période 2009-2011, dont l'exécution est suivie par un Comité Régional, appuyé par des Comités nationaux. Ce plan comporte quinze (15) objectifs couvrant les principales recommandations de la mission PESF et centrés autour de trois domaines, à savoir le secteur bancaire et la microfinance, le développement des marchés de capitaux et l'environnement du secteur bancaire. En 2009, les progrès relativement satisfaisants réalisés dans la mise en oeuvre dudit plan ont essentiellement porté sur le cadre réglementaire régissant les activités des banques et des institutions de microfinance, la supervision et la stabilité du secteur financier, l'accès aux services financiers, ainsi que le développement des marchés.

Le processus d'adoption des textes de base de la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO est quasiment achevé et les projets de textes d'application y relatifs sont déjà élaborés. L'entrée en vigueur de cette réforme et la réalisation des actions prioritaires du Plan d'action prévues pour 2010 devraient aboutir à des résultats encore plus tangibles dans la mise en oeuvre des recommandations de la mission PESF.

2.3 - RISQUES POTENTIELS SUR LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA EN 2010

En dépit du tassement progressif des effets de la crise financière internationale, les économies des Etats membres de l'UEMOA resteraient confrontées, en 2010, à d'importants risques pouvant contrarier leur dynamique de croissance. Compte tenu de la persistance éventuelle du choc induit par les turbulences financières dans les pays industrialisés et émergents, l'Union pourrait connaître une baisse du rythme des entrées de ressources extérieures. L'activité économique pourrait également se ressentir de contraintes internes liées à l'insuffisance de mise en œuvre des réformes d'envergure susceptibles d'impulser une croissance vigoureuse et durable. Globalement, les risques potentiels pouvant peser sur la croissance économique de l'UEMOA portent sur des facteurs d'ordre externe et interne, notamment :

- les évolutions erratiques des cours des matières premières d'exportation, la faiblesse de la demande extérieure adressée aux Etats membres de l'Union et la persistance du chômage dans les pays développés ;
- le renchérissement important de l'énergie, notamment le pétrole, que pourrait entraîner une reprise économique vigoureuse au niveau mondial ;
- la contraction des ressources extérieures, liée à la baisse des envois de fonds des travailleurs émigrés, des investissements directs étrangers (IDE) et des capitaux publics, pouvant affecter la réalisation d'importants

projets de construction d'infrastructures ainsi que la consommation des ménages ;

- l'accentuation du déséquilibre des finances publiques déjà fortement éprouvées en 2008 et 2009 par des tensions de trésorerie, qui se sont traduites par une accumulation d'arriérés de paiement intérieurs ;
- les difficultés d'organisation de la campagne de commercialisation agricole, en raison de l'absence de réformes requises ;
- la persistance des déficits dans la disponibilité de certains facteurs de production, notamment l'énergie ;
- les risques climatiques, notamment des inondations et la sécheresse, pouvant affecter les perspectives de production agricole.

Par ailleurs, la relance de l'activité économique restera tributaire, dans certains pays, notamment la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau, de la consolidation de la stabilité socio-politique, après les avancées importantes enregistrées dans le processus de sortie de crise. Dans ces pays, le financement des actions relatives à la sortie de crise pèse principalement sur la trésorerie de l'Etat. La contribution des bailleurs de fonds, bien qu'importante, reste encore insuffisante pour soutenir la mise en œuvre du processus. Cette situation requiert une mobilisation optimale de ressources des partenaires techniques et financiers, en particulier celles des Institutions de Bretton Woods.

Encadré 4: Le potentiel de croissance des pays membres de l'UEMOA

Le taux de croissance économique réel dans les pays de l'UEMOA s'est établi, en moyenne, à 1,6% par an sur la période 1983-1993 ; à 3,3% entre 1994 et 2000 ; et à 2,8% entre 2001 et 2008. Ce niveau apparaît faible au regard de la nécessité de soutenir, selon les estimations du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un taux de croissance d'au moins 7% par an sur plusieurs années pour pouvoir atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en particulier celui de réduire de moitié la pauvreté.

Indépendamment de cet objectif, il est indispensable d'enregistrer un taux de croissance réel du PIB supérieur au taux de croissance démographique pour commencer à réduire la pauvreté. Dans les pays de l'UEMOA, dont la progression démographique est tendanciellement estimée à 2,9% par an, les niveaux moyens de croissance obtenus depuis 1983 se sont généralement traduits par une baisse du revenu par habitant, à l'exception de la période 1994-2000.

La croissance moyenne de l'Union est également faible, comparée aux performances de l'ensemble du continent ou de pays voisins. En effet, l'UEMOA a enregistré, depuis plus de dix ans, une croissance inférieure de plus d'un point et demi (1,5) de pourcentage par rapport à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne. Entre 1997 et 2008,

l'écart de croissance défavorable à l'Union ressort à environ 3,7 points à l'égard du Nigeria et 1,8 point par rapport au Ghana.

Au regard de ces éléments, il apparaît que l'UEMOA dispose de marges et de potentialités réelles pour augmenter sa croissance économique. Toutefois, ce potentiel n'est pas suffisamment mis en valeur.

En effet, avec un territoire de plus de 3,5 millions de km² et 80 millions d'habitants, l'UEMOA dispose d'un marché potentiel qui pourrait être porteur, si les contraintes qui entravent son développement sont levées, notamment celles relatives à l'insuffisance des infrastructures de transport, d'aménagement, de communication et d'interconnexion électrique.

Au plan du capital humain, l'Union possède une population active jeune, nombreuse et relativement bien formée, qui constitue un potentiel important de main d'œuvre pour la réalisation des activités de développement économique.

En matière agricole, seulement 25% des 20 millions d'hectares de terres arables sont exploités. Cette situation montre l'existence de perspectives prometteuses d'aménagements hydro-agricoles, de diversification des cultures et de développement de l'agro-industrie dans l'UEMOA. Mais elle requiert d'importants efforts d'investissement. Pour le secteur spécifique du coton, l'UEMOA est le premier producteur africain, avec plus de 10,0% de la production mondiale. Cependant, moins de 5% du coton produit fait l'objet d'une transformation dans l'Union. Ce constat est aussi valable pour d'autres produits, tels que le cacao et le café.

Le sous-sol des pays de l'UEMOA constitue également un potentiel minier important et varié, comme en témoignent les flux d'investissements directs étrangers (IDE) qui ont été enregistrés dans le secteur des mines ces dernières années. Ce potentiel n'est que faiblement mis en valeur : en dépit des avancées récentes, la part du secteur minier dans le PIB des Etats membres de l'Union varie entre 0,5% et 10%.

Le secteur des télécommunications, qui a fait l'objet de réformes d'envergure, recèle également des potentialités pour les investisseurs. En particulier, le segment de la téléphonie mobile est ouvert à la concurrence et offre encore des opportunités de profit, au regard de la faible couverture des zones rurales.

Enfin, les pays membres de l'UEMOA ont mis en place, depuis plusieurs années, un processus dynamique d'intégration économique et monétaire. Dans ce cadre, des politiques sectorielles communes ont été adoptées et mise en œuvre par les pays. En outre, l'Union a défini un « Programme Economique Régional » (PER) axé notamment sur l'investissement en infrastructures, l'éducation, la santé et l'énergie. Sa mise en œuvre devrait contribuer à la réalisation d'un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut en termes réels de plus de 7%, ainsi qu'au renforcement de la compétitivité des économies de l'Union.

En outre, le processus d'intégration, dans son volet économique, amorcé en 1994, a jeté les bases d'une discipline budgétaire et de politiques publiques vertueuses, dans lesquelles les Etats membres se sont progressivement inscrits, à travers un mécanisme de surveillance multilatérale et de pacte de convergence.

Les Autorités de l'UEMOA ont conscience des enjeux et défis qui les interpellent pour tirer pleinement profit de toutes les potentialités offertes par la Zone. A cet effet, les actions à privilégier devraient viser notamment :

- l'accélération de la mise en œuvre des réformes macroéconomiques structurelles et sectorielles centrées autour de ces opportunités, pour amener les économies de l'Union sur la voie d'une croissance vigoureuse, saine et durable ;
- l'accélération des investissements dans les infrastructures, en particulier dans le cadre du Programme Economique Régional ;
- le renforcement de l'intégration économique et monétaire, en vue de la création d'un marché commun intégré de près de 80 millions de consommateurs, où les personnes, les biens, les services et les capitaux circulent librement ;
- l'amélioration de l'attractivité de la Zone pour les investissements, par des réformes appropriées du cadre légal, juridique et réglementaire des affaires, la modernisation de l'Administration Publique, la culture de la transparence et de la bonne gouvernance. En outre, la création du marché commun serait un facteur majeure d'attractivité pour l'Union, à travers les opportunités qu'elle offre aux opérateurs économiques, en particulier par l'élargissement des débouchés ;
- la mise en œuvre des actions relatives à l'amélioration du capital humain, notamment la création d'infrastructures de santé et d'éducation ;
- la levée des contraintes à la réalisation par les Etats des politiques structurelles requises, en particulier celles visant à diversifier les bases de la production et à promouvoir la compétitivité ;

- l'accentuation des efforts dans le cadre du programme de développement agricole, en vue d'accroître l'offre et de réduire la vulnérabilité des Etats aux aléas climatiques ;
- la poursuite de la réorganisation des filières de production, la mise à niveau du secteur industriel ainsi que la recherche d'une meilleure articulation avec le secteur agricole, afin d'améliorer leur contribution à la croissance économique ;
- l'approfondissement des efforts d'assainissement des finances publiques, en vue de restaurer la capacité de la politique budgétaire à jouer pleinement son rôle de stimulation des investissements ;
- le financement sain et optimal de l'activité économique, ainsi que la préservation de la stabilité des prix et du secteur financier.

2.4 - PERSPECTIVES ECONOMIQUES PAR ETAT

BENIN

L'année 2010 devrait être marquée par la mise en œuvre d'un ensemble de réformes visant la relance de l'activité économique, notamment dans les filières agricoles, en particulier celle du coton, ainsi que la dynamisation du secteur des BTP, l'amélioration des capacités des usines d'égrenage de coton et la poursuite de la modernisation du port de Cotonou. En outre, une orientation favorable des échanges commerciaux, notamment celle des exportations, est escomptée.

Le taux de croissance réel est attendu à 3,0%, soit 0,3 point de plus qu'en 2009. L'activité économique devrait

être soutenue principalement par la bonne tenue de la production vivrière, l'essor des BTP, ainsi que le dynamisme du commerce, en particulier avec le Nigeria et les pays de l'hinterland. Le secteur tertiaire serait le principal moteur de la croissance, avec une contribution de 1,3 point, en hausse de 0,8 point par rapport à 2009. Sa performance proviendrait essentiellement de l'essor de l'activité commerciale, des transports et des télécommunications. Quant aux secteurs primaire et secondaire, leurs apports à la croissance ressortiraient respectivement à 0,6 point et 0,9 point, contre 1,7 point et 0,5 point l'année précédente.

L'évolution des prix à la consommation est attendue en modération, le taux d'inflation devant se situer autour de 2,0%, en l'absence d'éventuelles tensions sur les cours internationaux des produits pétroliers et alimentaires.

Tableau 2.1 : Bénin : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	2460,2	2641,6	2974,7	3123,7	3292,5
Taux de croissance réel du PIB	3,8	4,6	5,0	2,7	3,0
Taux d'épargne intérieure	11,1	7,1	9,0	15,3	15,7
Taux d'épargne intérieure publique	1,9	5,8	4,5	2,7	4,4
Taux d'investissement	20,6	20,7	20,6	28,4	25,0
Taux d'investissement public	6,1	6,3	4,6	7,5	6,5
Taux d'inflation moyen annuel (IPC)	3,8	1,3	7,9	2,2	2,0
Recettes totales et dons (en % du PIB)	18,8	23,7	21,3	20,9	24,1
Dépenses globales (en % du PIB)	19,7	22,5	23,0	25,6	26,0
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	0,0	2,5	1,0	-4,1	-0,4
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-2,7	-1,8	-3,5	-7,2	-5,2
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-4,9	-10,0	-9,1	-10,8	-7,6
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	38,4	26,3	5,3	-7,9	10,9
Variation du crédit intérieur (en %)	-8,7	-9,1	90,7	35,9	-1,0
Variation de la masse monétaire (en %)	18,0	19,7	27,3	7,2	6,6

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire, hors dons, ressortirait à 5,2% du PIB, soit un repli de 2,0 points de pourcentage par rapport au niveau atteint en 2009, en liaison principalement avec la baisse de la progression des dépenses d'investissement. Les recettes fiscales connaîtraient une progression de 20,9%, pour s'établir à 792,0 milliards. Les dépenses totales augmenteraient de 7,3%, d'une année à l'autre, en rapport avec la mise en œuvre de mesures aux plans économique et social.

Au titre des échanges extérieurs, les projections tablent sur une diminution du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, consécutive à l'amélioration sensible de la balance des services qui ressortirait excédentaire de 33,5 milliards contre un déficit de 85,2 milliards en 2009. Rapporté au PIB, le déficit extérieur courant, hors dons, s'élèverait à 7,6%, soit une baisse de 3,2 points par rapport à l'année 2009. Le compte de capital et d'opérations financières dégagerait un excédent projeté à 220,5 milliards. Au total, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 5,0 milliards, contre un déficit de 54,6 milliards en 2009.

Les risques potentiels qui pèsent sur les perspectives économiques du Bénin en 2010 sont principalement liés à des facteurs structurels, notamment la prépondérance du secteur tertiaire, dont le dynamisme dépend essentiellement de la situation politique et économique au Nigeria, ainsi que des activités de transport, principalement celles menées au port de Cotonou. Ils comprennent également les problèmes récurrents du secteur primaire, tels que l'insuffisance de la coordination entre les différents acteurs et les difficultés persistantes de la filière du coton, qui est la principale culture de rente du pays. Par ailleurs, la survenue éventuelle d'aléas climatiques, notamment des inondations, pourrait remettre en cause le niveau de production attendu au titre de la campagne agricole 2010/2011.

BURKINA

L'activité économique connaîtrait un redressement en 2010, avec un taux de croissance réel de 5,2%, en accélération par rapport à celui de 3,2% enregistré en 2009. Cette prévision est fondée principalement sur les perspectives favorables attendues de la production agricole, l'intensification des réformes structurelles, le renforcement des capacités extractives des sociétés

minières, la poursuite des opérations d'investissement au titre du Millenium Challenge Account (MCA) et les effets positifs escomptés de la reprise économique au niveau mondial. Elle prend également en compte, la mise en œuvre des actions de reconstruction des infrastructures détruites par les inondations survenues en septembre 2009. En outre, l'Etat entend renforcer ses efforts de développement dans le cadre de la nouvelle Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), ainsi que par la diversification de la base de la production, afin de réduire la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis du coton.

L'apport du secteur secondaire dans la croissance économique serait prépondérant en 2010. Il ressortirait à 2,1 points contre 2,3 point un an auparavant, en liaison avec l'essor de l'activité d'égrenage de coton, de l'exploitation minière et des bâtiments et travaux publics. Le secteur tertiaire apparaîtrait comme le second moteur de la croissance avec une contribution de 2,0 points. L'activité devrait être dopée dans ce secteur par les réformes en cours, relatives à l'amélioration de l'environnement des affaires à travers la simplification des formalités de création d'entreprises, le renforcement du réseau routier, ainsi que l'élargissement de l'accès aux services financiers. Quant au secteur primaire, sa contribution à la croissance augmenterait de 2,1% par rapport à 2009, en ressortant à 1,1 point en 2010. Il est attendu un accroissement de la production cotonnière au cours de la campagne agricole 2010/2011. En outre, la production céréalière devrait progresser, en rapport avec la poursuite de la mise en œuvre des actions du « Plan sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du Gouvernement ».

Le taux moyen d'inflation s'établirait à 2,1% en 2010, contre 2,8% l'année précédente, dans l'hypothèse d'une évolution modérée des cours mondiaux du pétrole, d'une bonne production agricole et d'un approvisionnement satisfaisant du marché intérieur en produits vivriers.

Au plan des finances publiques, la politique budgétaire resterait expansionniste, reflétant l'impact des mesures entreprises à la suite des inondations, ainsi que les actions sociales en faveur des groupes vulnérables ciblés dans le cadre des programmes sociaux du Gouvernement. Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, se situerait à 10,7% du PIB en 2010, contre 13,4% en 2009. Les recettes totales et dons devraient se fixer à

19,3% du PIB en 2010, contre 19,8% en 2009, en relation avec la reprise attendue de l'activité économique, la hausse des recettes minières et l'effet des mesures de renforcement des régies financières. Pour leur part, les dépenses passeraient de 26,3% du PIB en 2009 à 23,6% du PIB en 2010, à la suite d'une plus grande maîtrise des charges par le Gouvernement.

Les échanges extérieurs seraient caractérisés par une réduction du déficit des transactions courantes, hors dons, qui représenterait 11,8% du PIB en 2010 contre 12,5%

un an plus tôt. Cette évolution serait en liaison avec l'accentuation de 4,8% du solde négatif de la balance commerciale, qu'induirait l'accroissement des importations requises pour la réalisation des investissements dans différents secteurs de l'économie. Les entrées nettes au titre des transferts courants augmenteraient de 8,1% en 2010, en rapport avec la progression des aides budgétaires. Le déficit extérieur courant serait couvert par le solde positif du compte de capital et d'opérations financières. Sur cette base, la balance des paiements ressortirait équilibrée en 2010.

Tableau 2.2 : Burkina : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	3173,3	3251,9	3689,6	3932,4	4338,1
Taux de croissance réel du PIB (en %)	5,5	3,6	5,2	3,2	5,2
Taux d'épargne intérieure (en %)	7,8	3,9	9,2	6,2	10,5
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	0,2	-0,3	0,8	-0,2	0,6
Taux d'investissement (en %)	21,1	18,0	25,8	20,8	24,4
Taux d'investissement public (en %)	11,3	10,8	8,6	12,7	11,2
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	2,4	-0,3	10,7	2,8	2,1
Recettes totales et dons (en % du PIB)	18,0	20,0	17,1	19,8	19,3
Dépenses globales (en % du PIB)	23,1	25,7	21,5	26,3	23,5
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-4,8	-4,7	-4,5	-6,1	-4,3
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-10,8	-12,1	-8,3	-13,4	-10,7
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-10,9	-11,2	-14,1	-12,5	-11,8
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	29,8	85,2	-9,9	50,9	-31,8
Variation du crédit intérieur (en %)	5,8	-11,6	33,3	-2,3	32,3
Variation de la masse monétaire (en %)	10,1	22,9	12,0	15,1	7,7

Sources : Services nationaux ; BCEAO

En 2010, le Burkina pourrait faire face à divers facteurs de risque susceptibles d'affecter les perspectives de croissance économique. Ces facteurs sont relatifs essentiellement au reflux éventuel de la demande extérieure et des cours des produits d'exportation. En outre, à l'instar d'autres pays de l'Union, l'efficacité de l'action du Gouvernement pourrait se ressentir des difficultés dans la mobilisation des ressources nécessaires au financement des programmes prioritaires destinés notamment à l'accroissement de la production et au développement des infrastructures. Les problèmes d'organisation des filières agricoles et le déficit énergétique, qui affectent l'activité du secteur industriel, constituent également des risques pour la réalisation des perspectives de croissance en 2010.

COTE D'IVOIRE

En 2010, l'activité économique devrait bénéficier notamment des retombées positives de la reprise des relations avec les partenaires au développement et du renforcement de la normalisation de la situation socio-politique. En outre, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, attendue avant la fin de l'année 2010, devrait entraîner un traitement favorable de la dette extérieure du pays.

Le taux de croissance réel du produit intérieur brut est prévu en hausse de 4,0% en 2010, soit 0,3 point de plus qu'en 2009. L'activité économique devrait être soutenue par la hausse de la production vivrière, l'accroissement de

l'extraction minière, ainsi que le dynamisme des industries agro-alimentaires et des services marchands. Une bonne performance est également attendue des bâtiments et travaux publics, en liaison avec la mise en œuvre de nombreux projets d'infrastructures publics et privés, notamment dans le cadre du déploiement de l'Administration, la construction ou la restauration de routes et de ponts, l'exploitation de gisements miniers.

La contribution du secteur tertiaire à la croissance s'élèverait à 2,6 points en 2010 contre 1,4 point l'année précédente, suite essentiellement au raffermissement de l'activité des services et des échanges commerciaux. Pour le secteur secondaire, l'apport à la croissance passerait de 1,0 point en 2009 à 1,6 point en 2010, tandis que celui du secteur primaire diminuerait de 1,5 point, d'une année à l'autre, en s'établissant à -0,2 point.

Le taux d'inflation est prévu en moyenne à 2,4%, sous l'hypothèse d'une stabilité du coût de l'énergie, ainsi que de la mise en œuvre de stratégies appropriées d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, hors dons, ressortirait à 1,8% du PIB, en repli de 0,2 point de pourcentage par rapport au niveau atteint en 2009. Cette évolution résulterait d'une progression des dépenses publiques moins forte que celle des recettes. En effet, les recettes budgétaires devraient croître de 168,9 milliards en 2010, pour se situer à 2.227,0 milliards, reflétant la bonne tenue des recettes fiscales, liée à la reprise économique. Quant aux dépenses, elles atteindraient 2.440,1 milliards, en augmentation de 161,0 milliards par rapport à 2009.

Tableau 2.3 : Côte d'Ivoire : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	9033,3	9439,6	10425,3	10925,0	11600,1
Taux de croissance réel du PIB (en %)	0,7	1,6	2,3	3,7	4,0
Taux d'épargne intérieure (en %)	20,2	16,1	18,4	24,3	23,4
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	2,3	2,7	2,2	2,4	2,5
Taux d'investissement (en %)	10,2	10,9	11,2	12,1	14,1
Taux d'investissement public (en %)	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	!?	1,9	6,3	1,0	2,0
Recettes totales et dons (en % du PIB)	17,9	19,8	20,7	21,7	20,1
Dépenses globales (en % du PIB)	19,3	20,7	21,1	20,9	21,0
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	0,0	0,7	0,1	0,2	0,0
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-1,5	-1,4	-2,2	-2,0	-1,8
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	2,8	-1,3	0,6	4,0	1,9
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	16,7	26,1	-1,5	12,5	-2,4
Variation du crédit intérieur (en %)	4,3	19,9	7,2	18,0	4,9
Variation de la masse monétaire (en %)	10,3	23,6	5,7	17,2	0,2

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Les échanges extérieurs seraient marqués par une diminution de l'excédent du solde des transactions courantes, hors dons, consécutive à l'accroissement des importations. Ces dernières s'élèveraient à 3.333,3 milliards, en progression de 350,0 milliards par rapport à 2009, principalement sous l'impulsion des achats de biens d'équipement nécessaires à la réalisation des projets

d'investissement. Rapporté au PIB, l'excédent extérieur courant, hors dons, ressortirait à 1,9 point de pourcentage, soit une baisse de 2,1 points par rapport à l'année 2009. Le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'établirait à 264,9 milliards, en diminution de 398,7 milliards par rapport à 2009. L'amélioration du compte de capital et d'opérations financières résulterait

essentiellement du raffermissement des dons-projets et des investissements directs, en relation notamment avec la normalisation du climat socio-politique. Le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 50,0 milliards, tout comme en 2009.

Les risques potentiels qui pèsent sur la réalisation des perspectives économiques pour l'année 2010 sont relatifs essentiellement à l'évolution future de la situation socio-politique. En effet, en dépit des avancées notables enregistrées à la suite de la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO), le processus de sortie de crise pourrait être affecté par des contraintes financières, au regard de l'importance de son impact sur les finances publiques. En outre, l'organisation des élections présidentielles prévues au cours de l'année 2010 pourrait connaître des difficultés d'ordre financier, institutionnel et sécuritaire, susceptibles d'occasionner des tensions socio-politiques. Si de tels événements survenaient, ils auraient un impact négatif, non seulement sur l'activité économique, mais aussi sur la mise en œuvre du programme économique et financier soutenu par les Institutions de Bretton Woods.

GUINEE-BISSAU

L'activité économique devrait se dérouler dans un environnement interne marqué par le renforcement du processus de stabilisation du climat socio-politique ainsi que la poursuite de la réforme de l'Administration et de la Sécurité. En outre, le regain de croissance attendu au niveau des pays développés et émergents laisse entrevoir une orientation favorable des ventes et des cours internationaux de la noix de cajou. Par ailleurs, l'exécution satisfaisante du programme Post-Conflict devrait favoriser la conclusion d'un programme économique et financier avec le FMI en 2010.

La croissance économique est projetée à 3,3% en 2010, soit 0,4 point de plus qu'en 2009. L'activité économique devrait être soutenue notamment par la bonne tenue de la production agricole vivrière et celle de la noix de cajou, en liaison avec la mise en œuvre effective des actions prévues dans le Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural (PRESAR). En outre, le regain d'activité dans le secteur secondaire, à la faveur de la restructuration du sous-secteur de l'énergie, et de l'amélioration de l'environnement des affaires, contribuerait également à renforcer la croissance économique. Par ailleurs, un dynamisme accru

serait observé dans les BTP, qui continueraient de bénéficier de la mise en œuvre des projets d'infrastructures. De bonnes perspectives existent également au niveau du secteur minier, notamment pour la production de la bauxite et des phosphates.

En 2010, le moteur de la croissance demeurerait le secteur primaire, avec une contribution de 1,8 point contre 1,6 point l'année précédente. L'apport du secteur tertiaire, deuxième source de la croissance, augmenterait de 0,1 point, pour se situer à 1,2 point. Quant au secteur secondaire, sa contribution resterait stable à 0,3 point.

Le taux d'inflation se situerait autour de 2,0%, dans l'hypothèse d'un approvisionnement régulier du marché intérieur en riz importé, d'un déroulement satisfaisant de la campagne agricole 2010/2011 et en l'absence d'éventuelles tensions sur les cours internationaux des produits pétroliers.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, hors dons, ressortirait à 11,6% du PIB, contre 13,9% en 2009. Les recettes budgétaires augmenteraient de 2,7 milliards, pour se chiffrer à 38,1 milliards, à la suite du raffermissement des recettes non fiscales. Elles bénéficieraient également des résultats positifs induits par les réformes engagées en 2009, dans le cadre du programme Post-Conflict, notamment les mesures visant une meilleure identification des contribuables, la vente aux enchères des marchandises se trouvant dans les entrepôts douaniers sur une période de plus de trois mois et l'amélioration du système de gestion des finances publiques. Les dépenses totales enregistreraient un repli de 3,3 milliards, sous l'effet de la baisse de 4,8 milliards des dépenses d'investissement et de la hausse de 1,5 milliard des dépenses courantes.

Les échanges extérieurs seraient marqués par une diminution de 1,2 milliard du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, consécutive à la régression du déficit de la balance des services. Rapporté au PIB, le déficit extérieur courant, hors dons, ressortirait à 10,5 points de pourcentage, soit 0,3 point de moins qu'en 2009. L'excédent du compte de capital devrait connaître un recul de 15,2 milliards, en rapport avec le reflux des autres investissements privés. Sur cette base, le solde global de la balance des paiements, qui était excédentaire de 14,0 milliards en 2009, devrait ressortir en équilibre en 2010.

Tableau 2.4 : Guinée-Bissau : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	302,5	331,0	377,5	387,6	410,3
Taux de croissance réel du PIB (en %)	2,1	3,2	3,2	2,9	3,3
Taux d'épargne intérieure (en %)	-5,3	-0,3	-1,0	-1,1	-0,1
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	-5,0	-6,4	-5,0	-4,0	-3,5
Taux d'investissement (en %)	10,1	13,6	12,3	14,2	14,2
Taux d'investissement public (en %)	5,8	7,2	7,2	9,9	8,2
Taux d'inflation moyen annuel (IPC)	2,0	4,6	10,4	-1,6	2,0
Recettes totales et dons (en % du PIB)	17,4	16,2	17,3	24,7	20,9
Dépenses globales (en % du PIB)	21,2	21,7	21,4	23,0	20,9
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-5,2	-6,8	-5,4	-4,3	-4,4
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-19,9	-13,7	-12,2	-13,9	-11,6
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-10,3	-9,5	-7,8	-10,8	-10,5
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	17,7	19,2	29,4	21,1	-15,0
Variation du crédit intérieur (en %)	5,6	23,7	34,1	-24,7	111,0
Variation de la masse monétaire (en %)	5,2	25,0	29,5	8,6	13,1

Sources : Services nationaux ; BCEAO

La réalisation des perspectives de croissance pour 2010 sera tributaire de la consolidation de la stabilité socio-politique, ainsi que de la capacité des Autorités à mener à terme les réformes engagées dans les secteurs de l'énergie et de l'Administration. Elle requiert également la mise en place, en 2010 d'un programme économique et financier appuyé par les ressources de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance, qui favoriserait une mobilisation plus importante des ressources auprès des partenaires techniques et financiers ainsi qu'un traitement avantageux de la dette extérieure. Elle dépendra, en outre, de l'exécution efficace des mesures visant l'amélioration du cadre des affaires et la promotion du secteur privé. Par ailleurs, la levée des contraintes pesant sur la commercialisation de la noix de cajou constitue un facteur important pour garantir l'atteinte des objectifs fixés dans les projections pour l'année 2010.

MALI

Les perspectives économiques en 2010 s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre par le Gouvernement, d'une politique économique et sociale axée sur le renforcement des actions relatives à la diversification de la production et à la lutte contre la pauvreté. Il est prévu notamment, la

poursuite des réformes structurelles, en particulier celles du secteur de l'électricité, de l'eau et de la filière cotonnière, avec l'achèvement du processus de privatisation de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). L'adoption d'un nouveau code des investissements et la mise en œuvre d'un programme d'appui à la réforme du secteur financier sont également attendues en 2010. Par ailleurs, outre le programme FRPC en cours avec le FMI, le Gouvernement a démarré l'exécution du troisième programme de Crédit d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (CASRP III), conclu en mai 2009 avec la Banque mondiale.

Sur cette base, la croissance économique devrait atteindre un taux de 4,9% en 2010, soit 0,7 point de pourcentage de plus qu'en 2009. L'activité économique serait soutenue principalement par le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance ressortirait à 2,1 points contre 2,0 points en 2009. Le dynamisme de ce secteur proviendrait essentiellement des télécommunications, en liaison avec des investissements importants attendus de Maroc Télécom, ainsi que des activités financières, avec l'installation d'une nouvelle banque. Au niveau du secteur primaire, second moteur de la croissance (avec une contribution 1,9 point contre 2,1 points en 2009), il est

prévu une hausse de la production vivrière et cotonnière au cours de la campagne agricole 2010/2011, qui serait soutenue notamment par la mise en œuvre de projets d'aménagement de périmètres agricoles, la capitalisation de l'expérience de « l'Initiative Riz » et les progrès réalisés dans le processus de privatisation de la CMDT. La contribution du secteur secondaire à la croissance augmenterait de 0,8 point, d'une année à l'autre, en s'établissant à 0,9 point en 2010. Dans ce secteur, les industries manufacturières devraient connaître un regain d'activité, en rapport avec la progression de la production de coton durant la campagne agricole 2009/2010. En

outre, il est attendu une bonne performance de la branche des BTP, en raison de l'exécution de nombreux chantiers de construction de routes, de ponts et de logements sociaux.

Les prix intérieurs devraient bénéficier d'un approvisionnement correct des marchés, notamment en céréales, consécutif à la hausse de la production au cours de la campagne agricole 2009/2010. Dans ce contexte et en l'absence de tensions sur les prix des produits pétroliers, le taux d'inflation se situerait à 1,9% en 2010, après 2,2% en 2009.

Tableau 2.5 : Mali : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	3201,5	3424,5	3912,8	4267,2	4601,4
Taux de croissance réel du PIB (en %)	5,3	4,3	5,0	4,2	4,9
Taux d'épargne intérieure (en %)	15,7	11,9	10,9	13,9	13,4
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	4,4	3,9	3,8	3,4	3,8
Taux d'investissement (en %)	20,4	21,6	24,7	22,7	22,0
Taux d'investissement public (en %)	10,6	11,4	7,5	9,2	8,7
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	1,5	1,4	9,2	2,2	1,9
Recettes totales et dons (en % du PIB)	56,7	21,3	19,0	21,9	20,7
Dépenses globales (en % du PIB)	24,9	24,5	21,2	24,8	23,0
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	0,9	-0,8	0,7	-0,1	1,0
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-7,6	-7,9	-5,6	-7,8	-6,5
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-4,9	-9,0	-12,8	-8,5	-8,6
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	23,0	0,5	-5,7	48,3	-10,8
Variation du crédit intérieur (en %)	-1,5	10,7	4,3	-12,2	17,5
Variation de la masse monétaire (en %)	8,8	9,3	0,6	14,4	1,1

Sources : Services nationaux ; BCEAO

En matière de finances publiques, le montant des recettes budgétaires devrait s'élever à 757,2 milliards, en amélioration de 32,5 milliards ou 4,5% par rapport à 2009, en liaison avec le regain de dynamisme de l'activité économique ainsi que le renforcement des mesures administratives visant à accroître l'efficacité des services fiscaux. Les recettes fiscales ressortiraient à 653,4 milliards, soit une hausse de 29,1 milliards. Pour leur part, les dépenses totales et prêts nets devraient s'élever à 1.058,1 milliards, en légère hausse de 0,7 milliard ou 0,07% par rapport à l'année précédente. Cette quasi

stabilité des dépenses totales serait imputable à une meilleure maîtrise des dépenses publiques en 2010, en vue d'apurer les instances de paiement. L'objectif recherché est d'exécuter les dépenses prioritaires de l'Etat. Au total, le déficit budgétaire, base engagements et hors dons, s'élèverait à 300,9 milliards, soit 6,5% du PIB, contre 7,8% du PIB en 2009.

Les échanges extérieurs seraient marqués par une légère augmentation du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, consécutive à l'accroissement des

importations de biens intermédiaires et d'équipements requis pour la mise en œuvre des projets d'infrastructures. Rapporté au PIB, le déficit des transactions courantes s'établirait à 8,6 points de pourcentage, soit une hausse de 0,1 point par rapport à l'année 2009. L'excédent du compte de capital et d'opération financière se réduirait de 206,8 milliards, d'une année à l'autre, en liaison avec la baisse des ressources mobilisées auprès des partenaires au développement, notamment au titre des investissements directs étrangers. Ainsi, le solde global de la balance des paiements devrait ressortir équilibré en 2010, après avoir enregistré un excédent de 240,2 milliards un an auparavant.

Les conditions nécessaires à la réalisation des perspectives de croissance de l'économie malienne en 2010 concernent principalement l'exécution satisfaisante des programmes économiques et financiers conclus avec les Institutions de Bretton Woods, l'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles, en particulier dans le secteur du coton et les finances publiques, ainsi que la poursuite de l'amélioration du climat des affaires en vue d'attirer les investisseurs étrangers. Elles portent également sur la mobilisation effective des moyens requis pour la réalisation des objectifs fixés, notamment en matière de production agricole.

NIGER

L'environnement économique en 2010 serait marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Programme Economique et Financier 2008-2011 et de la Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP). L'agriculture devrait connaître une redynamisation au cours de la campagne 2010/2011, en l'absence d'aléas climatiques importants et au regard des résultats satisfaisants enregistrés au titre de la promotion des cultures vivrières irriguées et d'exportation. En outre, les investissements importants réalisés en 2009 et ceux prévus en 2010 renforceraient le rythme de l'activité dans les mines, les transports et communications, l'électricité et les bâtiments et travaux publics.

Sous ces hypothèses, le taux de croissance économique réel atteindrait 5,0% en 2010 contre -0,9% en 2009. Cette performance serait soutenue essentiellement par le secteur primaire, dont la contribution à la croissance ressortirait à 2,1 points de pourcentage, en hausse de 5,3 points par rapport à 2009. Des conditions climatiques

satisfaisantes devraient permettre d'accroître sensiblement la production agricole au cours de la campagne 2010/2011, après la forte chute enregistrée en 2009. En outre, des actions importantes sont attendues au titre de la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Rural (SDR), notamment la construction d'infrastructures, la poursuite du programme d'irrigations et l'accroissement de la production laitière. Par ailleurs, le Gouvernement prévoit la réhabilitation de certains aménagements hydro-agricoles et l'amélioration de la productivité de l'élevage, grâce à l'appui des partenaires au développement et l'utilisation de ressources tirées des activités extractives. Le secteur tertiaire, soutenue essentiellement par les transports et télécommunications, apparaîtrait comme le second levier de la croissance avec une contribution qui s'élèverait à 2,0 points de pourcentage en 2010, en hausse de 0,2 point par rapport à 2009. Quant au secteur secondaire, sa contribution à la croissance progresserait de 0,4 point de pourcentage en 2010, ressortant à 0,9 point. Ce progrès serait principalement attribuable à la bonne tenue des activités minières, en raison des investissements engagés pour la mise en exploitation de nouveaux gisements d'uranium, le renouvellement des équipements, l'intensification de la production de l'or, l'attribution en 2009 de nouveaux permis et l'amélioration des cours des principaux produits miniers. Il proviendrait également de l'essor des BTP, favorisé par la poursuite de grands projets de construction d'infrastructures publiques.

En 2010, le taux d'inflation est attendu en moyenne autour de 2,4%. Cette prévision est fondée principalement sur l'hypothèse de la mise en œuvre, par les Autorités publiques, de stratégies appropriées d'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires de grande consommation. Elle suppose également une stabilité relative des prix des produits pétroliers.

Au niveau des finances publiques, les recettes budgétaires devraient enregistrer une hausse de 0,7 point du PIB en 2010, principalement imputable aux recettes fiscales. Sur cette base, les recettes totales et dons représenteraient 20,0% du PIB contre 17,4% du PIB en 2009. L'accroissement de 13,5% des recettes fiscales proviendrait essentiellement du dynamisme de l'activité économique, notamment dans les secteurs des mines, du commerce et des télécommunications. Il serait également en rapport avec les résultats attendus de la simplification du système fiscal et de l'amélioration de l'efficacité des régies financières. Les dépenses totales et prêts nets

augmenteraient de 4,6%, pour ressortir à 21,9% du PIB. Cette évolution reflèterait l'accroissement de 4,7% des dépenses courantes et de 4,5% des dépenses d'investissement. Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait par un déficit budgétaire hors dons de 8,0% du PIB en 2010 contre 9,2% en 2009.

Les projections des comptes extérieurs pour 2010 tablent sur un solde des transactions courantes, qui se creuserait de 8,5 milliards, en passant de 480,8 milliards en 2009 à 489,3 milliards en 2010. Ainsi, en pourcentage du PIB, le déficit courant, hors dons, s'établirait à 20,3% contre 19,7% en 2009. Cette évolution s'expliquerait notamment par une progression des importations, en particulier de biens d'équipement, plus forte que celle des exportations, en liaison avec l'implantation de sociétés minières et pétrolières, la réalisation de projets dans le domaine des BTP et l'expansion du secteur des télécommunications. Elle serait également imputable à

une détérioration de la balance des services. Le solde du compte de capital et d'opérations financières enregistrerait un excédent de 494,3 milliards en 2010, en hausse de 26,9%, d'une année à l'autre. Sur cette base, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 5,0 milliards, contre un déficit de 91,2 milliards en 2009.

Les risques potentiels pour la réalisation des perspectives économiques du Niger en 2010 sont relatifs essentiellement au climat socio-politique. La gestion de la période de transition vers une situation constitutionnelle normale serait déterminante pour la mobilisation des ressources auprès des partenaires techniques et financiers, nécessaires au soutien à la trésorerie de l'Etat et à la mise en œuvre des programmes d'investissement publics prévus. Par ailleurs, la vulnérabilité du secteur agricole (principal moteur de la croissance) aux aléas climatiques est un risque important pour l'atteinte des objectifs de croissance fixés en 2010.

Tableau 2.6 : Niger : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	1906,9	2056,7	2404,2	2476,0	2657,0
Taux de croissance réel du PIB	5,8	3,4	9,3	-0,9	5,0
Taux d'épargne intérieure	10,5	10,6	12,3	7,7	7,3
Taux d'épargne intérieure publique	3,8	3,4	6,0	1,6	2,6
Taux d'investissement	23,6	23,1	29,2	29,1	29,1
Taux d'investissement public	10,6	10,1	10,3	10,8	10,5
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,0	0,1	11,3	4,3	2,0
Recettes totales et dons (en % du PIB)	17,8	20,8	24,3	17,4	20,0
Dépenses globales (en % du PIB)	19,7	21,7	22,6	22,4	21,9
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-1,1	-0,2	2,0	-3,3	-1,4
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-6,8	-6,7	-4,2	-9,2	-8,0
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-9,6	-9,5	-14,4	-19,7	-20,3
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	117,2	44,8	26,6	-32,0	52,2
Variation du crédit intérieur (en %)	-20,9	-6,4	4,0	110,1	-4,5
Variation de la masse monétaire (en %)	16,2	-11,3	55,8	18,3	15,8

Sources : Services nationaux ; BCEAO

SENEGAL

Les perspectives de croissance en 2010 sont basées sur l'hypothèse d'une reprise relativement vigoureuse de l'économie mondiale à partir de la fin de l'année 2009. Il est attendu, au plan national, une consolidation des performances du secteur agricole et un regain de dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. L'activité économique serait soutenue également par le renforcement des relations entre les secteurs public et privé grâce au règlement des dépenses extra-budgétaires en souffrance et la vigueur des commandes publiques, en relation avec l'intensification des travaux sur l'Autoroute à péage et l'Aéroport International Blaise Diagne de Diass. En outre, elle serait marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté couvrant la période 2006-2010 (DRSP II 2006-2010). L'économie nationale devrait, par ailleurs, bénéficier de l'impact favorable induit par le démarrage de l'exécution des plans d'actions et des investissements hydro-agricoles prévus respectivement dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) et du Millénaire Challenge Account (MCA).

Sur cette base, le taux de croissance économique réel s'établirait à 3,4% en 2010 contre 1,2% l'année précédente. Le secteur tertiaire, avec une contribution de 2,4 points, soit une hausse de 1,9 point par rapport à 2009, serait le principal moteur de la croissance. Son dynamisme résulterait notamment de l'expansion de l'activité dans le commerce et les transports, en liaison avec la vigueur attendue des échanges extérieurs. Le secteur secondaire apparaîtrait comme le second levier de la croissance, avec une contribution de 0,6 point en 2010, contre 0,3 point un an auparavant. Son activité serait impulsée par les industries extractives. Ce progrès serait également imputable, en partie, à la reprise des activités des Industries Chimiques du Sénégal. Il s'expliquerait également par la poursuite des grands travaux entrepris par le Gouvernement, ainsi que l'accroissement de l'offre de logements, suite à la reprise des transferts des migrants. En ce qui concerne le secteur primaire, sa contribution à la croissance s'élèverait à 0,4 point en 2010, tout comme en 2009, en rapport avec la bonne tenue de la production agricole, qui résulterait de l'entrée de la « Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance » (GOANA) en phase de maturité.

Tableau 2.7 : Sénégal : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	4893,5	5404,6	5944,0	5993,9	6335,6
Taux de croissance réel du PIB (en %)	2,5	4,9	3,3	1,2	3,4
Taux d'épargne intérieure (en %)	9,7	7,5	2,7	7,5	7,3
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	2,8	4,8	2,9	3,4	4,7
Taux d'investissement (en %)	27,2	29,9	29,2	27,9	27,0
Taux d'investissement public (en %)	9,7	11,2	10,0	10,6	12,0
4 - Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	2,1	5,9	5,8	-1,0	2,0
Recettes totales et dons (en % du PIB)	21,2	23,3	21,7	22,1	22,4
Dépenses globales (en % du PIB)	27,2	27,9	26,6	26,6	27,4
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-4,1	-2,5	-2,4	-3,0	-3,0
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-7,5	-7,1	-7,2	-7,2	-7,3
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-9,4	-12,6	-14,8	-9,3	-9,0
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	18,5	9,2	-10,4	12,6	-9,5
Variation du crédit intérieur (en %)	8,8	17,9	10,9	9,2	17,5
Variation de la masse monétaire (en %)	11,9	12,6	1,8	11,2	7,2

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Le taux d'inflation est prévu, en moyenne, autour de 2,0%, dans l'hypothèse d'une absence de tensions sur les prix des produits alimentaires importés et des cours du pétrole.

Au plan des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'État se solderait par un déficit budgétaire global hors dons de 7,3% du PIB en 2010, soit 0,1 point de plus qu'en 2009. Elle serait marquée par un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales qui s'établiraient à 19,4% du PIB. Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 8,9%, pour atteindre 27,3% du PIB contre 26,5% en 2009.

Au niveau des comptes extérieurs, il est prévu un accroissement de 16,1 milliards du déficit des transactions courantes, qui passeraient de 508,6 milliards en 2009 à 524,7 milliards en 2010, en raison notamment de l'aggravation du déficit de la balance commerciale consécutive à une progression des importations (+189,4 milliards) plus importante que celle des exportations (+159,6 milliards). Toutefois, en pourcentage du PIB, le déficit courant, hors dons, se fixerait à 9,0% contre 9,3% en 2009. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se réduirait de 13,3%. Sur cette base, le solde global de la balance des paiements ressortirait équilibré en 2010.

La réalisation des perspectives de croissance du Sénégal en 2010 dépendra de l'évolution de certains facteurs externes et internes. Au plan extérieur, la croissance mondiale attendue pourrait être moins forte que prévu. En outre, un prolongement éventuel de la crise affecterait les flux financiers publics et privés en direction du pays, en particulier les IDE et les transferts des migrants, qui constituent une source importante pour le financement de la consommation des ménages et de l'activité des BTP. Au plan interne, les résultats de la campagne agricole 2010/2011 pourraient ressortir en deçà du niveau espéré, en raison notamment des risques liés aux aléas climatiques et aux attaques d'insectes nuisibles. En outre, les difficultés habituellement rencontrées dans l'organisation de la campagne de commercialisation agricole pourraient persister en 2010. Par ailleurs, le regain de dynamisme attendu du secteur privé est assujéti à la mise en œuvre effective des actions prévues pour l'apurement des arriérés de paiement intérieurs.

TOGO

Les projections pour l'année 2010 ont été élaborées sous l'hypothèse d'un environnement socio-politique apaisé,

favorable au bon déroulement de l'activité économique, de la reprise de la croissance mondiale et de la bonne tenue de l'élection présidentielle prévue au cours de l'année. Elles tablent également sur la poursuite des réformes structurelles convenues avec le FMI, en particulier dans le cadre du programme économique et financier soutenu par les ressources de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance. Ces réformes portent principalement sur la poursuite de l'assainissement des finances publiques, le renforcement de la gouvernance, la transparence dans la gestion des entreprises publiques, la rénovation des infrastructures et la promotion des exportations. L'amélioration attendue dans la fourniture d'électricité, avec la mise à disposition de 100 mégawatts supplémentaires de puissance électrique par la société Contour Global dès janvier 2010, devrait également contribuer à la croissance économique.

Sur la base de ces hypothèses, le produit intérieur brut enregistrerait une progression, en termes réels, de 2,6% en 2010 contre 2,5% l'année précédente. Le secteur tertiaire serait le principal levier de la croissance, avec une contribution de 1,2 point en 2010 contre -1,7 point en 2009, en relation avec l'essor des télécommunications ainsi que le développement de l'activité commerciale, escompté de l'accroissement prévu de la production de la campagne agricole 2010-2011. Le secteur primaire, en dépit de la baisse de 1,8 point de son apport, comparativement à l'année précédente, ressortirait comme le second moteur de l'économie, avec une contribution de 0,8 point en 2010. Il serait essentiellement marqué par la hausse de la production vivrière. En ce qui concerne le secteur secondaire, sa contribution chuterait de 1,0 point de pourcentage en 2010, en se fixant à 0,6 point, en raison de la contre-performance anticipée pour les industries extractives, notamment les unités de production de phosphates. Il bénéficierait principalement de la progression de l'activité dans les industries manufacturières, la branche « Electricité, Gaz, et Eau » et les bâtiments et travaux publics.

Le taux d'inflation s'établirait, en moyenne, à 2,0% en 2010. Cette évolution résulterait d'une stabilité relative des prix des produits alimentaires importés et pétroliers, ainsi que d'une production, notamment céréalière, satisfaisante au cours de la campagne agricole 2010/2011.

Au titre des finances publiques, les prévisions pour l'année 2010 établissent les recettes budgétaires à 249,1 milliards, en baisse de 6,8 milliards par rapport à l'année 2009, sous

l'effet d'un repli de 10,8 milliards des recettes non fiscales atténué par une hausse de 4,0 milliards des recettes fiscales. Les dépenses ressortiraient à 343,0 milliards contre 306,0 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 37,0 milliards, liée principalement à l'accroissement des dépenses courantes (24,1 milliards) et, dans une moindre mesure, à celui des dépenses d'investissement, en liaison avec la mise en œuvre de divers projets, notamment en matière d'infrastructures routières. Ainsi, le déficit global, base engagements, hors dons, ressortirait à 93,9 milliards, soit 6,0% du PIB, en 2010 contre 3,3% du PIB en 2009.

Les échanges extérieurs seraient marqués en 2010 par une dégradation de 9,0 milliards du déficit des transactions courantes, hors dons, qui représenterait 8,9% du PIB, contre 8,7% en 2009. Les exportations s'inscriraient en hausse de 2,8%, pour se situer à 397,1 milliards, soit 25,3% du PIB contre 25,8% du PIB l'année précédente. De même, les importations connaîtraient un accroissement de 2,8%, en s'établissant à 611,7 milliards, correspondant à 38,9% du PIB contre 38,7% du PIB en 2009, en liaison essentiellement avec l'augmentation attendue de la facture pétrolière.

Tableau 2.8 : Togo : Principaux indicateurs macroéconomiques

	2006	2007	2008	2009	2010
			Estimations	Estimations	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	1160,1	1212,8	1414,9	1497,5	1571,8
Taux de croissance réel du PIB (en %)	3,9	2,1	1,8	2,5	2,6
Taux d'épargne intérieure (en %)	0,1	-3,7	0,9	-4,5	-3,0
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	-0,1	-0,3	1,2	2,5	0,4
Taux d'investissement (en %)	17,3	14,6	17,7	12,3	13,5
Taux d'investissement public (en %)	4,1	2,0	3,5	5,9	6,4
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	2,2	0,9	8,7	1,9	2,0
Recettes totales et dons (en % du PIB)	18,3	18,4	17,7	20,3	19,5
Dépenses globales (en % du PIB)	21,2	19,1	17,9	20,4	21,8
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-0,8	-1,0	-0,7	-0,8	-2,8
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-4,2	-2,3	-2,3	-3,3	-6,0
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-9,4	-9,9	-8,4	-8,7	-8,9
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	50,3	-2,5	19,8	2,3	-0,2
Variation du crédit intérieur (en %)	0,3	32,2	22,3	26,5	-2,9
Variation de la masse monétaire (en %)	22,7	16,8	18,2	15,4	-3,9

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Au titre des risques potentiels pour la réalisation des perspectives de croissance en 2010, figure notamment, la faiblesse éventuelle de la reprise mondiale, qui pourrait se traduire par une baisse de la demande ou par des niveaux de prix moins importants que prévu pour les principaux produits d'exportation du pays, en l'occurrence le phosphate, le coton, le café et le cacao. Un prolongement des effets néfastes de la crise internationale pourrait également affecter les flux de ressources extérieurs attendus

et compromettre ainsi l'exécution des programmes d'investissement élaborés dans le cadre de la relance de l'économie. Les aléas climatiques, en particulier les inondations, constituent une contrainte majeure pour l'atteinte des objectifs de production fixés au titre de la campagne agricole. Par ailleurs, une dégradation éventuelle de l'environnement socio-politique, durant la période post électorale, entraînerait un ralentissement sensible de l'activité économique et susciterait l'attentisme des investisseurs.

Encadré 5 : Enjeux de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED)

Pour juguler la crise du secteur de l'énergie, que vivent la plupart des Etats membres de l'UEMOA, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé, lors de leur session tenue le 17 mars 2009 à Ouagadougou, de la mise en place de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED).

L'IRED, qui s'étend jusqu'à l'horizon 2030, propose des solutions d'urgence, tout en s'inscrivant dans une optique de résolution durable de la crise. A cet égard, la résorption du déficit énergétique prévue sur la période 2009-2012 comporte un programme d'urgence, dont l'objectif est de soulager, à court terme, les Etats membres des ruptures d'approvisionnement liées à une insuffisance de production. La phase 2012-2020 vise à rendre l'électricité compétitive, permettant à l'UEMOA de sortir du « cercle vicieux » des coûts de production élevés. La phase 2020-2030 marquera l'évolution vers une offre d'énergie durable et respectueuse de l'environnement, le secteur électrique devant se conformer aux Mécanismes de Développement Propre (MDP). La Vision d'avenir 2030 de l'IRED est lancée autour de quatre axes stratégiques à savoir, (i) développer une offre diversifiée, compétitive et durable, (ii) mettre en place un plan régional de maîtrise de la consommation d'électricité et d'amélioration de l'efficacité énergétique, (iii) accélérer l'émergence d'un marché régional d'échanges d'énergie électrique de l'UEMOA, (iv) mettre en place un mécanisme dédié au financement du secteur de l'électricité.

Les objectifs stratégiques portés par la Vision sont de faire passer le taux d'électrification dans l'UEMOA de 17% en 2007 à 80% en 2020 et 100% en 2030 (accès universel au service de l'électricité) ; de réduire le prix moyen de l'électricité dans l'espace UEMOA à 30 FCFA le kWh à l'horizon 2030 et de porter la proportion d'énergies renouvelables et durables (hydroélectricité, solaire, biomasse, éolien) dans le parc de production de 36% en 2007 à 82% en 2030.

Dans sa mise en œuvre, l'IRED s'appuie sur un dispositif institutionnel comprenant le Comité de Pilotage et le Comité Technique de suivi. Le Comité de Pilotage regroupe le Président de la Commission de l'UEMOA, le Gouverneur de la BCEAO et le Président de la BOAD. Il a pour mission de définir les orientations et les moyens pour la mise en œuvre de la stratégie. Pour sa part, le Comité Technique de Suivi est chargé de la validation des plans d'actions. Il propose notamment les critères d'éligibilité aux financements des projets et programmes à arrêter par le Comité de pilotage. Ces deux organes sont assistés dans leurs missions par la Cellule Régionale de Coordination (CRC), qui est une structure interne à la Commission de l'UEMOA, chargée de la coordination technique de la mise en œuvre de l'IRED. La CRC appuie les activités du Comité de Pilotage et du Comité Technique de Suivi, dont elle prépare les réunions et en assure le secrétariat. Elle supervise également l'exécution de l'ensemble des activités nécessaires à la réalisation des programmes et apporte une assistance technique aux Etats membres dans la définition des projets et programmes et dans la préparation des requêtes.

L'acte fondateur de l'IRED intègre également un dispositif financier articulé autour d'un Fonds de Développement Energie (FDE) doté de 500 milliards de FCFA destiné à assurer, à des conditions concessionnelles, le financement des projets et programmes éligibles au volet d'urgence de l'IRED. Parallèlement, un fonds d'investissements privé, à créer ultérieurement, aura pour mission de financer, entres autres, des projets d'infrastructures dans le domaine de l'énergie. Il est prévu la participation du FDE et d'investisseurs régionaux et étrangers à ce fonds.

Le Conseil des Ministres a décidé de l'exécution immédiate du volet d'urgence de l'IRED, destiné à résorber le déficit énergétique de l'UEMOA à l'horizon 2012. A cet effet, il a arrêté un schéma de dotation initiale du FDE de 250 milliards, à partir des ressources intérieures de l'Union. Les 250 milliards restant à mobiliser seront recherchés auprès des partenaires techniques et financiers.



**VULNERABILITE DES COMPTES COURANTS
DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE FINANCIERE**



La crise financière internationale s'est brutalement accélérée au second semestre 2008, pour se transformer, au cours de l'année 2009, en une crise économique profonde dans la plupart des pays du monde. Celle-ci s'est traduite, notamment, par une baisse sensible de la demande et des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Ainsi, en 2009, la récession mondiale a durement affecté les économies des Etats membres de l'UEMOA, caractérisées par une grande ouverture sur l'extérieur. Dans ces pays, les secteurs tournés vers l'exportation constituent les principaux moteurs de la croissance et procurent l'essentiel des recettes budgétaires. En outre, les exportations sont concentrées sur un petit nombre de produits primaires, dont les cours sont souvent très volatils, essentiellement le cacao, l'or, le pétrole brut, le coton, le café et les huiles végétales.

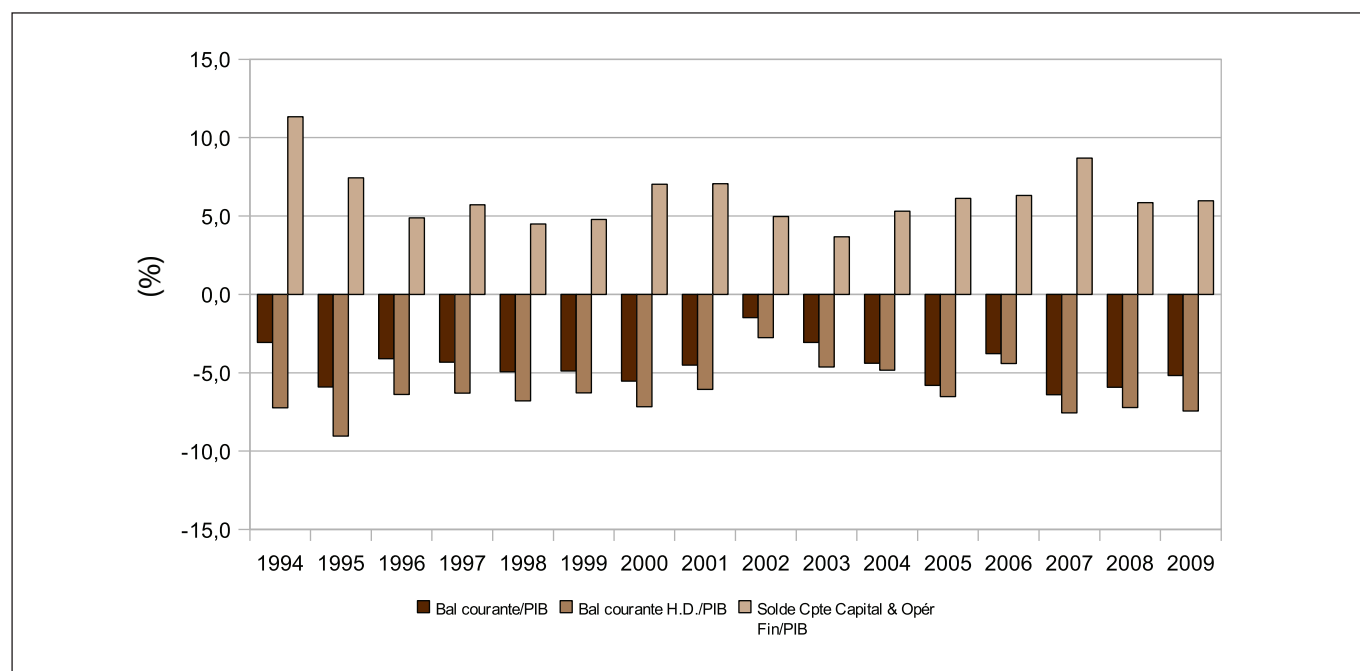
Ces caractéristiques constituent des facteurs importants de vulnérabilité des économies de l'UEMOA aux chocs

exogènes, en particulier ceux liés aux aléas du commerce international. Elles se sont traduites, au cours de ces dernières années, par un déficit croissant de la balance des transactions courantes des Etats. Ainsi, en raison de la baisse sensible de la demande et des cours des matières premières qu'elle suscite, la crise économique mondiale pose avec acuité la problématique de la soutenabilité des comptes courants des économies des Etats membres de l'UEMOA.

3.1 - CARACTERISTIQUES DES COMPTES COURANTS DES ECONOMIES DE L'UEMOA

La situation du compte courant des Etats de l'UEMOA a toujours été déficitaire. De 1994 à 2009, le déficit courant s'est situé, en moyenne, à 4,6% du PIB, et hors dons, à 6,3% du PIB. La consolidation des avoirs extérieurs dans les économies de l'UEMOA a été donc le fait d'une situation structurellement excédentaire du compte de capital et d'opérations financières.

Graphique 1 : Evolution du ratio du solde courant et du compte de capital et d'opérations financières (en % PIB)



Source : BCEAO

Le déficit structurel du compte courant est le reflet de la vulnérabilité persistante des transactions extérieures des pays de l'UEMOA, qui peut être appréhendée à travers quelques unes de leurs caractéristiques ci-après :

i) un degré d'ouverture sur l'extérieur relativement élevé

Les importations et les exportations de biens et services dans l'UEMOA représentent en moyenne, comme pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, plus de 70% du PIB contre une moyenne mondiale de 60%.

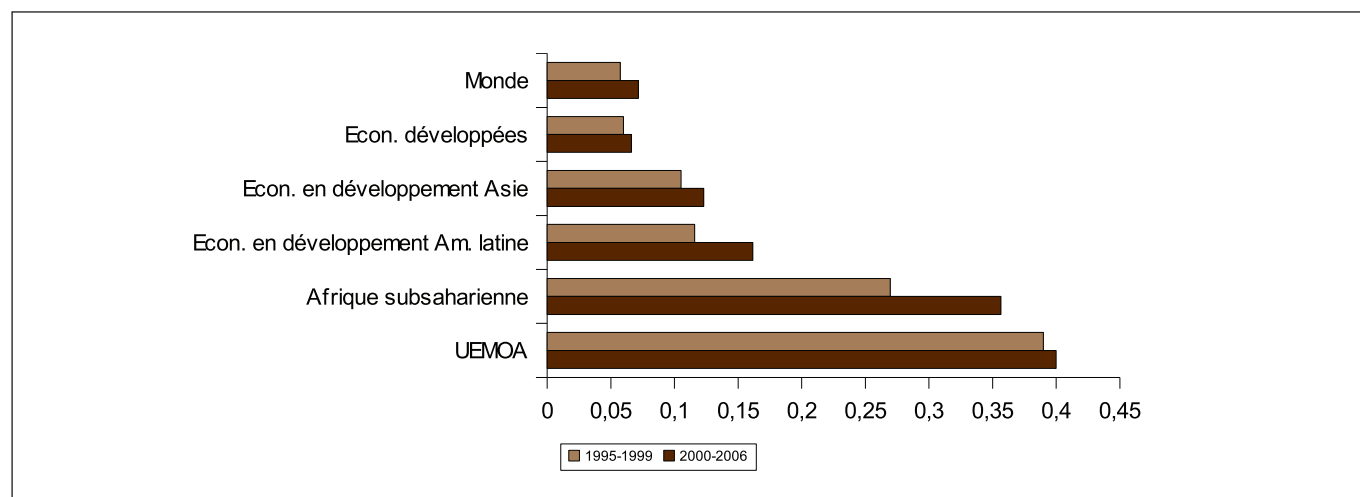
Ce niveau élevé du degré d'ouverture pourrait laisser présager, comme l'ont montré certaines études¹, une meilleure croissance économique. Cependant, l'absence d'une insertion harmonieuse dans le commerce international pourrait constituer un handicap pour le développement. C'est la situation dans les Etats membres

de l'Union avec :

Une forte concentration des exportations sur un nombre réduit de produits de base. En effet :

- plus de 55% des exportations de l'UEMOA sont concentrées sur quatre produits, à savoir le pétrole, l'or, le cacao et le coton ;
- dans la plupart des pays, un seul produit peut représenter la quasi-totalité des exportations, comme le cas de la noix de cajou en Guinée-Bissau ;
- le degré de concentration des exportations apprécié par l'indice établi par la CNUCED ressort en moyenne depuis 2000 à 0,40 pour l'ensemble des pays de l'UEMOA, contre une moyenne mondiale de 0,07, un niveau de 0,13 pour les pays en développement et de 0,36 en Afrique subsaharienne ;

Graphique 2 : Indice de concentration des exportations



Source : CNUCED

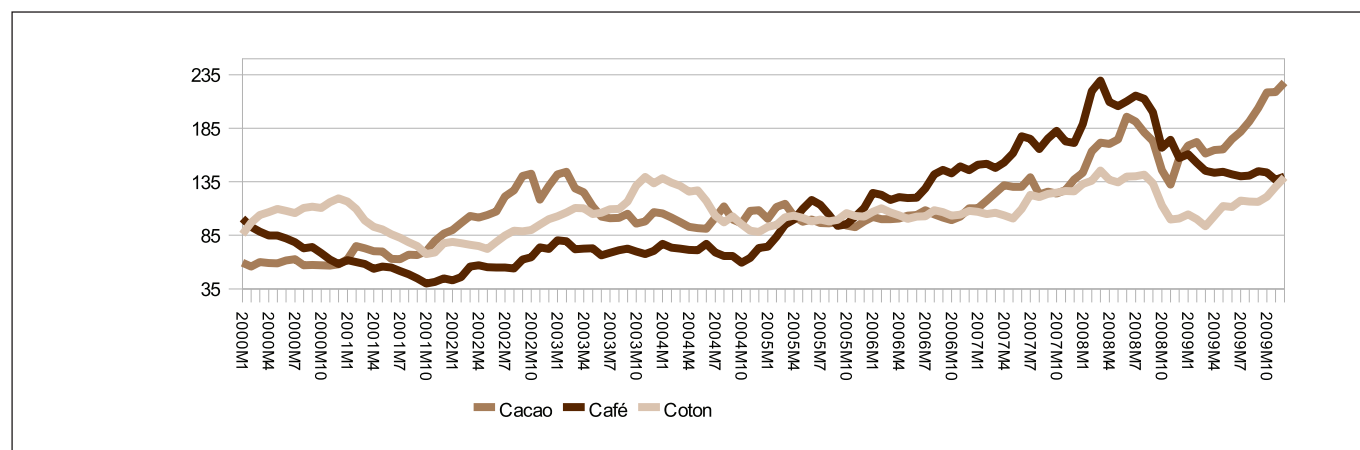
Une spécialisation sur des produits soumis aux aléas climatiques et à l'évolution erratique et souvent défavorable des termes de l'échange :

dépendante de la pluviométrie, et souvent exposée à diverses attaques (invasion d'insectes nuisibles (criquets) et autres maladies végétales) ;

- les biens exportés sont issus d'une agriculture peu moderne, faiblement dotée de moyens techniques,
- les cours des produits de base exportés sont soumis à de fortes fluctuations sur les marchés internationaux ;

¹ : Dollar et A. Kraay, « Trade, Growth, and Poverty », the Economic Journal, 2004.
 Sachs et Warner, « Economic reforms and the process of global integration », Brookings Paper on Economic activity, 1995, pp. 1-95.
 Wacziarg et Welch, « Trade Liberalization and Growth : new evidence », NBER working paper n°10152, 2003
 Frenkel et Romer, « Does trade cause growth », American Economic Review, 1999.
 Kormendi et Meguire, « Macroéconomique Determinants of Growth : Cross Country Evidence », Journal of Monetary Economics, September 1985, pp. 141-163.

Graphique 3 : Evolution mensuelle des indices des prix des matières premières agricoles de janvier 2000 à décembre 2009 (base 100 = 2005)



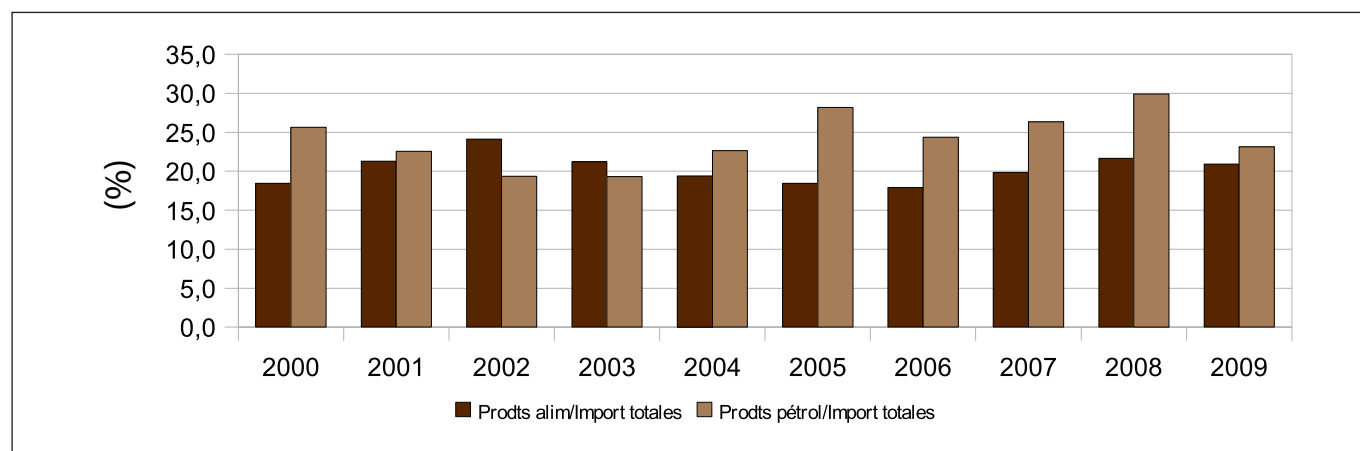
Source : FMI

Une dépendance marquée vis-à-vis des importations de produits alimentaires et énergétiques :

- dans six des huit pays de l'UEMOA, la totalité des

approvisionnements en produits pétroliers est d'origine extérieure. La facture pétrolière et alimentaire y représente environ la moitié des importations totales et plus de 60% des recettes d'exportation ;

Graphique 4 : Part des importations de produits alimentaires et pétroliers dans les importations totales de l'UEMOA

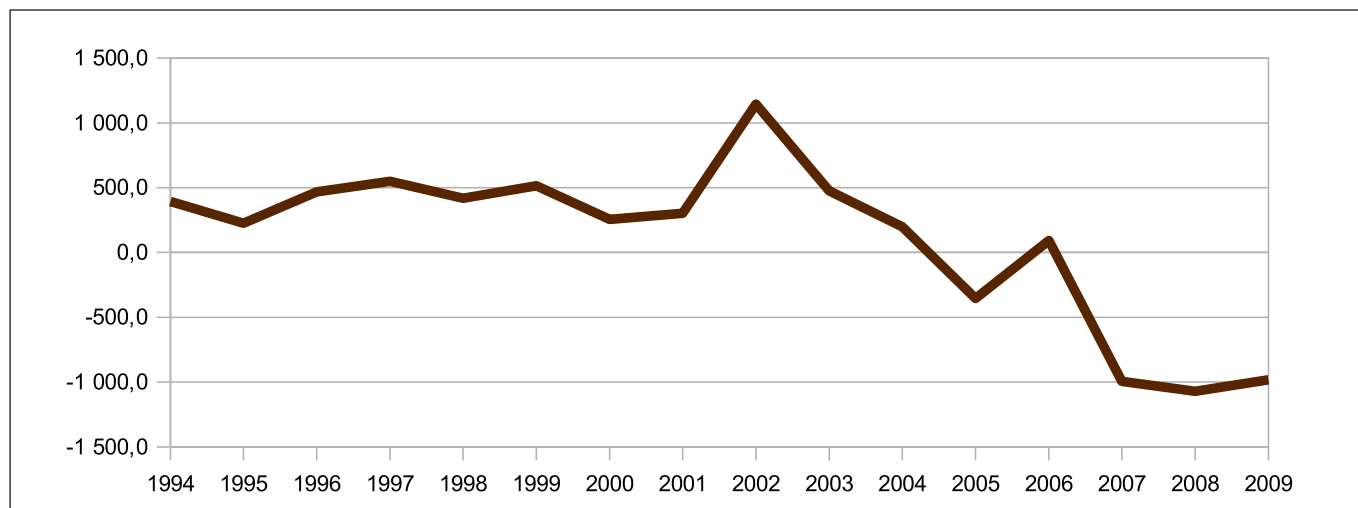


Source : BCEAO

- ces produits sont souvent soumis à des fluctuations importantes des prix et des volumes échangés sur les marchés internationaux. A titre d'illustration, la tendance haussière des cours du pétrole depuis 2002 a grandement contribué à la dégradation de la balance commerciale dans l'UEMOA à partir de 2003 ;

- le rythme de dégradation s'est accentué à partir de 2007, avec l'impact additionnel du renchérissement des produits alimentaires. Ainsi, la balance commerciale dans l'UEMOA qui était excédentaire depuis le changement de parité du franc CFA intervenu en 1994, à l'exception de l'année 2005, a enregistré un déficit record en 2007 qui s'est accru en 2008, avant de s'atténuer légèrement en 2009.

Graphique 5 : Evolution de la balance commerciale dans les pays de l'UEMOA (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

La situation du compte courant des économies de l'UEMOA est, en outre, caractérisée par :

ii) une dépendance vis-à-vis de l'aide internationale

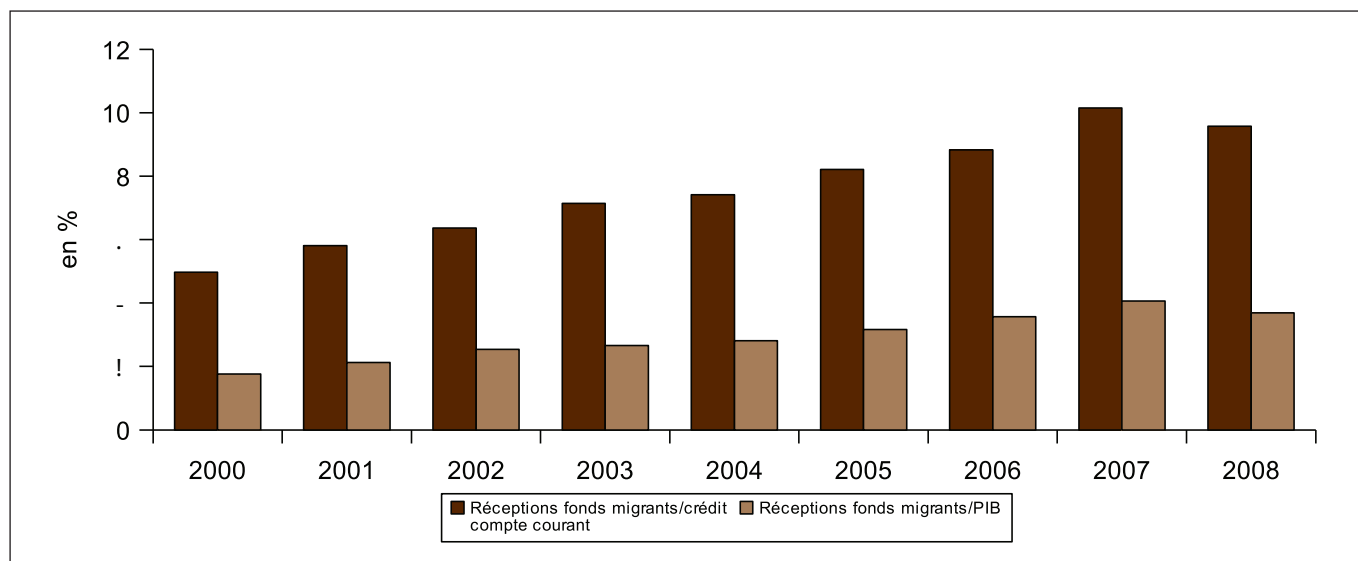
- les transferts courants, constitués principalement de dons au titre de l'Aide Publique au Développement, représentaient dans l'UEMOA, en moyenne, plus de 6,9% des flux entrants du compte courant sur la période 1996-2007 et 13,9% en 2008 ;

- ces flux sont assez volatils et dépendent non seulement des conditions économiques des pays donateurs, mais sont parfois soumis à de fortes conditionnalités.

iii) une part de plus en plus importante des envois de fonds des émigrés dans les transactions courantes

- Pour les Etats membres de l'UEMOA pris globalement, la part de ces transferts dans les transactions courantes a doublé entre 2000 et 2007 pour s'établir à 10,0%, soit 4,1% du PIB.

Graphique 6 : Importance des réceptions de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA



Source : BCEAO

Ces facteurs concourent à accroître le degré d'exposition des économies de l'Union aux chocs externes avec notamment pour conséquences :

- une volatilité du solde du compte courant et une persistance d'un déficit structurel ;
- des tensions sur les budgets des Etats, alimentés en bonne partie par les revenus provenant des secteurs d'exportation ;
- et des risques de ralentissement de la croissance économique, tirée par les secteurs d'exportation.

3.2 - IMPACT DE LA CRISE FINANCIERE SUR LES COMPTES COURANTS

Les incidences de la vulnérabilité des comptes courants ont été, jusque là, atténuées par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, en raison des importants flux de financement extérieurs mobilisés (investissements directs et de portefeuille, prêts, tirages FMI, etc.) et des opérations d'annulation de dette (IPPTE, IADM, etc.).

Toutefois, dans le contexte actuel de la crise financière, les risques inhérents à la vulnérabilité des comptes courants des Etats de la Zone se sont accentués.

En effet, bien que les effets directs de cette crise notamment sur le secteur financier, soient limités, elle constitue une source de dégradation du profil des transactions

extérieures de l'Union, déjà mis à mal par les crises énergétique et alimentaire.

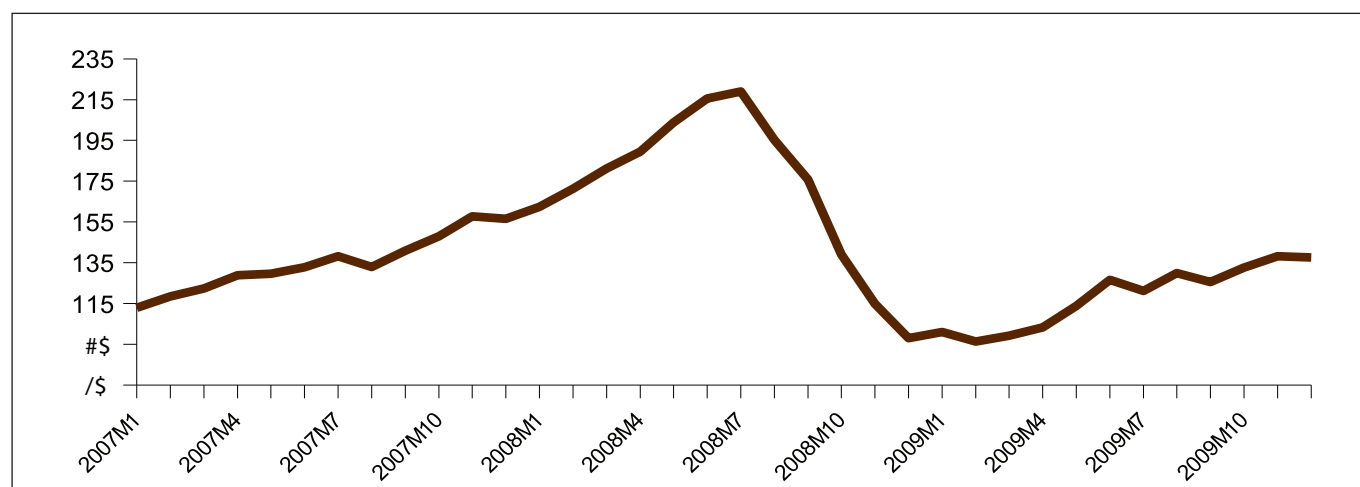
La crise financière, qui s'est muée en crise économique, pourrait aggraver la situation déjà précaire des comptes courants dans l'UEMOA, à travers les trois (3) canaux de transmission ci-après :

La chute des exportations en volume et en valeur, liée à :

- la contraction de la demande mondiale de produits miniers², de la foresterie et des filières agricoles, exportés par les pays de l'UEMOA, en relation avec la récession économique dans les pays développés et émergents ;
- l'effondrement des prix internationaux de ces produits, en rapport avec la baisse de la demande et des incidences de la crise de liquidité et de confiance sur les marchés des matières premières ;
- le repli des cours des produits agricoles (coton, café, arachide, etc.) qui pourrait, au demeurant, accentuer les difficultés d'ordres financier et organisationnel auxquelles sont confrontées certaines de ces filières et qui se sont traduites par une réduction des quantités produites.

Le recul des aides budgétaires en provenance des pays industrialisés qui doivent eux-mêmes faire face à leurs contraintes budgétaires, et ce, malgré les engagements pris lors du Sommet du G-20 en avril 2009 à Londres pour aider les pays à faible revenu.

Graphique 7 : Evolution mensuelle de l'indice global des prix des matières premières de 2007 à 2009 (base 100=2005)



Source : FMI

2 : A l'exception notable de l'or, qui a constitué une valeur refuge face aux incertitudes liées à la crise financière et économique

La baisse des volumes des envois de fonds des travailleurs émigrés, en liaison avec les pertes d'emplois dans les pays industrialisés qui concernent en premier lieu les emplois non qualifiés, traditionnellement occupés par les migrants. Ainsi, dans les pays de l'UEMOA, un ralentissement de la croissance des réceptions de fonds des migrants est perceptible depuis la fin de l'année 2008.

Au total, le solde courant dans les pays de l'UEMOA pourrait, d'une manière générale, connaître une évolution plus défavorable, si la crise internationale persistait.

Cette détérioration fort probable du compte courant, conjuguée aux incertitudes qui pèsent sur la mobilisation des capitaux privés et publics, constitue une source de préoccupation. Elle engendre, en effet, des risques d'érosion des avoirs extérieurs.

3.3- DEFIS DES PAYS DE L'UNION

La crise financière souligne la nécessité de prendre des mesures appropriées pour la réduction de la vulnérabilité du compte courant dans les pays de l'UEMOA.

Les stratégies à mettre en œuvre à cet effet devront se traduire par des modifications notables des structures de production des Etats. Dans ce cadre, l'exécution de programmes de réformes autour des cinq axes ci-après paraît fondamentale :

- **la satisfaction des besoins des marchés locaux et régionaux, en augmentant la production vivrière, de manière à réduire la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur.** Ceci suppose la hausse de la production agricole, avec des investissements dans des techniques agricoles modernes et l'utilisation d'intrants à haut rendement, ainsi que le développement du secteur de l'énergie ;

- **l'élargissement de la gamme des produits d'exportation**, singulièrement par le développement de l'industrie de transformation locale des produits de base ;

- **le renforcement du processus d'intégration régionale** : des progrès importants ont été accomplis ces dernières années. Cependant, ils doivent être consolidés et renforcés ;

- **l'amélioration de la compétitivité des filières agricoles d'exportation** par l'accroissement des rendements et la réduction des coûts de production ;

- **le développement et l'approfondissement des marchés de capitaux**, pour atténuer l'incertitude liée aux flux de transferts courants publics et privés, ainsi que les tensions sur l'endettement extérieur, par une mobilisation accrue de l'épargne intérieure.

Ces propositions de mesures ne sont, certes, pas nouvelles. Cependant, la succession des crises énergétique, alimentaire et financière, et les incidences néfastes sur les économies des Etats membres de l'Union révèlent, s'il en est encore besoin, la nécessité et l'urgence de leur mise en œuvre effective.

L'action de la Banque Centrale pour accompagner ces politiques devrait se focaliser, plus que par le passé, sur le maintien de la stabilité monétaire et financière et le renforcement de son rôle de Conseiller économique et financier des Etats.

Par ailleurs, la consolidation des cadres de concertation entre les banques centrales et les responsables en charge des politiques économiques, s'avère importante dans le contexte actuel d'incertitudes, pour accroître l'efficacité de l'action monétaire.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau 1: Taux de croissance du PIB réel, PIB nominal par tête et taux inflation

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est. 2008	Est. 2009	Prév. 2010
Taux de croissance du PIB réel (en %)												
Bénin	5,3	4,9	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	3,0
Burkina	3,7	1,6	6,8	4,6	8,0	4,6	7,1	5,5	3,6	5,2	3,2	5,2
Côte d'Ivoire	1,5	-2,2	0,1	-1,7	-1,4	1,2	1,7	0,7	1,6	2,3	3,7	4,0
Guinée-Bissau	7,2	7,5	0,2	-7,2	0,3	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	2,9	3,3
Mali	5,7	-3,3	11,8	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,2	4,9
Niger	-1,6	-0,2	5,8	5,8	3,8	-0,8	7,4	5,8	3,4	9,3	-0,9	5,0
Sénégal	5,1	5,6	5,6	1,2	6,7	5,8	5,7	2,5	4,9	3,3	1,2	3,4
Togo	2,6	-1,0	-1,3	-1,3	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	1,8	2,5	2,6
UEMOA	2,9	0,3	3,8	1,1	3,1	2,6	4,1	2,9	3,2	3,9	2,7	4,1
PIB nominal/tête (en milliers FCFA)												
Bénin	248,0	262,9	277,2	286,3	292,5	292,9	306,5	319,5	331,5	360,6	365,9	372,6
Burkina	156,8	153,3	166,1	180,4	190,7	202,5	211,1	227,0	228,1	250,3	258,0	276,1
Côte d'Ivoire	469,4	454,5	473,1	480,4	480,7	457,5	456,4	442,8	448,0	481,3	490,6	506,7
Guinée-Bissau	231,0	252,9	237,9	225,0	215,9	215,8	231,4	226,8	243,1	271,5	273,1	283,2
Mali	184,6	189,1	216,9	214,8	231,2	243,2	262,1	284,3	293,9	309,3	312,6	314,1
Niger	117,9	107,9	114,4	121,0	127,9	123,5	137,1	146,2	152,6	172,7	172,2	178,9
Sénégal	302,7	339,4	354,7	359,1	374,9	389,8	413,9	431,8	466,8	502,6	496,2	513,4
Togo	206,7	196,4	206,0	211,4	195,7	201,0	213,6	217,4	221,9	252,8	261,3	267,9
UEMOA	260,1	261,4	276,8	283,4	290,4	290,3	301,7	309,7	319,7	345,9	349,4	360,3
Taux d'inflation annuel, en moyenne (en %)												
Bénin	0,3	4,2	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	2,2	2,0
Burkina	-1,1	-0,3	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	2,8	2,1
Côte d'Ivoire	0,7	2,5	4,3	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	1,0	2,4
Guinée-Bissau	-2,3	8,9	3,2	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-1,6	2,0
Mali	-1,1	-0,7	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,2	1,9
Niger	-2,3	2,9	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	4,3	2,4
Sénégal	0,8	0,7	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-1,0	2,0
Togo	-0,1	1,9	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	1,9	2,0
UEMOA	0,2	1,8	4,1	2,9	1,3	0,5	4,3	2,3	2,4	7,4	1,1	2,2

Sources: BCEAO et INS

Prév. = Prévisions

Tableau 2: Contributions sectorielles à la formation du PIB nominal
(en pourcentage)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est. 2008	Est. 2009	Prév. 2010
Bénin												
Primaire	35,8	34,9	34,5	33,8	32,1	32,3	32,3	32,4	31,4	32,5	32,2	32,2
Secondaire	12,8	12,9	13,4	13,6	13,7	13,3	13,3	13,0	13,0	12,6	13,1	13,2
Tertiaire	51,4	52,2	52,1	52,7	54,2	54,4	54,4	54,6	55,6	55,0	54,7	54,6
Burkina												
Primaire	30,6	27,5	34,5	32,6	33,4	37,8	35,3	35,9	32,5	35,3	33,2	32,3
Secondaire	23,6	23,1	18,1	19,8	20,3	19,4	16,3	16,8	17,5	17,4	19,1	19,9
Tertiaire	45,8	49,4	47,3	47,6	46,2	42,8	48,4	47,3	50,0	47,3	47,6	47,8
Côte d'Ivoire												
Primaire	23,2	25,0	25,9	27,3	28,8	23,6	22,6	23,0	24,0	24,6	25,4	24,3
Secondaire	21,9	21,5	21,3	21,1	21,1	22,0	22,8	26,0	24,9	25,9	24,4	25,5
Tertiaire	54,9	53,5	52,8	51,6	50,1	54,4	54,6	50,9	51,0	49,6	50,2	50,2
Guinée-Bissau												
Primaire	45,1	43,2	41,1	42,4	42,1	41,3	43,0	41,6	41,9	45,8	46,0	46,1
Secondaire	35,6	35,0	37,0	37,9	37,6	35,8	33,4	33,0	34,0	32,1	31,9	32,0
Tertiaire	19,3	21,8	21,8	19,7	20,3	22,9	23,5	25,4	24,1	22,1	22,1	21,9
Mali												
Primaire	58,3	33,5	35,0	29,8	35,3	34,2	34,6	33,2	32,6	36,1	36,4	35,4
Secondaire	23,3	23,6	25,6	29,6	24,4	26,0	26,7	26,9	26,0	23,9	23,9	24,6
Tertiaire	18,3	42,9	39,4	40,6	40,3	39,8	38,7	39,9	41,4	40,0	39,7	39,9
Niger												
Primaire	37,8	39,0	38,5	40,1	44,1	40,2	42,8	42,9	40,9	43,5	41,2	40,6
Secondaire	13,7	13,7	12,3	11,5	11,5	11,9	11,1	11,3	13,4	14,3	15,1	16,1
Tertiaire	48,5	47,3	49,2	48,3	44,4	47,8	46,1	45,9	45,7	42,2	43,7	43,3
Sénégal												
Primaire	20,4	16,9	16,3	13,6	15,1	13,7	14,6	14,0	12,9	14,7	15,3	15,6
Secondaire	20,8	20,5	21,7	22,3	21,4	21,8	20,5	19,6	20,1	19,8	18,8	18,9
Tertiaire	58,8	62,7	62,0	64,0	63,4	64,6	64,8	66,4	67,0	65,5	65,9	65,5
Togo												
Primaire	38,1	35,1	37,7	38,2	35,8	36,2	39,3	36,3	36,0	40,7	42,8	42,0
Secondaire	16,7	18,3	17,2	18,3	18,4	17,1	17,2	18,3	18,6	18,2	18,7	17,9
Tertiaire	45,1	46,5	45,1	43,5	45,8	46,6	43,5	45,4	45,4	41,1	38,6	40,0
UEMOA												
Primaire	27,6	27,4	28,3	27,8	29,5	26,4	27,1	27,4	26,6	28,3	28,7	28,2
Secondaire	20,0	19,7	19,6	20,1	19,5	20,2	19,5	20,4	20,1	20,1	19,7	20,4
Tertiaire	52,4	53,0	52,1	52,1	51,0	53,4	53,4	52,2	53,3	51,6	51,6	51,4

Sources: BCEAO et INS

Tableau 3: Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel
(en points de pourcentage)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est.	Est.	Prév.
										2008	2009	2010
Bénin												
Primaire	2,3	1,8	2,5	0,9	0,9	2,4	-0,3	2,1	1,6	1,4	1,7	0,6
Secondaire	0,2	1,2	1,3	1,1	0,3	-0,1	0,8	-0,1	0,5	0,6	0,5	0,9
Tertiaire	2,8	1,9	2,4	2,3	2,7	0,8	2,4	1,7	2,6	3,0	0,5	1,3
PIB	5,4	4,8	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,8
Burkina												
Primaire	6,2	-1,1	4,9	0,9	3,3	-0,9	1,8	2,8	0,2	2,5	-1,0	1,1
Secondaire	17,0	0,3	-2,1	3,0	2,0	2,1	-3,9	1,1	0,3	0,6	2,3	2,1
Tertiaire	18,1	2,7	3,9	0,8	2,7	3,5	9,2	1,5	3,1	2,1	1,9	2,0
PIB	41,3	1,8	6,6	4,7	8,0	4,6	7,1	5,5	3,6	5,2	3,2	5,2
Côte d'Ivoire												
Primaire	-1,2	4,7	-0,3	-1,6	0,1	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	1,3	-0,2
Secondaire	0,9	-2,3	-0,6	-0,1	0,3	1,1	2,4	-0,1	-1,1	0,5	1,0	1,6
Tertiaire	1,8	-4,5	1,0	0,0	-1,8	-0,3	-1,0	0,5	2,2	1,5	1,4	2,6
PIB	1,5	-2,2	0,1	-1,7	-1,4	1,2	1,7	0,7	1,6	2,3	3,7	4,0
Guinée-Bissau												
Primaire	3,2	1,7	0,6	-2,9	0,7	-0,7	4,2	-0,3	0,8	2,2	1,6	1,8
Secondaire	0,1	1,1	-0,2	-0,2	-0,3	-1,5	0,1	-0,3	0,0	-0,4	0,3	0,3
Tertiaire	3,8	4,7	-0,3	-4,0	0,0	5,0	0,0	2,7	2,4	1,4	1,0	1,2
PIB	7,2	7,5	0,2	-7,2	0,3	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	2,9	3,3
Mali												
Primaire	2,9	-4,0	4,0	-1,2	6,4	-1,5	2,3	1,5	0,8	4,4	2,1	1,9
Secondaire	0,5	0,9	4,1	4,2	-2,2	0,6	1,7	1,8	-1,0	-0,9	0,1	0,9
Tertiaire	2,2	-0,1	3,7	1,3	3,4	3,2	2,1	2,0	4,4	1,5	2,0	2,1
PIB	5,7	-3,3	11,8	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,2	4,9
Niger												
Primaire	-0,7	-0,1	2,5	2,5	1,6	-0,3	3,2	2,5	2,0	7,0	-3,2	2,1
Secondaire	-0,2	0,0	0,7	0,7	0,4	-0,1	0,8	0,7	0,0	0,4	0,5	0,9
Tertiaire	-0,7	-0,1	2,7	2,7	1,7	-0,4	3,4	2,7	1,4	1,9	1,8	2,0
PIB	-1,6	-0,2	5,8	5,8	3,8	-0,8	7,4	5,8	3,4	9,3	-0,9	5,0
Sénégal												
Primaire	0,4	3,9	0,2	-1,0	2,2	0,3	1,5	-1,3	-0,8	2,6	0,4	0,4
Secondaire	0,2	16,2	1,0	1,2	0,9	1,3	0,3	0,3	1,6	-0,2	0,3	0,6
Tertiaire	4,5	1,3	1,5	3,0	3,5	1,8	3,8	3,4	4,1	0,9	0,5	2,4
PIB	5,1	37,3	4,6	0,7	6,7	5,8	5,7	2,5	4,9	3,3	1,2	3,4
Togo												
Primaire	2,1	-1,8	0,9	2,6	0,9	-0,6	-0,8	1,8	1,2	1,2	2,6	0,8
Secondaire	0,3	0,6	0,2	1,5	0,7	-0,6	1,0	1,3	-1,3	1,2	1,6	0,6
Tertiaire	0,2	0,2	-2,4	-5,4	3,2	3,6	1,0	0,8	2,2	-0,6	-1,7	1,2
PIB	2,6	-1,0	-1,3	-1,3	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	1,8	2,5	2,6

Sources: BCEAO et INS

Tableau 4: Taux d'épargne intérieure et taux d'investissement (en pourcentage du PIB nominal)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est.		Prév.
										2008	2009	2010
Taux d'épargne intérieure												
Bénin	12,3	14,4	11,1	9,7	10,2	12,2	9,6	11,1	7,1	9,0	15,3	15,7
Burkina	3,7	0,6	-0,1	3,7	4,5	1,8	8,6	7,8	3,9	9,2	6,2	10,5
Côte d'Ivoire	19,7	16,9	18,0	20,7	19,0	17,1	18,1	20,2	16,1	18,4	24,3	23,4
Guinée-Bissau	2,2	5,5	1,2	-0,1	1,2	4,1	4,5	-5,3	-0,3	-1,0	-1,1	-0,1
Mali	8,6	9,1	15,1	14,2	18,5	13,8	13,7	15,7	11,9	10,9	13,9	13,4
Niger	2,6	10,9	3,6	4,9	7,6	3,5	8,2	10,5	10,6	12,3	7,7	7,3
Sénégal	12,4	11,2	9,4	6,8	10,2	9,7	14,1	9,7	7,5	2,7	7,5	7,3
Togo	-0,7	2,0	-0,1	2,5	-0,5	-2,2	-12,2	0,1	-3,7	0,9	-4,5	-3,0
UEMOA	12,7	12,0	11,7	12,7	13,2	11,3	12,7	13,4	10,1	11,0	13,9	14,1
Taux d'investissement												
Bénin	18,3	18,7	19,7	18,5	20,3	20,7	18,2	20,6	20,7	20,6	28,4	25,0
Burkina	18,3	16,8	13,8	16,0	17,4	15,3	24,1	21,1	18,0	25,8	20,8	24,4
Côte d'Ivoire	11,5	9,9	10,1	5,7	10,5	8,9	11,3	10,2	10,9	11,2	12,1	14,1
Guinée-Bissau	6,3	7,7	7,5	6,2	7,8	12,5	13,7	10,1	13,6	12,3	14,2	14,2
Mali	18,6	19,8	24,4	16,0	26,0	22,0	22,0	20,4	21,6	24,7	22,7	22,0
Niger	10,2	19,1	12,1	14,5	16,3	14,6	22,7	23,6	23,1	29,2	29,1	29,1
Sénégal	20,1	20,5	18,4	17,3	22,3	22,3	29,5	27,2	29,9	29,2	27,9	27,0
Togo	9,8	15,8	16,2	16,7	15,4	15,4	16,9	17,3	14,6	17,7	12,3	13,5
UEMOA	14,6	15,1	14,7	12,1	16,5	15,4	19,1	18,2	18,8	20,6	20,3	20,9

Sources: BCEAO et INS

Tableau 5: Evolution des prix à la consommation (en pourcentage)

	Pondération											Est.	Prév.
	en %	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Bénin													
Indice global	100,0	0,3	4,2	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	2,2	2,0
Produits alimentaires	39,1	-0,1	1,2	2,4	5,2	-2,3	-0,7	9,1	-0,7	-0,8	18,0	5,6	-
Transport	10,1	-1,9	22,5	14,9	-3,5	9,8	1,9	6,6	11,6	8,9	5,1	-	-
Hors alimentation et transport	50,9	1,5	2,8	2,6	1,6	2,4	1,8	2,2	5,1	0,4	1,9	-	-
Burkina													
Indice global	100,0	-1,1	-0,3	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	2,8	2,1
Produits alimentaires	33,9	-6,1	-5,8	8,8	2,3	-1,7	-4,8	14,5	-0,8	-1,3	23,4	2,7	-
Transport	15,6	0,5	5,8	8,6	3,1	2,4	3,8	9,7	6,0	-1,9	5,7	-	-
Hors alimentation et transport	50,5	2,1	1,6	1,3	1,6	4,4	1,1	0,5	3,4	1,0	5,1	-	-
Côte d'Ivoire													
Indice global	100,0	0,7	2,5	4,3	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	1,0	2,4
Produits alimentaires	32,2	-4,5	0,0	5,6	5,3	4,0	-3,8	2,4	2,8	5,4	11,6	3,4	-
Transport	9,6	5,4	13,3	4,5	-0,3	0,3	6,8	14,0	8,7	-0,7	7,4	-	-
Hors alimentation et transport	58,2	3,2	2,2	3,6	2,1	3,4	3,7	2,9	1,1	0,6	3,2	-	-
Guinée-Bissau													
Indice global	100,0	-2,3	8,9	3,2	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-1,6	2,0
Produits alimentaires	61,5	-2,1	8,6	3,3	3,9	-5,0	1,0	3,6	0,5	5,9	15,9	-0,6	-
Transport	5,6	-	-	-	-	0,1	1,2	15,4	3,6	-2,9	6,1	-	-
Hors alimentation et transport	32,9	-	-	-	-	-1,1	0,8	0,5	4,4	4,0	1,8	-	-
Mali													
Indice global	100,0	-1,1	-0,7	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,2	1,9
Produits alimentaires	50,0	-3,7	-4,6	8,0	6,5	-4,1	-6,9	11,3	-0,7	1,9	13,0	3,0	-
Transport	10,9	0,1	10,6	3,3	2,2	4,2	3,1	7,8	6,5	2,1	4,6	-	-
Hors alimentation et transport	39,1	1,8	0,9	2,4	2,9	0,7	-0,4	0,5	2,6	0,9	6,3	-	-
Niger													
Indice global	100,0	-2,3	2,9	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	4,3	2,4
Produits alimentaires	45,1	-5,3	3,1	7,3	3,8	-4,9	-1,4	14,8	-2,0	-0,6	20,6	10,3	-
Transport	12,1	2,3	9,9	6,0	-1,1	0,8	4,8	4,4	8,0	-1,7	3,8	-	-
Hors alimentation et transport	42,8	-0,2	0,8	-0,3	1,7	1,6	0,8	0,9	0,1	1,3	3,5	-	-
Sénégal													
Indice global	100,0	0,8	0,7	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-1,0	2,0
Produits alimentaires	41,5	0,3	-1,1	4,9	4,6	-0,6	0,7	3,8	1,3	7,3	9,6	-3,0	-
Transport	8,3	0,5	3,0	5,0	-1,9	0,5	1,4	4,7	8,4	2,4	9,6	-	-
Hors alimentation et transport	50,2	1,3	1,8	1,2	0,8	0,3	0,2	-0,6	1,7	6,0	1,8	-	-
Togo													
Indice global	100,0	-0,1	1,9	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	1,9	2,0
Produits alimentaires	38,0	-5,1	-3,3	5,2	3,2	-4,5	-1,3	10,5	-1,0	2,8	20,4	2,4	-
Transport	8,5	2,4	23,1	9,5	1,3	-1,3	1,1	23,6	12,2	-0,5	7,1	-	-
Hors alimentation et transport	53,5	3,3	1,6	1,9	2,7	1,6	1,3	0,7	1,7	0,2	1,6	-	-
UEMOA													
Indice global	100,0	0,2	1,8	4,1	2,9	1,3	0,5	4,3	2,3	2,4	7,4	1,1	2,2
Produits alimentaires	37,9	-3,1	-1,0	5,6	4,8	-0,2	-2,5	6,3	0,9	4,0	13,8	2,6	-
Transport	10,0	2,3	11,6	6,4	-0,3	1,8	4,1	10,7	8,7	0,9	6,8	-	-
Hors alimentation et transport	52,2	2,3	1,9	2,5	1,8	2,4	2,0	1,6	1,8	1,9	3,3	-	-

Sources: BCEAO et INS

Indice officiel harmonisé des prix à la consommation (IHPC) à partir de 1997 dans tous les pays sauf, la Guinée-Bissau.

L'IHPC est calculé en Guinée-Bissau à partir de l'année 2003. Avant cette date, l'indice de la Guinée-Bissau se limitait aux produits alimentaires

Tableau 6: Opérations financières de l'Etat (en pourcentage du PIB nominal)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est. 2008	Est. 2009	Prév. 2010
Bénin												
Recettes budgétaires	15,2	15,8	15,3	16,3	16,6	16,4	16,7	16,9	20,7	19,5	18,4	20,8
Recettes fiscales	13,0	13,9	13,5	14,4	14,9	14,6	14,5	15,4	16,9	17,2	16,0	18,4
Dépenses totales	16,8	19,4	18,1	19,6	21,1	20,1	21,3	19,7	22,5	23,0	25,6	26,0
Dépenses en capital	5,8	6,9	5,4	6,2	7,0	6,1	6,3	4,6	22,5	21,5	25,1	26,0
Solde global (base engag., hors dons)	-1,6	-3,6	-2,8	-3,3	-4,5	-3,6	-4,6	-2,7	-1,8	-3,5	-7,2	-5,2
Solde global (base engag., dons inclus)	1,5	-2,1	-0,6	-2,3	-2,6	-1,0	-2,5	-0,9	1,2	-1,7	-4,7	-2,0
Burkina												
Recettes budgétaires	12,7	11,8	11,1	11,3	12,1	12,8	12,7	12,4	13,5	13,1	12,9	12,8
Recettes fiscales	11,9	10,9	10,3	10,5	10,9	11,8	11,8	12,0	12,5	12,1	11,8	11,8
Dépenses totales	23,3	22,7	18,5	21,2	20,4	21,4	21,7	23,1	25,6	21,1	26,5	23,6
Dépenses en capital	13,5	12,0	8,1	10,0	9,0	10,7	10,8	11,3	10,8	8,6	12,7	11,2
Solde global (base engag., hors dons)	-10,5	-10,9	-7,4	-9,8	-8,3	-8,6	-9,0	-10,8	-12,1	-8,3	-13,4	-10,7
Solde global (base engag., dons inclus)	-2,9	-3,6	-3,3	-4,7	-2,9	-4,3	-4,5	-5,2	-5,7	-4,4	-6,5	-4,3
Côte d'Ivoire												
Recettes budgétaires	16,4	16,4	16,3	16,6	15,2	16,4	16,3	17,7	19,3	19,0	18,8	19,2
Recettes fiscales	14,9	14,3	14,2	14,6	13,4	14,2	13,9	14,4	15,6	15,6	16,4	17,0
Dépenses totales	19,7	18,0	15,9	18,5	18,1	19,0	19,0	19,3	20,3	21,1	20,9	21,0
Dépenses en capital	4,6	2,9	1,8	3,0	2,4	3,0	2,6	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3
Solde global (base engag., hors dons)	-3,2	-1,6	0,4	-1,9	-2,9	-2,6	-2,7	-1,5	-1,4	-2,2	-2,0	-1,8
Solde global (base engag., dons inclus)	-2,4	-1,2	0,8	-1,4	-2,4	-1,7	-1,6	-1,4	-0,8	-0,4	0,8	-0,9
Guinée-Bissau												
Recettes budgétaires	17,3	19,2	8,6	7,9	8,2	8,9	9,3	10,4	8,0	9,2	9,1	9,3
Recettes fiscales	9,3	11,4	10,1	8,4	9,7	7,7	11,2	11,3	5,7	5,5	6,9	6,1
Dépenses totales	31,3	43,8	21,4	16,7	20,6	25,5	22,2	21,2	21,7	21,4	23,0	20,9
Dépenses en capital	10,8	10,0	7,0	4,5	5,7	5,7	7,4	5,8	7,2	7,2	9,9	8,2
Solde global (base engag., hors dons)	-14,0	-24,6	-25,1	-17,2	-24,0	-30,1	-23,9	-19,9	-13,7	-12,2	-13,9	-11,6
Solde global (base engag., dons inclus)	-9,7	-10,5	-5,4	-5,7	-8,4	-7,7	-6,2	-3,8	-5,5	-4,1	1,7	-0,1
Mali												
Recettes budgétaires	15,1	14,3	14,5	16,6	17,7	17,2	17,5	17,3	16,6	15,5	17,0	16,5
Recettes fiscales	13,0	12,3	12,7	13,7	14,7	14,8	15,4	14,9	14,2	13,3	14,6	14,2
Dépenses totales	23,0	23,3	24,1	24,2	23,0	24,1	24,8	24,9	25,9	21,0	24,5	23,1
Dépenses en capital	11,0	11,5	10,7	9,1	8,6	9,8	9,4	10,6	11,4	7,5	9,2	8,7
Solde global (base engag., hors dons)	-7,9	-9,0	-9,6	-7,7	-5,3	-7,0	-7,3	-7,6	-7,9	-5,6	-7,8	-6,5
Solde global (base engag., dons inclus)	-3,3	-3,6	-5,1	-3,8	-0,7	-2,9	-3,2	3,3	-3,2	-2,2	-2,9	-2,3

Tableau 6 (suite): Opérations financières de l'Etat (en pourcentage du PIB nominal)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est. 2008	Est. 2009	Prév. 2010
Niger												
Recettes budgétaires	8,8	9,4	10,3	11,4	10,2	11,3	10,8	13,0	15,0	18,4	13,2	13,9
Recettes fiscales	8,1	8,8	9,8	10,3	9,9	11,0	10,3	10,7	11,3	11,7	12,6	13,4
Dépenses totales	17,9	17,6	19,1	19,8	18,0	19,6	20,4	19,7	21,7	22,6	22,4	21,9
Dépenses en capital	5,6	5,6	6,9	8,3	7,5	9,4	11,0	10,6	10,1	10,3	10,8	10,5
Solde global (base engag., hors dons)	-9,0	-8,2	-8,8	-8,3	-7,8	-8,4	-9,6	-6,8	-6,7	-4,2	-9,2	-8,0
Solde global (base engag., dons inclus)	-5,2	-3,8	-3,6	-3,0	-2,8	-2,5	-2,0	-1,9	-0,9	1,7	-5,0	-1,9
Sénégal												
Recettes budgétaires	17,5	16,9	16,9	17,9	18,1	18,3	19,2	19,7	20,7	19,4	19,4	20,0
Recettes fiscales	17,0	16,1	16,1	16,9	17,0	17,4	18,5	18,8	19,5	18,3	18,7	19,4
Dépenses totales	21,1	18,7	20,5	19,6	21,3	23,8	23,8	27,2	27,1	26,5	26,5	27,3
Dépenses en capital	8,4	5,8	6,1	7,4	8,5	9,7	9,9	9,7	11,2	10,0	10,6	12,0
Solde global (base engag., hors dons)	-3,6	-1,8	-3,6	-1,8	-3,3	-5,5	-4,7	-7,5	-7,1	-7,2	-7,2	-7,3
Solde global (base engag., dons inclus)	-1,4	-0,2	-1,9	-0,1	-1,3	-3,4	-3,0	-5,7	-4,6	-4,6	-4,5	-5,0
Togo												
Recettes budgétaires	13,5	12,7	13,1	12,2	17,0	16,8	15,7	16,9	16,8	15,6	17,1	15,8
Recettes fiscales	12,0	11,3	11,1	11,3	15,3	15,7	14,6	15,4	16,2	14,9	14,7	14,3
Dépenses totales	17,9	18,2	15,4	13,2	15,1	16,2	19,7	21,2	19,1	17,9	20,4	21,8
Dépenses en capital	3,1	3,1	2,3	1,4	1,1	1,5	3,3	4,1	2,0	3,5	5,9	6,4
Solde global (base engag., hors dons)	-4,5	-5,2	-2,3	-1,0	1,9	0,6	-4,1	-4,2	-2,3	-2,3	-3,3	-6,0
Solde global (base engag., dons inclus)	-2,9	-4,7	-1,9	-0,7	2,5	1,3	-2,9	-2,8	-0,7	-0,2	-0,1	-2,3
UEMOA												
Recettes budgétaires	15,3	15,2	14,9	15,6	15,4	16,0	16,1	16,8	18,1	17,7	17,3	17,7
Recettes fiscales	13,9	13,5	13,5	14,0	13,8	14,4	14,5	14,9	15,5	15,1	15,5	16,0
Dépenses totales	20,1	19,4	18,4	19,5	19,6	20,8	21,3	22,1	23,2	22,1	23,6	23,3
Dépenses en capital	6,9	5,8	4,9	5,7	5,6	6,5	6,7	6,9	7,4	6,5	7,8	7,9
Solde global (base engag., hors dons)	-4,9	-4,3	-3,5	-4,0	-4,3	-4,8	-5,2	-5,2	-5,2	-4,7	-6,3	-5,7
Solde global (base engag., dons inclus)	-2,3	-2,0	-1,4	-2,0	-2,0	-2,4	-2,6	1,2	-2,3	-1,9	-2,5	-2,5

Sources: BCEAO et INS

Données de la Guinée-Bissau prises en compte dans le total de l'UEMOA à partir de 1997

Tableau 7 : Balance des transactions courantes (en milliards de FCFA)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est. 2008	Est. 2009	Prév. 2010
Bénin												
Exportations FOB dont	259,5	279,4	273,9	312,1	314,3	300,4	305,0	384,6	501,7	574,2	530,7	531,0
Coton	113,4	101,6	93,1	95,6	113,3	110,2	90,3	49,4	64,2	75,0	62,0	50,8
Noix d'anacarde	9,3	12,4	8,2	11,9	14,6	8,9	10,5	8,6	8,4	12,5	19,8	23,0
Bois et ouvrages en bc	1,1	2,0	2,3	4,9	16,1	1,9	2,3	2,3	2,2	2,2	2,5	2,6
Importations FOB	-391,1	-367,4	-405,4	-473,1	-475,9	-444,8	-456,6	-546,8	-767,8	-846,2	-853,3	-871,4
Balance commerciale	-131,6	-88,1	-131,5	-161,0	-161,5	-144,5	-151,6	-162,2	-266,0	-272,0	-322,6	-340,4
Balance des services	-23,7	-39,6	-32,8	-39,4	-47,4	-37,8	-45,0	-70,7	-95,4	-72,5	-85,2	33,5
Balance des revenus	-7,0	-8,7	-9,8	-18,0	-22,1	-19,5	-9,4	-15,4	-4,2	-5,1	-4,7	-4,8
Balance des transferts	66,5	79,1	119,2	109,6	38,6	49,4	86,7	135,2	128,7	109,6	121,7	96,2
Balance des transactions courantes	-95,8	-57,4	-54,9	-108,8	-192,5	-152,4	-119,3	-113,1	-237,0	-240,0	-290,8	-215,5
Burkina												
Exportations FOB dont	156,2	146,4	163,8	170,8	186,3	253,2	247,1	307,6	298,6	310,4	352,4	378,4
Coton	86,7	74,3	96,0	97,4	119,9	163,2	148,3	161,4	144,6	87,9	119,7	125,4
Animaux vivants	12,7	9,1	16,5	34,4	25,1	27,7	37,5	40,0	45,5	50,7	51,3	53,4
Or non monétaire	2,7	2,5	2,2	3,9	5,1	7,0	9,5	15,5	4,6	55,6	90,8	110,2
Importations FOB	-357,4	-368,6	-373,3	-381,7	-398,3	-497,9	-540,5	-562,1	-585,1	-711,7	-713,8	-757,3
Balance commerciale	-201,2	-222,2	-209,5	-210,9	-212,0	-244,7	-293,4	-254,5	-286,6	-401,4	-361,4	-378,9
Balance des services	-70,8	-77,3	-76,7	-72,5	-108,9	-120,7	-154,1	-167,0	-173,9	-211,6	-212,2	-225,1
Balance des revenus	-11,3	-14,3	-17,9	-14,7	-14,9	-16,2	-10,9	-1,2	-1,1	-1,6	-6,5	-8,8
Balance des transferts	88,7	86,7	90,8	90,1	122,4	101,1	123,9	133,4	193,3	183,3	238,6	257,9
Balance des transactions courantes	-194,6	-227,0	-213,3	-208,0	-213,4	-280,6	-334,5	-289,3	-268,4	-431,3	-341,5	-354,9
Côte d'Ivoire												
Exportations FOB dont	2870,1	2768,2	2892,5	3676,5	3363,7	3655,4	4060,1	4432,7	4154,7	4652,7	4959,5	5110,3
Cacao	972,5	738,3	959,0	1573,2	1372,4	1146,6	1087,4	1063,1	1053,7	1263,2	1756,0	1730,8
Produits pétroliers	333,9	522,9	76,5	405,8	408,4	640,4	1060,5	1569,5	1256,8	1632,4	1423,5	1858,9
Bois débité	159,6	174,8	182,0	156,2	157,1	148,8	158,1	148,3	153,6	153,1	84,3	81,9
Importations FOB	-1703,1	-1710,0	-1772,3	-1711,6	-1877,9	-2267,1	-2769,8	-2807,0	-2925,7	-3165,4	-2983,3	-3333,3
Balance commerciale	1167,0	1058,1	1120,2	1964,9	1485,8	1388,3	1290,3	1625,7	1229,0	1487,4	1976,2	1777,0
Balance des services	-537,2	-530,0	-507,5	-668,8	-648,6	-670,9	-680,9	-726,0	-743,2	-732,6	-713,0	-770,9
Balance des revenus	-465,9	-464,8	-429,4	-439,0	-383,3	-344,3	-344,5	-371,4	-387,9	-403,9	-420,3	-472,5
Balance des transferts	-237,5	-235,0	-227,4	-322,0	-282,8	-245,9	-243,9	-277,8	-164,5	-148,9	-51,7	-218,6
Balance des transactions courantes	-73,6	-171,6	-44,1	535,1	171,1	127,2	21,0	250,5	-66,6	201,9	791,2	315,0
Guinée-Bissau												
Exportations FOB dont	31,5	44,2	46,1	37,9	37,8	40,0	47,2	38,8	51,3	57,4	56,4	57,0
Noix d'anacarde	30,0	42,7	44,4	33,7	29,9	39,1	44,7	31,5	32,1	28,8	45,8	46,8
Importations FOB	-26,3	-39,9	-45,2	-40,7	-37,9	-43,8	-55,8	-66,4	-80,5	-89,0	-95,4	-96,1
Balance commerciale	5,2	4,3	0,9	-2,8	-0,1	-3,8	-8,6	-27,6	-29,2	-31,6	-39,0	-39,1
Balance des services	-16,0	-15,8	-18,9	-14,6	-17,6	-19,3	-19,3	-18,9	-16,7	-18,5	-20,1	-19,5
Balance des revenus	-8,5	-8,3	-8,8	-6,1	-5,1	-5,1	-4,7	-4,6	-4,7	-6,6	-6,3	-5,5
Balance des transferts	17,4	29,3	18,6	22,8	22,7	35,5	27,0	30,2	35,9	43,9	44,3	44,2
Balance des transactions courantes	-1,9	9,5	-8,2	-0,7	-0,1	7,3	-5,6	-20,9	-14,6	-12,9	-21,1	-19,9

Source: BCEAO

Tableau 7 (suite) : Balance des transactions courantes (en milliards de FCFA)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est. 2008	Est. 2009	Prév. 2010
Mali												
Exportations FOB dont	351,6	388,1	531,6	609,9	539,3	515,8	580,7	810,7	745,9	939,1	956,7	1071,4
Coton	150,1	112,2	83,2	138,2	143,4	181,4	139,7	142,5	94,6	92,4	49,4	71,4
Animaux vivants	33,0	37,7	44,9	27,3	36,0	22,9	27,8	30,2	37,6	51,8	52,3	55,7
Or	142,4	189,4	353,8	402,6	316,0	270,6	355,5	587,5	515,2	645,9	705,0	802,6
Importations FOB	-372,8	-421,5	-538,6	-496,5	-574,4	-577,4	-656,9	-771,5	-884,7	-1223,8	-1125,9	-1211,4
Balance commerciale	-21,2	-33,4	-7,0	113,4	-35,1	-61,5	-76,3	39,2	-138,9	-284,7	-169,2	-140,0
Balance des services	-161,3	-167,9	-198,1	-151,7	-149,9	-153,6	-165,5	-188,9	-191,7	-255,2	-203,6	-255,4
Balance des revenus	-43,1	-69,9	-121,7	-167,4	-96,4	-102,9	-109,2	-134,6	-139,7	-140,0	-155,5	-156,3
Balance des transferts	69,9	90,0	99,5	101,9	120,6	101,9	120,0	170,0	191,7	203,7	214,0	204,1
Balance des transactions courantes	-155,7	-181,2	-227,3	-103,8	-160,8	-216,1	-230,9	-114,3	-278,5	-476,2	-314,3	-347,6
Niger												
Exportations FOB dont	176,6	201,5	199,7	194,8	204,5	230,7	251,9	265,6	317,9	408,5	416,6	492,3
Uranium	65,1	64,0	63,0	62,5	65,5	70,1	78,5	79,6	143,1	198,2	190,5	240,8
Animaux vivants	26,4	37,0	40,3	38,9	29,3	32,4	31,8	46,6	37,8	49,7	60,3	50,5
Oignon	15,3	11,8	10,8	13,8	13,9	14,6	38,4	42,3	42,1	40,9	28,2	44,4
Importations FOB	-206,5	-230,4	-242,8	-258,7	-283,9	-311,5	-405,9	-391,3	-438,4	-604,4	-651,9	-688,0
Balance commerciale	-29,9	-28,9	-43,1	-63,9	-79,4	-80,8	-154,0	-125,7	-120,5	-195,9	-235,3	-195,7
Balance des services	-64,9	-67,2	-66,3	-70,9	-75,1	-89,2	-101,2	-124,4	-136,4	-210,5	-295,0	-384,1
Balance des revenus	-11,8	-11,8	-11,0	-16,9	-15,2	-6,8	-5,0	0,6	-0,2	-8,5	-15,8	-19,0
Balance des transferts	22,1	33,7	52,7	36,8	42,6	54,8	95,8	85,5	88,8	103,1	65,4	109,5
Balance des transactions courantes	-84,5	-74,2	-67,7	-114,9	-127,1	-122,0	-164,3	-164,0	-168,3	-311,7	-480,7	-489,3
Sénégal												
Exportations FOB dont	632,4	654,9	735,3	743,4	730,6	797,4	832,4	833,5	802,2	987,9	837,8	997,4
Produits halieutiques	179,7	162,4	181,1	173,9	164,1	163,3	154,6	150,3	152,7	136,9	161,4	162,3
Produits arachidières	37,7	58,7	73,2	47,3	25,3	17,4	20,8	29,0	38,5	9,1	23,4	57,7
Phosphate et dérivés	66,5	62,1	69,9	103,9	74,6	107,0	98,4	42,5	64,3	122,7	81,4	91,8
Importations FOB	-845,3	-951,6	-1047,1	-1117,9	-1200,5	-1318,5	-1523,7	-1669,9	-1995,5	-2510,4	-1997,1	-2186,5
Balance commerciale	-212,9	-296,7	-311,8	-374,5	-469,9	-521,1	-691,3	-836,4	-1193,3	-1522,5	-1159,3	-1189,1
Balance des services	-8,8	-12,9	-11,4	-12,7	-13,0	-14,8	-16,3	-18,5	-18,1	-54,1	-38,9	-19,6
Balance des revenus	-73,4	-79,3	-76,8	-90,6	-79,1	-69,1	-47,2	-33,2	-35,4	-21,4	-24,5	-30,2
Balance des transferts	97,9	152,3	220,0	257,0	308,3	333,9	397,6	437,5	618,0	754,4	714,1	714,2
Balance des transactions courantes	-197,2	-236,6	-180,0	-220,8	-253,7	-271,1	-357,2	-450,6	-628,8	-843,7	-508,6	-524,7

Source: BCEAO

Tableau 7 (suite et fin) : Balance des transactions courantes (en milliards de FCFA)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Est. 2008	Est. 2009	Prév. 2010
Togo												
Exportations FOB dont	241,0	257,7	261,9	295,6	347,4	317,5	348,2	329,6	324,4	381,8	386,3	397,1
Coton	50,6	47,3	45,9	40,7	47,8	41,6	16,0	19,0	12,0	13,6	7,9	8,4
Phosphate	40,1	35,2	33,0	0,0	26,1	15,9	18,4	21,8	15,0	48,9	36,7	33,7
Ciment	8,1	20,8	42,6	29,7	34,2	24,9	20,9	18,4	32,3	32,6	29,6	29,6
Importations FOB	-301,3	-345,1	-378,3	-401,2	-438,5	-450,8	-618,4	-496,2	-513,8	-585,4	-595,2	-611,7
Balance commerciale	-60,3	-87,4	-116,4	-105,6	-91,1	-133,3	-270,2	-166,6	-189,4	-203,6	-208,9	-214,6
Balance des services	-38,3	-39,7	-42,6	-40,4	-63,6	-47,2	-53,6	-33,2	-33,3	-34,1	-43,3	-45,1
Balance des revenus	-23,6	-20,7	-21,5	-15,0	-13,6	-17,7	-18,2	-19,8	-14,5	-6,8	-6,2	-7,7
Balance des transferts	43,9	48,4	56,6	63,5	74,2	89,5	99,0	127,4	133,7	145,0	147,0	147,0
Balance des transactions courantes	-78,3	-99,4	-123,9	-97,5	-94,1	-108,7	-242,9	-92,2	-103,4	-99,4	-111,4	-120,5
UEMOA												
Exportations FOB dont	4718,9	4740,3	5104,8	6041,0	5723,9	6110,4	6672,6	7403,1	7196,7	8312,0	8496,3	9034,8
Importations FOB	-4203,8	-4434,6	-4803,0	-4881,4	-5287,3	-5911,7	-7027,6	-7311,2	-8191,5	-9736,3	-9015,8	-9755,7
Balance commerciale	515,1	305,7	301,8	1159,6	436,6	198,7	-355,0	91,9	-994,9	-1424,3	-519,5	-720,9
Balance des services	-921,0	-950,3	-954,3	-1071,0	-1124,1	-1153,4	-1235,9	-1347,6	-1408,6	-1589,2	-1611,3	-1686,2
Balance des revenus	-644,6	-677,9	-696,9	-767,7	-629,7	-581,6	-549,1	-579,6	-587,7	-593,9	-639,8	-704,8
Balance des transferts	168,9	284,5	430,0	359,7	446,6	520,1	706,2	841,4	1225,6	1394,1	1493,5	1354,5
Balance des transactions courantes	-881,6	-1037,9	-919,4	-319,4	-870,6	-1016,2	-1433,7	-993,8	-1765,6	-2213,3	-1277,2	-1757,4

Source: BCEAO



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int